

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/205708]

Extrait de l'arrêt n° 162/2020 du 17 décembre 2020

Numéro du rôle : 7147

En cause : le recours en annulation partielle de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juillet 2018 « modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires », introduit par l'ASBL « Inter-Environnement Bruxelles » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, et des juges T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache et T. Detienne, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 mars 2019 et parvenue au greffe le 20 mars 2019, un recours en annulation des articles 3, 5^o et 6^o, 4, 2^o, 12, 1^o, c) et d), 24, 32, 1^o, b), 53, 55, 56, 3^o, 60, d) et e), 67, 75 et 84 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juillet 2018 « modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires » (publiée au *Moniteur belge* du 20 septembre 2018, deuxième édition) a été introduit par l'ASBL « Inter-Environnement Bruxelles », l'union professionnelle « Union des Naturopathes de Belgique », Anne Denis, Nathalie Erpelding et Gérald Hanotiaux, assistés et représentés par Me D. Brusselmans, avocat au barreau du Brabant wallon.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et leur contexte

B.1.1. Les parties requérantes sollicitent l'annulation de plusieurs dispositions de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juillet 2018 « modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires » (ci-après : l'ordonnance du 23 juillet 2018).

Les dispositions attaquées modifient, d'une part, l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 « relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale » (ci-après : l'ordonnance du 19 juillet 2001) et, d'autre part, l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} avril 2004 « relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale » (ci-après : l'ordonnance du 1^{er} avril 2004).

B.1.2.1. Le compteur d'électricité intelligent est défini dans l'article 2, 21^{ter}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 3, 5^o, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 :

« Un système électronique qui peut mesurer la consommation d'électricité, en ajoutant des informations qu'un compteur classique ne fournit pas, et qui peut transmettre et recevoir des données en utilisant une forme de communication électronique ».

Les compteurs d'électricité intelligents sont un des éléments d'un « réseau intelligent », défini comme suit dans l'article 2, 21^{quater}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 3, 6^o, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 :

« réseau d'énergie avancé généralement composé de systèmes de communication bidirectionnelle, de compteurs intelligents et de systèmes de suivi et de contrôle du fonctionnement du réseau ».

B.1.2.2. Le compteur de gaz intelligent est défini dans l'article 3, 20^{bis}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, inséré par l'article 55, 1^o, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 :

« Un système électronique qui peut mesurer la consommation de gaz, en ajoutant des informations qu'un compteur classique ne fournit pas, et qui peut transmettre et recevoir des données en utilisant une forme de communication électronique ».

Les compteurs de gaz intelligents sont un des éléments d'un « réseau intelligent », défini comme suit dans l'article 3, 20^{ter}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, inséré par l'article 55, 2^o, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 :

« Réseau d'énergie avancé généralement composé de systèmes de communication bidirectionnelle, de compteurs intelligents et de systèmes de suivi et de contrôle du fonctionnement du réseau ».

B.1.3. Les compteurs d'électricité et de gaz intelligents sont dotés, dès leur installation ou, le cas échéant, dès l'activation d'une fonction communicante, de fonctionnalités qui les distinguent des compteurs d'électricité et de gaz classiques, c'est-à-dire des compteurs analogiques ou électroniques non dotés de la capacité de transmettre et de recevoir des données.

L'article 24^{ter}, § 3, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, dispose :

« Le compteur intelligent fournit localement à l'utilisateur du réseau des informations instantanées sur l'électricité qu'il prélève ou qu'il injecte.

Ces informations instantanées doivent pouvoir être facilement exportées vers une application informatique disponible sur le marché, et ce que le compteur soit en mode de communication actif ou non avec le gestionnaire du réseau de distribution ».

L'article 18^{ter}, § 3, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, inséré par l'article 67, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, dispose :

« Le compteur intelligent fournit localement à l'utilisateur du réseau des informations instantanées sur l'électricité qu'il prélève ou qu'il injecte. Ces informations instantanées doivent pouvoir être facilement exportées vers une application informatique disponible sur le marché ».

B.2.1. Le déploiement le plus étendu possible des compteurs d'électricité et de gaz intelligents est imposé par le droit de l'Union européenne et participe à la réalisation de la politique de l'Union européenne en matière d'énergie.

Conformément à l'article 1^{er}, § 2, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, celle-ci transpose en effet partiellement quatre directives européennes.

B.2.2.1. L'ordonnance du 23 juillet 2018 transpose partiellement la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE » (ci-après : la Directive 2009/72/CE).

L'article 3, paragraphe 11, de cette directive dispose :

« Afin de promouvoir l'efficacité énergétique, les États membres ou, si un État membre le prévoit, l'autorité de régulation, recommandent vivement aux entreprises d'électricité d'optimiser l'utilisation de l'électricité, par exemple en proposant des services de gestion de l'énergie, en élaborant des formules tarifaires novatrices ou, le cas échéant, en introduisant des systèmes de mesure ou des réseaux intelligents ».

B.2.2.2. L'annexe I (« Mesures relatives à la protection des consommateurs ») de la même directive dispose en son point 2 :

« Les États membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture d'électricité. La mise en place de tels systèmes peut être subordonnée à une évaluation économique à long terme de l'ensemble des coûts et des bénéfices pour le marché et pour le consommateur, pris individuellement, ou à une étude déterminant quel modèle de compteurs intelligents est le plus rationnel économiquement et le moins coûteux et quel calendrier peut être envisagé pour leur distribution.

Cette évaluation a lieu au plus tard le 3 septembre 2012.

Sous réserve de cette évaluation, les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, fixent un calendrier, avec des objectifs sur une période de dix ans maximum, pour la mise en place de systèmes intelligents de mesure.

Si la mise en place de compteurs intelligents donne lieu à une évaluation favorable, au moins 80 % des clients seront équipés de systèmes intelligents de mesure d'ici à 2020.

Les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, veillent à l'interopérabilité des systèmes de mesure à mettre en place sur leur territoire et tiennent dûment compte du respect des normes appropriées et des meilleures pratiques, ainsi que de l'importance du développement du marché intérieur de l'électricité ».

B.2.3.1. L'ordonnance du 23 juillet 2018 transpose aussi partiellement la Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 « concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE » (ci-après : la Directive 2009/73/CE).

L'article 3, paragraphe 8, de cette directive dispose :

« Afin de promouvoir l'efficacité énergétique, les États membres ou, si un État membre le prévoit, l'autorité de régulation, recommandent vivement aux entreprises de gaz naturel d'optimiser l'utilisation du gaz, par exemple en proposant des services de gestion de l'énergie, en élaborant des formules tarifaires novatrices ou, le cas échéant, en introduisant des systèmes de mesure ou des réseaux intelligents ».

B.2.3.2. L'annexe I (« Mesures relatives à la protection des consommateurs ») de la même directive dispose en son point 2 :

« Les États membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture de gaz. La mise en place de tels systèmes peut être subordonnée à une évaluation économique à long terme de l'ensemble des coûts et des bénéfices pour le marché et pour le consommateur, pris individuellement, ou à une étude déterminant quel modèle de compteurs intelligents est le plus rationnel économiquement et le moins coûteux et quel calendrier peut être envisagé pour leur distribution.

Cette évaluation a lieu au plus tard le 3 septembre 2012.

Sous réserve de cette évaluation, les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, fixent un calendrier pour la mise en place de systèmes intelligents de mesure.

Les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, veillent à l'interopérabilité des systèmes de mesure à mettre en place sur leur territoire et tiennent dûment compte du respect des normes appropriées et des meilleures pratiques, ainsi que de l'importance du développement du marché intérieur du gaz naturel ».

B.2.4.1. Le « système intelligent de mesure » est défini par l'article 2, 28), de la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 « relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE » (ci-après : la Directive 2012/27/UE). Il s'agit d'un :

« système électronique qui peut mesurer la consommation d'énergie en apportant plus d'informations qu'un compteur classique et qui peut transmettre et recevoir des données en utilisant une forme de communication électronique ».

La définition du système intelligent de mesure, utilisée au niveau européen, se confond donc largement avec celle du « compteur intelligent » contenue, respectivement, dans l'article 2, 21^{ter}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et dans l'article 3, 20^{bis}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004.

B.2.4.2. L'Union européenne considère les systèmes intelligents de mesure comme une étape vers la création de réseaux intelligents de mesure.

Le « réseau intelligent de mesure » est défini comme :

« un réseau d'énergie avancé, auquel ont été ajoutés un système de communication numérique bidirectionnelle entre le fournisseur et le consommateur, un système intelligent de mesure et des systèmes de suivi et de contrôle » (point 3, a), de la recommandation de la Commission du 9 mars 2012 « relative à la préparation de l'introduction des systèmes intelligents de mesure (2012/148/UE) » (ci-après : la recommandation 2012/148/UE) et point 2, a), de la recommandation de la Commission du 10 octobre 2014 « concernant le modèle d'analyse d'impact sur la protection des données des réseaux intelligents et des systèmes intelligents de mesure (2014/724/UE) » (ci-après : la recommandation 2014/724/UE)).

L'instauration de réseaux intelligents de mesure est « la condition préalable à la mise en œuvre d'éléments clés de la politique énergétique ». Considérés comme l'« épine dorsale du futur système électrique décarboné », les systèmes intelligents de mesure « jouent un rôle reconnu pour faciliter la transformation des infrastructures énergétiques afin de permettre l'augmentation de la part des sources d'énergie renouvelables, variables par nature, et l'amélioration de l'efficacité énergétique, et de garantir la sécurité d'approvisionnement » (extraits des considérants 1 et 2 de la recommandation 2014/724/UE et du considérant 1 de la recommandation 2012/148/UE).

B.2.4.3. L'article 9 de la Directive 2012/27/UE dispose :

« 1. Les États membres veillent à ce que, dans la mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, les clients finals d'électricité et de gaz naturel reçoivent, à des prix concurrentiels, des compteurs individuels qui indiquent avec précision la consommation réelle d'énergie du client final et qui donnent des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée.

Un tel compteur individuel à des prix concurrentiels est toujours fourni :

a) lorsqu'un compteur existant est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles estimées à long terme;

b) lorsqu'il est procédé à un raccordement dans un bâtiment neuf ou qu'un bâtiment fait l'objet de travaux de rénovation importants, tels que définis dans la Directive 2010/31/UE.

2. Lorsque et dans la mesure où les États membres mettent en place des systèmes intelligents de mesure et des compteurs intelligents pour le gaz naturel et/ou l'électricité conformément aux Directives 2009/72/CE et 2009/73/CE :

a) ils veillent à ce que les systèmes de mesure fournissent aux clients finals des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée et à ce que les objectifs d'efficacité énergétique et les avantages pour les clients finals soient pleinement pris en compte au moment de définir les fonctionnalités minimales des compteurs et les obligations imposées aux acteurs du marché;

b) ils veillent à assurer la sécurité des compteurs intelligents et de la communication des données ainsi qu'à garantir la protection de la vie privée des clients finals, conformément à la législation de l'Union en matière de protection des données et de la vie privée;

c) pour l'électricité et à la demande du client final, ils exigent des exploitants des compteurs qu'ils veillent à ce que le ou les compteurs puissent tenir compte de l'électricité injectée sur le réseau depuis les locaux du client final;

d) ils veillent à ce que, si le client final le demande, les données du compteur relatives à sa production ou à sa consommation d'électricité soient mises à sa disposition ou à celle d'un tiers agissant au nom du client final, sous une forme aisément compréhensible qu'ils peuvent utiliser pour comparer les offres sur une base équivalente;

e) ils exigent que des informations et des conseils appropriés soient donnés aux clients au moment de l'installation de compteurs intelligents, en particulier sur toutes les possibilités que ces derniers offrent en termes d'affichage et de suivi de la consommation d'énergie.

[...] ».

B.2.4.4. L'ordonnance attaquée du 23 juillet 2018 transpose partiellement la Directive 2012/27/UE.

B.2.5.1. Postérieurement à l'ordonnance du 23 juillet 2018, la Directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la Directive 2012/27/UE (refonte) » (ci-après : la Directive (UE) 2019/944) a été adoptée.

L'article 19 de cette directive dispose :

« 1. Afin de promouvoir l'efficacité énergétique et d'autonomiser les clients finals, les États membres ou [...] l'autorité de régulation, recommandent vivement aux entreprises d'électricité et aux autres acteurs du marché d'optimiser l'utilisation de l'électricité, notamment [...] en introduisant des systèmes intelligents de mesures qui sont interopérables, en particulier avec des systèmes de gestion énergétique des consommateurs et des réseaux intelligents, conformément aux règles de l'Union applicables en matière de protection des données.

2. Les États membres veillent au déploiement sur leurs territoires de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des clients au marché de l'électricité. Ce déploiement peut être subordonné à une évaluation coûts-avantages, qui est menée conformément aux principes fixés à l'annexe II.

[...]

4. Les États membres qui procèdent au déploiement des systèmes intelligents de mesure veillent à ce que les clients finals contribuent aux coûts liés au déploiement d'une manière transparente et non discriminatoire, tout en tenant compte des avantages à long terme pour l'ensemble de la chaîne de valeur. [...]

[...] ».

B.2.5.2. L'annexe II de cette directive (« Systèmes intelligents de mesure ») dispose :

« 1. Les États membres veillent au déploiement sur leur territoire de systèmes intelligents de mesure qui peut être subordonné à une évaluation économique à long terme de l'ensemble des coûts et des bénéfices pour le marché et pour le consommateur, pris individuellement, ou à une étude déterminant quel modèle de compteurs intelligents est le plus rationnel économiquement et le moins coûteux et quel calendrier peut être envisagé pour leur distribution.

2. Cette évaluation prend en considération la méthode d'analyse des coûts et des avantages et les fonctionnalités minimales prévues pour les systèmes intelligents de mesure prévues dans la recommandation 2012/148/UE de la Commission, ainsi que les meilleures techniques disponibles pour assurer le niveau le plus élevé de cybersécurité et de protection des données.

3. Sous réserve de cette évaluation, les États membres ou, si un État membre l'a prévu ainsi, l'autorité compétente désignée fixent un calendrier, avec des objectifs sur une période de dix ans maximum, pour le déploiement de systèmes intelligents de mesure. Lorsque le déploiement de systèmes intelligents de mesure donne lieu à une évaluation favorable, au moins 80 % des clients finals seront équipés de compteurs intelligents soit dans un délai de sept ans à compter de la date de cette évaluation favorable, soit d'ici 2024 pour les États membres qui ont entamé le déploiement systématique de systèmes intelligents de mesure avant le 4 juillet 2019 ».

B.2.6.1. Enfin, l'ordonnance attaquée du 23 juillet 2018 transpose partiellement la Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 « sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs » (ci-après : la Directive 2014/94/UE).

B.2.6.2. L'article 4, paragraphe 7, de la Directive 2014/94/UE dispose :

« Dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement raisonnable, les opérations de recharge des véhicules électriques aux points de recharge ouverts au public font appel à des systèmes intelligents de mesure tels que définis à l'article 2, point 28), de la Directive 2012/27/UE et respectent les exigences prévues à l'article 9, paragraphe 2, de ladite directive ».

Quant à l'étendue du recours

B.3.1. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Gouvernement flamand et la partie intervenante, « Sibelga », soutiennent que les griefs sont uniquement dirigés contre les articles 24 et 67 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, de sorte que le recours est irrecevable pour le surplus.

B.3.2. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes reconnaissent que les moyens sont dirigés contre les articles 24 et 67 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, mais elles considèrent que les autres dispositions attaquées sont intimement liées à ces dispositions.

B.4.1. La Cour détermine l'objet du recours en annulation à partir du contenu de la requête et, en particulier, en tenant compte de l'exposé des moyens.

Elle n'examine que les dispositions attaquées contre lesquelles un moyen est dirigé.

B.4.2. Les moyens développés dans la requête ne sont effectivement dirigés que contre les articles 24 et 67 de l'ordonnance du 23 juillet 2018.

La Cour limite dès lors son examen à ces dispositions.

Quant à la recevabilité

B.5. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale soulève l'irrecevabilité du recours pour défaut d'intérêt. Il conteste tout d'abord l'intérêt des première et deuxième parties requérantes, en soutenant que les dispositions attaquées n'affectent pas leur objet social. Il conteste ensuite l'intérêt des troisième et quatrième parties requérantes, en considérant que l'électrosensibilité n'est pas une maladie reconnue et ne peut, partant, être attestée médicalement. Enfin, l'intérêt de la cinquième partie requérante, qui ne se prétend pas électrosensible, ne se distinguerait pas de celui de la généralité des citoyens.

B.6.1. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.6.2. Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son but statutaire soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son but; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que ce but n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.7.1. Le recours en annulation est introduit par une association sans but lucratif, une union professionnelle et trois personnes physiques.

B.7.2. Le but statutaire de la première partie requérante consiste en « la création d'un milieu de vie de qualité en ville pour les habitants », impliquant notamment « la lutte contre les pollutions et les nuisances, ainsi que l'amélioration de l'environnement » et « la participation collective des citoyens à la définition et à la défense de leur environnement », ce qui peut englober une réflexion sur le bien-fondé du déploiement des compteurs d'électricité et de gaz intelligents. L'ordonnance du 23 juillet 2018 est, en conséquence, susceptible d'affecter le but statutaire de la première partie requérante.

B.7.3. Dès lors que la première partie requérante dispose d'un intérêt au recours, il n'y a pas lieu d'examiner si les autres parties requérantes disposent également d'un intérêt à agir.

B.7.4. Le recours est recevable.

*Quant au fond**En ce qui concerne le premier moyen*

B.8.1. Les parties requérantes prennent un premier moyen de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, des articles 2, 3, paragraphe 3, second alinéa, et 9 du Traité sur l'Union européenne et des articles 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.8.2. Il ressort de la requête que le moyen est dirigé contre l'article 24 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, en ce qu'il insère un article 24^{ter}, § 1^{er} et 2, dans l'ordonnance du 19 juillet 2001, et contre l'article 67 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, en ce qu'il insère un article 18^{ter}, § 1^{er} et 2, dans l'ordonnance du 1^{er} avril 2004.

B.9.1. Selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme n'a pas d'existence indépendante puisqu'il ne vaut que pour la « jouissance des droits et libertés » reconnus dans la Convention (CEDH, grande chambre, 19 février 2013, *X et autres c. Autriche*, § 94).

Les parties requérantes n'invoquent pas d'autres dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme lues en combinaison avec son article 14. Le moyen est donc irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de l'article 14 de cette Convention.

B.9.2. Par ailleurs, les parties requérantes ne démontrent pas en quoi les articles 2, 3, paragraphe 3, second alinéa, et 9 du Traité sur l'Union européenne seraient violés. En revanche, les parties requérantes entendent démontrer en quoi l'article 23 de la Constitution serait violé.

B.10. En conséquence, la Cour n'examine le moyen qu'en ce qu'il est pris de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui garantissent également le principe d'égalité et de non-discrimination.

Première branche

B.11. Les parties requérantes critiquent le fait que les articles 24 et 67, attaqués, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 organisent, sans justification raisonnable, un déploiement différencié des compteurs d'électricité et de gaz intelligents, c'est-à-dire un déploiement qui vise prioritairement certaines catégories d'utilisateurs du réseau d'électricité et de gaz, à l'exclusion d'autres.

Sont critiquées plus précisément l'existence de « niches prioritaires », ainsi que la possibilité de déterminer, conformément aux articles 24 et 67, attaqués, de nouvelles catégories éventuelles de bénéficiaires, après une étude spécifique et transversale de la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale (BRUGEL) et après enquête publique et débat au Parlement.

B.12.1. L'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 rétablit l'article 24^{ter} de l'ordonnance du 19 juillet 2001, dans la rédaction suivante :

« § 1^{er}. Tout en tenant compte de l'intérêt général et dans la mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, le gestionnaire du réseau de distribution installe progressivement des compteurs intelligents sur le réseau de distribution conformément aux niches obligatoires suivantes :

1° lorsqu'un compteur est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles estimées à long terme;

2° lorsqu'il est procédé à un raccordement dans un bâtiment neuf ou un bâtiment faisant l'objet de travaux de rénovation importants, tels que définis dans la Directive 2010/31/UE.

Tout en tenant compte de l'intérêt général et dans la mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, le gestionnaire du réseau de distribution peut installer également progressivement des compteurs intelligents sur le réseau de distribution conformément aux niches prioritaires suivantes et précisées dans le plan d'investissement visé à l'article 12 :

1° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution dispose d'un véhicule électrique et le signale au gestionnaire du réseau de distribution; en ce cas, un compteur intelligent est installé dans l'immeuble dans lequel il a son domicile;

2° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution a une consommation annuelle dépassant les 6.000 kWh par an;

3° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution dispose d'une unité de stockage susceptible de réinjecter de l'électricité sur le réseau de distribution ou d'une pompe à chaleur;

4° lorsque les clients finals offrent leur flexibilité via un opérateur de flexibilité;

5° lorsqu'un utilisateur du réseau de distribution le demande, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles;

6° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution est prosumer ou peut réinjecter de l'électricité sur le réseau.

A la condition qu'une étude spécifique et transversale de Brugel démontre l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement de compteurs intelligents pour chaque niche visée à l'article 24^{ter}, alinéas 1^{er} et 2, ainsi que, le cas échéant, pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels, et après débat au Parlement, le Gouvernement peut déterminer d'autres cas dans lesquels le gestionnaire du réseau de distribution installe des compteurs intelligents ainsi que leurs modalités d'installation.

Brugel soumet cette étude à consultation publique.

§ 2. Dans le cas des niches définies à l'art. 24^{ter}, § 1^{er}, nul ne peut refuser l'installation ou le maintien d'un compteur intelligent. Une fois un compteur installé, nul ne peut en demander la suppression.

Le gestionnaire du réseau de distribution communique à l'utilisateur du réseau son intention d'installer un compteur intelligent deux mois avant la date de l'installation. Cette communication est accompagnée d'éléments de sensibilisation et d'information sur les compteurs intelligents. Il y est notamment précisé les normes de qualité du produit, la puissance de rayonnement électromagnétique du produit, la possibilité de les rendre ou non communicants et les dispositions garantissant la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le Gouvernement fixe le contenu des modalités d'application de ce dispositif de communication.

Pour les clients finals visés au § 1^{er}, alinéa 1, 1° et 2°, et alinéa 2, 5°, le gestionnaire du réseau ne peut collecter des données personnelles à distance et poser des actes à distance qu'après en avoir eu l'autorisation expresse et écrite du client final identifié pour le point de fourniture. Cette obligation s'impose également lorsqu'un nouveau client final est identifié sur un point de fourniture, indépendamment du choix effectué par le client final précédemment identifié sur le point de fourniture. Elle est révoquable sur simple demande de l'utilisateur de réseau. Dans un cas comme dans l'autre, sa volonté prend effet endéans les 15 jours ouvrables. Pour garantir les droits du consommateur, le Gouvernement peut préciser les modalités de notification par l'utilisateur du réseau de sa volonté de partage de ses données personnelles au gestionnaire du réseau.

Pour les clients finals visés au § 1 alinéa 2, 1° à 4°, et 6°, le gestionnaire du réseau peut collecter des données personnelles à distance. Sur la base de critères objectifs et non discriminatoires soumis à Brugel, le gestionnaire du réseau peut poser des actes à distance afin d'assurer le fonctionnement sécurisé du réseau et son exploitation. Le client final peut toutefois s'opposer à la collecte de données personnelles à distance. Sa volonté prend effet endéans les 15 jours ouvrables. Pour garantir les droits du consommateur, le Gouvernement peut préciser les modalités de notification par l'utilisateur du réseau de sa volonté de partage de ses données personnelles au gestionnaire du réseau.

Après une étude indépendante et comparative visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise, réalisée par un comité d'experts, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe le cas échéant les cas et les modalités selon lesquels le gestionnaire du réseau de distribution prévoit des solutions technologiques alternatives à l'intérieur des domiciles, pour toute personne qui se dit électrosensible et qui le demande.

[...] ».

B.12.2. L'article 67, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 insère un article 18^{ter} dans l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, qui dispose :

« § 1. Tout en prenant compte de l'intérêt général et dans [la] mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, le gestionnaire du réseau de distribution peut installer progressivement des compteurs intelligents sur le réseau de distribution conformément aux niches obligatoires suivantes :

1° lorsqu'un compteur existant est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles estimées à long terme;

2° lorsqu'il est procédé à un raccordement dans un bâtiment neuf ou qu'un bâtiment fait l'objet de travaux de rénovation importants, tels que définis dans la Directive 2010/31/UE.

Le gestionnaire peut installer également des compteurs intelligents sur le réseau de distribution lorsqu'un utilisateur le demande, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou financièrement raisonnable et proportionné.

À la condition qu'une étude spécifique et transversale de Brugel démontre l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement de compteurs intelligents dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} ainsi que, le cas échéant, pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels, et après débat au Parlement, le Gouvernement peut déterminer d'autres cas dans lesquels le gestionnaire du réseau de distribution installe des compteurs intelligents ainsi que leurs modalités d'installation. Brugel soumet cette étude à consultation publique.

§ 2. Dans le cas des niches définies à l'art. 18 § 1^{er}, nul ne peut refuser l'installation ou le maintien d'un compteur intelligent. Une fois le compteur installé, nul ne peut demander sa suppression.

Le gestionnaire du réseau de distribution communique à l'utilisateur du réseau son intention d'installer un compteur intelligent deux mois avant la date de l'installation. Cette communication est accompagnée d'éléments de sensibilisation et d'information sur les compteurs intelligents. Il y est notamment précisé les normes de qualité du produit, la puissance de rayonnement électromagnétique du produit, la possibilité de les rendre ou non communicants et les dispositions garantissant la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le Gouvernement fixe le contenu des modalités d'application de ce dispositif de communication.

Pour les clients finals visés au § 1^{er}, 1^o et 2^o, le gestionnaire du réseau ne peut collecter des données personnelles à distance et poser des actes à distance qu'après avoir eu l'autorisation expresse et écrite du client final identifié pour le point de fourniture. Cette obligation s'impose également lorsqu'un nouveau client final est identifié sur un point de fourniture, indépendamment du choix effectué par le client final précédemment identifié sur le point de fourniture. Elle est révoquée sur simple demande de l'utilisateur du réseau. Dans un cas comme dans l'autre, sa volonté prend effet endéans les 15 jours ouvrables. Pour garantir les droits du consommateur, le Gouvernement peut préciser les modalités de notification par l'utilisateur du réseau de sa volonté de partage de ses données personnelles au gestionnaire du réseau.

[...] ».

B.12.3.1. Aux termes de l'article 24^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et de l'article 18^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, les gestionnaires du réseau de distribution installent progressivement, en tenant compte de l'intérêt général et dans la mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, des compteurs d'électricité et de gaz intelligents sur le réseau, pour certaines catégories ou « niches » d'utilisateurs du réseau.

B.12.3.2. En ce qui concerne le réseau d'électricité, les catégories ou « niches » d'utilisateurs à l'égard desquelles le gestionnaire du réseau de distribution doit ou peut installer progressivement des compteurs intelligents sont déterminées dans l'article 24^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001.

Il s'agit, d'une part, des « niches obligatoires » constituées par les utilisateurs du réseau :

- dont le compteur est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles à long terme;
- pour lesquels un nouveau raccordement est créé dans un bâtiment neuf ou dans un bâtiment faisant l'objet de travaux de rénovation importants.

Pour ces utilisateurs, l'installation d'un compteur d'électricité intelligent a systématiquement lieu de manière progressive (article 24^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001).

Il s'agit, d'autre part, des « niches prioritaires » constituées par les utilisateurs du réseau :

- qui disposent d'un véhicule électrique et le signalent au gestionnaire du réseau de distribution;
- dont la consommation annuelle dépasse 6 000 kWh;
- qui disposent d'une unité de stockage susceptible de réinjecter de l'électricité sur le réseau de distribution ou d'une pompe à chaleur;
- qui, en tant que clients finals, offrent leur flexibilité via un opérateur de flexibilité;
- qui le demandent, à moins que cela ne soit techniquement pas possible ou rentable au regard des économies potentielles à long terme;
- qui sont des « prosumers » ou peuvent réinjecter de l'électricité sur le réseau.

Pour ces utilisateurs du réseau, le gestionnaire du réseau de distribution peut installer progressivement des compteurs d'électricité intelligents sur le réseau (article 24^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001).

En vue de cette installation progressive de compteurs d'électricité intelligents pour ces utilisateurs, le gestionnaire du réseau de distribution doit préciser les « niches prioritaires » visées à l'article 24^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 dans le plan d'investissements visé à l'article 12 de la même ordonnance. Ce plan d'investissements quinquennal du gestionnaire du réseau de distribution est soumis à la surveillance et au contrôle de la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale (BRUGEL), et doit être approuvé par le Gouvernement, en vertu de l'article 12, § 3, de l'ordonnance du 19 juillet 2001. Ce plan d'investissements doit prévoir « l'état des études, projets et mises en œuvre des réseaux intelligents et des compteurs intelligents » et les « niches prioritaires identifiées pour le déploiement éventuel de ces compteurs » (article 12, § 1^{er}, alinéa 3, 8^o et 9^o, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, tel qu'il a été modifié par l'article 12, 1^o, c) et d), de l'ordonnance du 23 juillet 2018).

B.12.3.3. En ce qui concerne le réseau de gaz, le gestionnaire du réseau de distribution peut installer progressivement des compteurs intelligents pour les catégories ou « niches » d'utilisateurs déterminées dans l'article 18^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004.

Il s'agit, d'une part, des « niches obligatoires » constituées par les utilisateurs du réseau :

- dont le compteur est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles à long terme;
- pour lesquels un nouveau raccordement est créé dans un bâtiment neuf ou dans un bâtiment faisant l'objet de travaux de rénovation importants.

Pour ces utilisateurs, l'installation d'un compteur de gaz intelligent peut avoir lieu de manière progressive (article 18^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004).

Il s'agit, d'autre part, des utilisateurs du réseau qui demandent l'installation d'un compteur intelligent. Pour ces utilisateurs du réseau, le gestionnaire du réseau de distribution peut installer également des compteurs d'électricité intelligents sur le réseau, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles à long terme (article 18^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004).

B.12.3.4. Outre ces catégories d'utilisateurs visées, respectivement, aux articles 24^{ter} et 18^{ter} précités, le Gouvernement peut, après débat au Parlement, déterminer d'autres cas dans lesquels le gestionnaire du réseau de distribution installe des compteurs intelligents ainsi que leurs modalités d'installation.

Cette détermination de nouvelles catégories d'utilisateurs du réseau pour l'installation de compteurs intelligents ne peut intervenir qu'après une étude spécifique et transversale de BRUGEL, soumise à consultation publique, démontrant l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement de compteurs intelligents pour les cas visés, respectivement, à l'article 24^{ter}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 ou à l'article 18^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, ainsi que, le cas échéant, pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels (article 24^{ter}, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et article 18^{ter}, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004).

B.13. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.14.1. Lorsqu'est invoquée une violation du principe d'égalité et de non-discrimination, il faut en règle générale préciser quelles catégories de personnes doivent être comparées et en quoi les dispositions attaquées créeraient une différence de traitement discriminatoire.

Ces exigences sont dictées notamment par le souci d'offrir aux autres parties au procès la possibilité de répliquer aux arguments de la partie requérante, en sorte qu'il est indispensable de disposer d'un exposé clair et univoque des moyens.

B.14.2. Les parties requérantes n'identifient pas les catégories de personnes à comparer et critiquent seulement l'exactitude et la pertinence du choix du législateur bruxellois de prévoir un déploiement progressif des compteurs intelligents par les gestionnaires de réseaux de distribution.

B.14.3. Il ressort toutefois des écrits de procédure que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les Gouvernements wallon et flamand, ainsi que la partie intervenante « Sibelga » ont pu comprendre que les parties requérantes mettent en cause la différence de traitement entre, d'une part, les utilisateurs du réseau qui relèvent d'une « niche obligatoire » ou d'une « niche prioritaire », voire de nouvelles catégories éventuellement déterminées par le Gouvernement, pour lesquelles une installation progressive des compteurs intelligents est prévue et, d'autre part, les autres utilisateurs du réseau.

B.15. Les utilisateurs du réseau de distribution, qu'ils appartiennent ou non aux catégories visées pour l'installation progressive de compteurs intelligents, sont suffisamment comparables.

B.16. Quant aux objectifs poursuivis par l'installation progressive des compteurs intelligents, il ressort des B.2.1 à B.2.4 que l'Union européenne impose aux États membres de déployer des « systèmes intelligents de mesure » principalement en vue de promouvoir l'efficacité énergétique, en donnant aux utilisateurs du réseau la possibilité de prendre une part active sur le marché de l'énergie. En effet, les compteurs intelligents permettent aux utilisateurs du réseau de disposer d'une connaissance précise de leur consommation, voire de leur production d'énergie, et notamment des moments précis où cette consommation ou production a lieu. Cette connaissance détaillée permet aux utilisateurs d'adapter leur consommation et de tendre vers une diminution de leur consommation d'énergie.

En outre, le législateur européen vise à augmenter la part des sources d'énergie renouvelables dans l'énergie produite, à réduire la consommation d'électricité et de gaz et à garantir la sécurité d'approvisionnement, notamment par une connaissance détaillée, par le gestionnaire du réseau de distribution, de la consommation et des injections sur le réseau dont il assure la gestion.

B.17. La Cour constate à cet égard que les avantages d'un déploiement segmenté et d'une approche intégrée de l'électricité et du gaz afin d'optimiser les coûts d'installation ont été étudiés, comme l'invite à le faire le législateur européen dans l'annexe I de la Directive 2009/72/CE, dans l'annexe I de la Directive 2009/73/CE, dans l'annexe II de la Directive (UE) 2019/944 et dans la recommandation 2012/148/UE.

Les travaux préparatoires de l'ordonnance du 23 juillet 2018 indiquent d'ailleurs que cette étude « a eu lieu, et a été remise à la Commission européenne en septembre 2012 » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/1, p. 11).

B.18.1. En décidant, sur la base de l'étude réalisée pour le compte de BRUGEL, d'organiser l'installation progressive des compteurs intelligents, le législateur bruxellois poursuit l'objectif européen de promouvoir l'efficacité énergétique, tout en veillant à garantir un juste équilibre entre les coûts de cette installation progressive et les bénéfices, économiques et autres, pour la collectivité.

B.18.2. En raison de la technicité de la matière, il convient de reconnaître au législateur bruxellois une marge d'appréciation étendue dans le choix des critères de distinction entre les utilisateurs du réseau selon qu'ils appartiennent ou non aux catégories visées pour l'installation progressive des compteurs intelligents.

B.19.1. Comme l'indique l'exposé des motifs, l'ordonnance du 23 juillet 2018 « entend intégrer certains prescrits européens applicables aux marchés de l'énergie tels que définis dans plusieurs directives et répondre aux enjeux actuels des marchés de l'électricité et du gaz » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/1, p. 1) :

« Il s'agit également de poser un cadre pour le déploiement des compteurs intelligents. Cette nouvelle génération de compteur est appelée à être installée petit à petit et, au fil du temps, remplacera complètement la technologie électromécanique, actuellement installée, dans l'offre des fabricants de compteurs. Cette technologie dite ' intelligente ', est très soutenue par la législation européenne. Ainsi, la Directive 2012/27/UE impose le placement de compteurs intelligents dans les constructions neuves ou faisant l'objet de rénovations importantes et la Directive 2014/94/UE prévoit, dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement raisonnable, que les opérations de recharge des véhicules électriques aux points de recharge ouverts au public doivent faire appel à des systèmes intelligents de mesure. Cette ' intelligence ' est porteuse de nombreuses possibilités relatives notamment à la gestion dynamique des réseaux. Elle peut donc constituer une opportunité pour la qualité de la gestion du réseau, notamment dans un contexte de développement de la production électrique renouvelable décentralisée, et de l'accès à celui-ci. Néanmoins, afin d'assurer que ce déploiement bénéficie à l'ensemble des acteurs du marché, par exemple du point de vue des coûts exposés, il y a lieu de définir les principes de ce déploiement : notamment, les catégories de clientèles prioritaires. En outre, le déploiement de cette technologie doit s'opérer dans le respect de la législation sur la protection des données à caractère personnel : c'est pourquoi la présente ordonnance définit les fonctionnalités des compteurs, ainsi que les principes qui s'imposent à la gestion et au traitement des données récoltées et communiquées par ces compteurs. La présente ordonnance se base à cet égard sur les recommandations de la Commission Vie Privée.

La présente ordonnance fixe également un cadre pour le développement des services qui pourraient découler du déploiement des compteurs intelligents : notamment, les services de flexibilité. Cette flexibilité doit être entendue comme la capacité d'un client d'adapter son prélèvement ou son injection d'électricité en réponse à un signal extérieur. Cette flexibilité peut répondre à des besoins des gestionnaires de réseaux, notamment dans le cadre de leur mission d'équilibrage de l'offre et de la demande sur ces réseaux » (*ibid.*, p. 2).

B.19.2.1. En ce qui concerne les articles 24 et 67, attaqués, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, alors en projet, les travaux préparatoires indiquent :

« Il est inséré un nouvel article 24^{ter} dans l'ordonnance électricité qui a pour objet d'autoriser et d'encadrer le déploiement progressif des compteurs intelligents. L'article 24^{ter} nouveau remplace l'article 25^{vicies} de l'ordonnance électricité qui prévoyait le déploiement de compteurs électroniques qui n'avaient pas nécessairement toutes les fonctionnalités d'un compteur intelligent. Cet article 25^{vicies} est donc abrogé.

La présente ordonnance prévoit un déploiement progressif des compteurs intelligents par niches prioritaires, lesquelles sont définies dans le plan d'investissement du GRD en fonction de leurs caractéristiques spécifiques en termes opérationnels, environnemental ou de potentiels de flexibilité en production ou en consommation. Il s'agit d'identifier les segments des utilisateurs pour lesquels l'installation de compteurs intelligents présenterait de réelles opportunités soit pour le client final pris individuellement soit pour le marché bruxellois dans son ensemble.

Elle prévoit par ailleurs, en électricité, certains cas où l'installation de tels compteurs est systématique : telle l'obligation de placement lors du raccordement d'un bâtiment neuf (obligation issue de la Directive 2012/27/EU).

Même si le déploiement de compteurs intelligents n'est pas prioritaire voire reste hypothétique en gaz, un nouvel article 18^{ter} est inséré dans l'ordonnance gaz pour prévoir la possibilité de déployer des compteurs intelligents le cas échéant aussi en gaz. Mais aucune installation obligatoire ou systématique n'est ici prescrite » (*ibid.*, pp. 20-21).

Il est également précisé :

« Même si un tel déploiement n'est pas prioritaire en gaz, cet article consacre dans l'ordonnance gaz la possibilité pour le gestionnaire du réseau de distribution (mais en aucun cas l'obligation) de déployer des compteurs intelligents » (*ibid.*, p. 37).

B.19.2.2. En ce qui concerne le déploiement progressif des compteurs intelligents, leur opportunité économique et la protection sociale, la ministre bruxelloise de l'Énergie a précisé à ce sujet :

« À l'heure actuelle déjà, et alors qu'il n'existe à ce jour aucun cadre légal relatif au déploiement et à l'utilisation des compteurs intelligents, le Gouvernement bruxellois a le pouvoir d'autoriser le déploiement des compteurs via la procédure d'approbation du plan d'investissements annuel. Dans son plan d'investissements 2018-2019, Sibelga demandait l'installation de 5.000 compteurs en 2018 sous format d'un projet pilote, 10.000 compteurs en 2019 et 2020 et 35.000 compteurs à partir de 2021. Ce plan a été approuvé par le Gouvernement.

Depuis, Sibelga a été amenée à revoir ce calendrier à savoir un déploiement de 40.000 compteurs entre 2019 à 2022 à savoir 35.000 compteurs relevant des catégories obligatoires - les compteurs installés dans les bâtiments neufs ou ayant subi une rénovation lourde, les compteurs des prosumers et des propriétaires de véhicules électriques et 5.000 compteurs réalisés dans le cadre d'un pilote. Ce plan d'investissement revu (plan 2019-2023) sera introduit en septembre et est soumis à la procédure d'approbation par le Gouvernement. Comme vous le comprenez donc, le déploiement de compteurs intelligents se cantonnera bien d'ici à l'horizon 2022 au moins à un déploiement visant les seules niches rendues obligatoires par la législation européenne ainsi qu'un groupe de quelques milliers de compteurs dans le cadre de la réalisation d'un projet pilote visant à assurer le bon fonctionnement du dispositif général ainsi qu'à en assurer la sécurité.

Je tiens en conséquent à préciser une chose. Le texte présenté aujourd'hui ne prévoit pas de déploiement généralisé à l'heure actuelle. Il vise simplement à établir un cadre dans lequel doit s'inscrire le déploiement des compteurs intelligents, quelle que soit son ampleur décidée par les autorités compétentes. Il établit les règles qui doivent régir l'installation de ces compteurs, leur fonctionnement, les règles de comptages applicables notamment. Ces règles visent donc en priorité à apporter un cadre légal aux compteurs installés de manière prioritaire à savoir :

- Ceux qui relèvent des obligations légales découlant de la directive européenne relative à l'Efficacité énergétique, soit les environs 4 à 5.000 compteurs intelligents installés par an dans les immeubles neufs et rénovés avec permis;

- Ceux installés chez les prosumers - c'est-à-dire les occupants de bâtiments équipés de panneaux photovoltaïques, les clients alimentant un véhicule électrique et les gros clients (à savoir ceux qui consomment plus de 6.000 kWh/an - kilowattheures par an).

Il est à noter que ces profils de consommateurs ont un intérêt à participer au marché de la flexibilité en cours de développement et que, par ailleurs, la pose de compteurs intelligents chez ces clients permettra au gestionnaire du réseau de minimiser les risques et les coûts de congestion sur son réseau.

Pour les autres clients, sans déterminer à ce stade si un équipement global ou par niche se révélera pertinent à l'avenir, le cadre défini dans l'ordonnance sera applicable. En cela, le présent texte pose les balises au sein desquelles devront se déployer, le cas échéant, les compteurs intelligents à Bruxelles.

Vous l'avez donc compris, le texte ici ne vise pas à statuer sur la nécessité ou l'opportunité de procéder à un déploiement plus large des compteurs intelligents au-delà des niches à ce jour obligatoires, mais bien à encadrer la situation existante et à garantir la sécurité de ce dispositif pour l'ensemble des consommateurs d'énergie bruxellois » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/2, pp. 7-8).

B.19.2.3. L'habilitation donnée au Gouvernement de déterminer éventuellement de nouvelles catégories est issue d'un amendement, ainsi justifié :

« Compte tenu de l'incertitude en matière de gains économiques, énergétiques et sociaux, le déploiement de compteurs intelligents se fait par niche. Une révision ou un élargissement de ces niches prioritaires pourra advenir après une étude spécifique et transversale du régulateur démontrant l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement de compteurs intelligents pour chaque niche ainsi que, le cas échéant, pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels et dont les résultats seront soumis à une large consultation publique avant la tenue d'un débat ouvert à la société civile au Parlement.

Une attention particulière sera portée à l'impact économique et social potentiel pour le secteur résidentiel » (*ibid.*, pp. 145-146).

B.20.1. Il ressort de ce qui précède qu'en adoptant les dispositions attaquées, le législateur bruxellois a voulu créer un cadre légal pour le déploiement progressif des compteurs intelligents, que soutient l'Union européenne, afin de poser des balises pour ce déploiement et garantir la sécurité et les droits des utilisateurs du réseau concernés.

On ne peut en outre pas reprocher au législateur bruxellois d'avoir tenu compte de ce que la production de compteurs mécaniques sera bientôt arrêtée.

B.20.2.1. L'article 25^{vicies} de l'ordonnance du 19 juillet 2001 - abrogé par l'article 34 de l'ordonnance du 23 juillet 2018 - ainsi que l'article 20^{octiesdecies} de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 - abrogé par l'article 78 de l'ordonnance du 23 juillet 2018 - prévoyaient d'ailleurs déjà, pour autant que cela soit techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, la possibilité d'installer un compteur électronique pour tout client final qui le demande, lorsqu'un compteur existant est remplacé ou lorsqu'il est procédé à un raccordement dans un bâtiment neuf ou dans un bâtiment faisant l'objet de travaux de rénovation importants.

B.20.2.2. En ce qui concerne le réseau de gaz, il ressort également des travaux préparatoires cités en B.19.2.1 que le législateur bruxellois n'envisage pas l'installation de tels compteurs dans l'immédiat, et que le déploiement des compteurs intelligents n'est organisé que de manière programmatique, ce déploiement n'étant ni prioritaire, ni *a fortiori* obligatoire. Ainsi, le gestionnaire de réseau ne dispose que d'une possibilité d'installer progressivement, dans le futur, de tels compteurs intelligents, dans le respect du cadre légal fixé dans l'article 18^{ter} de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004.

B.20.3.1. Tout d'abord, en prévoyant qu'un compteur intelligent sera installé en cas de remplacement d'un compteur ou lorsqu'il est procédé à un nouveau raccordement ou à des travaux de rénovation importants, les articles 24 et 67, attaqués, ne constituent que la transposition de l'article 9, paragraphe 1, second alinéa, a) et b), de la Directive 2012/27/UE.

Cette disposition prévoit, en effet, deux hypothèses dans lesquelles les « compteurs individuels qui indiquent avec précision [la] consommation réelle d'énergie [des clients finals] et qui donnent des informations sur le moment où l'énergie a été utilisée » - ce qui vise les compteurs intelligents - sont toujours fournis : lorsqu'un compteur existant est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles estimées à long terme (article 9, paragraphe 1, second alinéa, a)), et lorsqu'il est procédé à un raccordement dans un bâtiment neuf ou qu'un bâtiment fait l'objet de travaux de rénovation importants (article 9, paragraphe 1, second alinéa, b)).

Les « niches obligatoires » visées dans les articles attaqués correspondent dès lors à des catégories visées par la Directive 2012/27/UE que transpose partiellement l'ordonnance du 23 juillet 2018.

B.20.3.2. Il est, par ailleurs, évident que le législateur bruxellois a pu permettre l'installation d'un compteur intelligent auprès des utilisateurs du réseau qui le demandent (article 24ter, § 1^{er}, alinéa 2, 5^o, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et article 18ter, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004). Il s'agit d'ailleurs d'un droit de chaque utilisateur du réseau, prévu par l'article 21 de la Directive (UE) 2019/944.

B.20.3.3. Quant au choix des utilisateurs du réseau qui relèvent des « niches prioritaires » visées par l'article 24ter, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o à 4^o et 6^o, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, en vue d'un déploiement progressif des compteurs d'électricité intelligents, il est raisonnablement justifié de cibler les utilisateurs dont la consommation d'électricité est importante, ceux qui alimentent un véhicule électrique, ceux qui injectent sur le réseau une certaine quantité d'électricité qu'ils produisent ou qui offrent leur flexibilité sur le réseau.

Comme il ressort des travaux préparatoires et du mémoire du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ces utilisateurs sont les plus susceptibles de tirer des avantages, en termes d'utilisation rationnelle de l'énergie, d'une connaissance précise de leur consommation ou production d'électricité, qui est considérée comme une première étape vers une meilleure maîtrise et une réduction de la consommation d'électricité. Le législateur bruxellois a donc pu présumer un degré d'acceptation plus important de la nouvelle technologie des compteurs intelligents chez ces utilisateurs. Par ailleurs, il est raisonnable de penser que l'acceptation des compteurs d'électricité intelligents par ces premiers utilisateurs peut inciter d'autres utilisateurs à se doter aussi d'un compteur d'électricité intelligent. En outre, il s'agit des utilisateurs du réseau qui ont une incidence importante sur les flux électriques du réseau en raison de leur consommation ou de leur production, de sorte qu'il est avantageux pour les gestionnaires du réseau de distribution de connaître ces flux dans le but de réaliser leur mission légale de gestion du réseau.

B.20.3.4. Le déploiement progressif des compteurs d'électricité intelligents ne s'effectuera par ailleurs qu'auprès des utilisateurs du réseau relevant des « niches prioritaires » visées à l'article 24ter, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et identifiées dans le plan quinquennal d'investissements du gestionnaire du réseau de distribution, plan qui est soumis à la surveillance et au contrôle de BRUGEL, et à l'approbation du Gouvernement, selon la procédure organisée par l'article 12, § 3, de la même ordonnance.

Comme l'indiquent les travaux préparatoires cités en B.19.2.2, les premiers utilisateurs du réseau visés par le déploiement progressif des compteurs d'électricité intelligents sont déjà identifiés et relèvent des « niches » établies par l'article 24ter, § 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001.

Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, le déploiement progressif des compteurs d'électricité intelligents ne relève donc pas de l'appréciation discrétionnaire du gestionnaire de réseau.

B.20.4. Quant à l'habilitation conférée au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de déterminer, le cas échéant, de nouvelles catégories pour le déploiement progressif des compteurs intelligents, qui est prévue par l'article 24ter, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et par l'article 18ter, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, elle est justifiée, comme il est dit en B.19.2.3, par la volonté de faire évoluer le déploiement des compteurs intelligents en fonction de la situation énergétique dans la Région de Bruxelles-Capitale, et elle est entourée de nombreuses garanties.

Ainsi, la détermination, par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, d'éventuelles nouvelles catégories d'utilisateurs, ne peut intervenir qu'après une étude spécifique et transversale de BRUGEL démontrant l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement des compteurs intelligents pour les catégories d'utilisateurs déjà visés par le déploiement, ainsi que pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels. Ensuite, cette étude est soumise à consultation publique. Enfin, la détermination de nouvelles catégories ne peut avoir lieu qu'après débat au Parlement.

B.21. Ni le choix des niches « obligatoires » ou « prioritaires » pour le déploiement des compteurs intelligents, ni l'habilitation conférée au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne créent des effets disproportionnés.

Les utilisateurs du réseau qui ne sont pas visés par le déploiement prioritaire des compteurs intelligents peuvent toujours solliciter le placement d'un tel compteur. Quant aux utilisateurs du réseau qui se voient imposer le placement d'un compteur intelligent ou qui sont visés prioritairement par le déploiement progressif, le législateur bruxellois a prévu des possibilités de dérogation au déploiement, en cas d'impossibilité technique, d'absence de rapport raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles.

Enfin, la mise en œuvre du plan quinquennal d'investissements, qui définit notamment l'état des compteurs d'électricité intelligents et les « niches prioritaires » identifiées pour le déploiement éventuel de ces compteurs, fait l'objet d'une surveillance et d'une évaluation par BRUGEL (article 12, § 3, alinéa 6, de l'ordonnance du 19 juillet 2001).

B.22. En conséquence, le déploiement progressif des compteurs d'électricité intelligents, tel qu'il est organisé par l'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, et le déploiement progressif des compteurs de gaz intelligents, tel qu'il est programmé par l'article 67, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, ne sont pas sans justification raisonnable.

B.23. Le premier moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

Seconde branche

B.24. Les parties requérantes soutiennent que l'article 24ter, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, et l'article 18ter, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, inséré par l'article 67, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018 violent les dispositions visées dans le moyen, en ce qu'ils interdisent à l'utilisateur du réseau de s'opposer au placement d'un compteur intelligent et d'en demander la suppression sous peine de ne pouvoir exercer son droit d'accès au réseau.

B.25. Les travaux préparatoires indiquent :

« En vertu du nouvel article 24ter, § 2 et du nouvel art. 18ter, § 2, un client final ne peut pas refuser le placement d'un compteur intelligent ou en demander la suppression. Cette disposition a pour objectif de ne pas entraver le déploiement progressif des compteurs intelligents » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/1, p. 21).

B.26. L'article 23 de la Constitution dispose que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. À cette fin, les différents législateurs garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels et ils déterminent les conditions de leur exercice. L'article 23 de la Constitution ne précise pas ce qu'impliquent ces droits dont seul le principe est exprimé, chaque législateur étant chargé de les garantir, conformément à l'alinéa 2 de cet article, en tenant compte des obligations correspondantes.

L'article 23 de la Constitution contient une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le degré de protection offert par la législation applicable, sans qu'existent pour ce faire des motifs d'intérêt général.

B.27. À supposer que la disposition attaquée porte atteinte à un des droits fondamentaux garantis par l'article 23 de la Constitution, droit qui n'a pas été spécifié par les parties requérantes dans leur requête, et sans qu'il soit nécessaire d'examiner si cette atteinte éventuelle occasionne un recul significatif dans la protection offerte par un tel droit, il existe en toute hypothèse des motifs d'intérêt général qui justifient ce recul.

En effet, en organisant le déploiement des compteurs intelligents en Région de Bruxelles-Capitale, le législateur bruxellois a dû tenir compte de l'objectif fixé au niveau européen consistant à organiser un large déploiement de compteurs intelligents pour tendre vers l'efficacité énergétique, dans le respect d'un équilibre entre les coûts et les bénéfices de ce déploiement pour la collectivité, comme il est dit en B.18. Pour atteindre cet objectif, il n'est pas sans justification raisonnable de prévoir que l'utilisateur du réseau ne peut ni s'opposer au placement d'un compteur intelligent, ni en demander la suppression pour un motif autre que celui qui est lié à l'électrosensibilité.

B.28. L'article 24^{ter}, § 2, dernier alinéa, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, dispose :

« Après une étude indépendante et comparative visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise, réalisée par un comité d'experts, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe le cas échéant les cas et les modalités selon lesquels le gestionnaire du réseau de distribution prévoit des solutions technologiques alternatives à l'intérieur des domiciles, pour toute personne qui se dit électrosensible et qui le demande ».

Cette disposition fait l'objet du troisième moyen et est examinée plus amplement ci-après.

En ce qui concerne le deuxième moyen

B.29. Les parties requérantes prennent un deuxième moyen de la violation de l'article 22 de la Constitution, de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, des articles 2, 3, paragraphe 2, et 6 du Traité sur l'Union européenne, des articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, des articles 5, 6 et 13 de la Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 « concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques) » et des articles 5, 6, 7, 17, 18, 21, 22 et 32 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 « relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) » (ci-après : le RGPD).

B.30.1. Il ressort de la requête que le moyen est dirigé contre l'article 24 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, en ce qu'il insère un article 24^{ter}, § 4, dans l'ordonnance du 19 juillet 2001, et contre l'article 67 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, en ce qu'il insère un article 18^{ter}, § 4, dans l'ordonnance du 1^{er} avril 2004.

B.30.2. Les parties requérantes ne développent pas en quoi il y aurait une violation du droit au respect de la vie privée garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et par les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui englobe le droit à la protection des données à caractère personnel, autrement que par une violation des articles 5, 6 et 17 du RGPD.

B.30.3. En conséquence, la Cour limite son contrôle des dispositions attaquées au regard de l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec les articles 5, 6 et 17 du RGPD.

Première branche

B.31. Les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées permettent au gestionnaire du réseau de distribution de traiter les informations issues des compteurs intelligents pour réaliser ses « missions légales ou réglementaires », alors que le RGPD prévoit la possibilité d'utiliser licitement ces informations uniquement pour assurer le respect d'une « obligation légale ». La notion d'« obligation légale » employée dans le RGPD serait moins large que celle de « missions légales ou réglementaires » utilisée dans l'ordonnance du 23 juillet 2018.

B.32.1.1. Tel qu'il a été inséré par l'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, l'article 24^{ter}, § 4, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 dispose :

« Le gestionnaire du réseau est, seul ou conjointement avec une ou plusieurs sociétés exploitantes selon les modalités définies en vertu du règlement technique, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents. En cette qualité, il veille à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables, à la sécurité du réseau intelligent et de la communication des données, ainsi qu'à la garantie de la protection de la vie privée des utilisateurs du réseau, notamment dans le traitement des données à caractère personnel.

Les compteurs et réseaux intelligents doivent être conçus de manière à éviter la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, la divulgation, la diffusion, l'accès et la modification des données à caractère personnel dès la conception.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut traiter les informations disponibles sur un compteur intelligent que pour réaliser ses missions légales ou réglementaires, notamment pour le développement du réseau de distribution ainsi que la détection et la facturation des consommations d'électricité non facturées par un fournisseur.

Ne seront collectées et traitées que les données à caractère personnel adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités autorisées par la présente ordonnance et pour lesquelles elles ont été collectées. Le Gouvernement établit une liste de ces données, primaires ou dérivées.

Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées que le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées. En tout état de cause ce délai ne pourra excéder dix ans.

Les données à caractère personnel sont rendues anonymes dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Sont interdits, tous traitements de données de comptage à caractère personnel ayant les finalités suivantes :

1° le commerce de données de comptage à caractère personnel;

2° le commerce d'informations ou profils énergétiques établis statistiquement à partir des données de comptage à caractère personnel mesurées périodiquement par le gestionnaire du réseau qui permettent de déduire les comportements de consommation du client final;

3° l'établissement de 'listes noires' des clients finals par un traitement automatisé d'informations nominatives concernant les fraudeurs et mauvais payeurs ».

B.32.1.2. Tel qu'il a été inséré par l'article 67, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, l'article 18^{ter}, § 4, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 dispose :

« Le gestionnaire du réseau est, seul ou conjointement avec une ou plusieurs sociétés exploitantes selon les modalités définies en vertu du règlement technique, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents. En cette qualité, il veille à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables, à la sécurité du réseau intelligent et de la communication des données, ainsi qu'à la garantie de la protection de la vie privée des utilisateurs du réseau, notamment dans le traitement des données à caractère personnel.

Les compteurs et réseaux intelligents doivent être conçus de manière à éviter la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, la divulgation, la diffusion, l'accès et la modification des données à caractère personnel dès la conception.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut traiter les informations disponibles sur un compteur intelligent que pour réaliser ses missions légales ou réglementaires, notamment pour le développement du réseau de distribution ainsi que la détection et la facturation des consommations d'électricité non facturées par un fournisseur.

Ne seront collectées et traitées que les données à caractère personnel adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités autorisées par la présente ordonnance et pour lesquelles elles ont été collectées. Le Gouvernement établit une liste de ces données, primaires ou dérivées.

Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées que le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées. En tout état de cause ce délai ne pourra excéder cinq ans.

Les données à caractère personnel sont rendues anonymes dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Sont interdits, tous traitements de données de comptage à caractère personnel ayant les finalités suivantes :

1° le commerce de données de comptage à caractère personnel;

2° le commerce d'informations ou profils énergétiques établis statistiquement à partir des données de comptage à caractère personnel mesurées périodiquement par le gestionnaire du réseau qui permettent de déduire les comportements de consommation du client final;

3° l'établissement de 'listes noires' des clients finals par un traitement automatisé d'informations nominatives concernant les fraudeurs et mauvais payeurs ».

B.32.2.1. En ce qui concerne le cadre juridique entourant l'installation des compteurs intelligents et la protection des données à caractère personnel fournies par ces compteurs, l'exposé des motifs indique :

« Les missions et obligations du gestionnaire de réseau de distribution sont également explicitées. En outre, dans la mesure où les compteurs intelligents permettent de collecter davantage de données de comptage que les compteurs électromécaniques, un cadre strict pour la protection, la gestion, l'utilisation et la conservation de ces données est également établi. Certaines finalités - notamment commerciales ou de 'fichage' - de traitement des données de comptage à caractère personnel sont également exclues. Enfin, il est prévu les conditions d'information que le gestionnaire du réseau de distribution devra respecter vis-à-vis du client final » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/1, p. 7).

B.32.2.2. Il est également précisé :

« [Les] articles 24^{ter} et 18^{ter} nouveaux prévoient des garde-fous en vue de garantir le droit au respect de la vie privée à chaque client final, conformément aux recommandations de la Commission vie privée - (recommandation 04/2011). Ces garde-fous ne portent pas préjudice aux mesures qui doivent être prises en vertu de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

[...]

Or, les compteurs et réseaux intelligents permettent de collecter davantage de données de comptage que les compteurs électromécaniques classiques, qui, lorsqu'elles se rapportent à des personnes physiques, constituent des données à caractère personnel, au sens de la législation relative à la vie privée :

- les index de consommation qui permettent de calculer la consommation d'énergie;
- les données mesurant la qualité de l'alimentation énergétique fournie à l'utilisateur du réseau; et
- la courbe de charge constituée d'un relevé à intervalles réguliers de la consommation énergétique de l'utilisateur du réseau.

Sans révéler des informations fines sur les usages et les appareils des consommateurs, les compteurs et réseaux intelligents permettent donc le traitement d'un nombre accru de données à caractère personnel, de nature sensible.

Lorsque ce traitement est réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution seul ou conjointement avec ses filiales d'exploitation, dans les conditions fixées par le règlement technique, pour assurer ses missions d'intérêt général, le traitement reposera sur un traitement légitime au sens de l'article 5, b), c) et e), de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Lorsque ce traitement est réalisé par un tiers, le traitement devra reposer sur le consentement explicite du client final, conformément à l'article 5, a), de la loi du 8 décembre 1992. La pratique courante consistant à donner son 'consentement' via une clause dans les conditions générales ne peut plus être retenue comme étant valable.

Lors de l'activation du compteur intelligent, le gestionnaire du réseau de distribution, d'une part, informe, au moyen d'un dépliant, l'utilisateur concerné du réseau du fonctionnement, des fonctionnalités et des conséquences du compteur intelligent et, d'autre part, lui transmet un formulaire à remplir indiquant l'accord ou l'opposition de l'utilisateur à l'activation des fonctionnalités communicantes du compteur. L'accord de l'utilisateur est réputé acquis en l'absence de communication de son opposition dans les trente jours suivant la réception de ce formulaire.

Compte tenu de la nécessité de créer sans tarder un cadre juridique pour le déploiement des compteurs intelligents, en électricité du moins, sur le territoire bruxellois, notamment pour éviter un développement anarchique de ceux-ci, et de l'impératif que le déploiement de ces compteurs se fasse dans le respect de la vie privée, il a semblé préférable d'accompagner dès le départ ce déploiement par des mesures permettant d'assurer la protection des données à caractère personnel des personnes physiques. Etant donné que l'utilisation rationnelle de l'énergie et la distribution de l'électricité et du gaz ressortent de la compétence des Régions, le législateur bruxellois impose des normes applicables aux compteurs intelligents, dont certaines permettent de garantir le respect de la vie privée.

Les dispositions de la présente ordonnance doivent se conformer aux exigences minimales de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Elles déterminent le responsable du traitement, les finalités autorisées, les finalités non autorisées ainsi que la durée de conservation des données admises.

Ces dispositions s'alignent par ailleurs sur les standards existants déjà au sein des États membres de l'Union européenne ou reconnus par l'industrie ainsi que des recommandations suivantes :

- les recommandations de la Commission européenne du 9 mars 2012 relative à la préparation de l'introduction des systèmes intelligents de mesure, et plus particulièrement son titre III : ' Exigences fonctionnelles minimales communes applicables aux systèmes intelligents de mesure de l'électricité ';
- l'avis du Contrôleur européen de la protection des données sur la recommandation de la Commission relative à la préparation de l'introduction des systèmes intelligents de mesure;
- les avis du groupe de travail sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel institué par l'article 29 de la Directive 95/46/CE;
- la recommandation de la Commission européenne du 10 octobre 2014 concernant le modèle d'analyse d'impact sur la protection des données des réseaux intelligents et des systèmes intelligents de mesure; et
- la recommandation n° 04/2011 de la Commission de la vie privée quant aux principes à respecter pour les réseaux et compteurs intelligents.

Conformément à l'avis n° 12/2011 du groupe de travail sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel institué par l'article 29 de la Directive 95/46/CE, la sécurisation de l'ensemble du réseau intelligent doit être assurée par le gestionnaire du réseau de distribution. Tel est l'objet des articles 24^{ter} nouveau, § 4, et 18^{ter} nouveau, § 4, lesquels confient au GRD [gestionnaire du réseau de distribution] la tâche de veiller à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables et à la sécurité du réseau intelligent.

Afin de se conformer au titre I de la recommandation de la Commission européenne du 9 mars 2012 relatif aux ' Considérations relatives à la protection et à la sécurité des données ' et à la Recommandation n° 04/2011 de la Commission de la protection de la vie privée quant aux principes à respecter pour les smart grids et smart meters, les articles 24^{ter} et 18^{ter} nouveaux, § 4, précisent en outre les modalités de la sécurisation et de la limitation du paramétrage des compteurs intelligents afin d'assurer la protection des données.

Les compteurs intelligents doivent être protégés par les normes de mesures les plus élevées en matière de sécurité pour éviter les intrusions ou manipulations des données, notamment les exigences essentielles pour la sécurité des informations dans le réseau intelligent. Les lignes directrices pertinentes publiées par l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA) devraient également être prises en compte ainsi que les ' mesures de référence en matière de sécurité applicables à tout traitement de données à caractère personnel ' disponibles sur le site Internet de la Commission de protection de la vie Privée.

Des mesures techniques devront être mises en œuvre dans les compteurs intelligents afin que la collecte des données de comptage à une fréquence inférieure à quinze minutes soit rendue impossible.

Les articles 53 et 83 du présent projet d'ordonnance imposent la mise en conformité des compteurs intelligents qui ont été mis en place avant son entrée en vigueur, avec les nouvelles dispositions en la matière » (*ibid.*, pp. 21-23).

B.33. Il ressort de ce qui précède qu'en adoptant les dispositions attaquées, le législateur bruxellois visait à élaborer un cadre juridique protégeant les données personnelles traitées par les compteurs intelligents, dans le respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, en ce compris le RGPD.

L'article 32^{undecies} de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 52 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, et l'article 27^{quinquies} de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, inséré par l'article 86 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, disposent d'ailleurs :

« Tous les traitements de données à caractère personnel qui ont lieu en exécution de cette ordonnance doivent se conformer à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ».

B.34.1. Le RGPD s'applique au traitement de données à caractère personnel, automatisé en tout ou en partie, ainsi qu'au traitement non automatisé de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans un fichier (article 2, paragraphe 1, dudit règlement).

Le « traitement » de données vise : « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » (article 4, 2), du RGPD).

Les « données à caractère personnel » sont « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée ' personne concernée '); est réputée être une ' personne physique identifiable ' une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » (article 4, 1), du RGPD).

B.34.2. L'article 5 du RGPD établit les principes applicables au traitement des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée (article 5, paragraphe 1, a), du RGPD). Elles doivent également être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (article 5, paragraphe 1, b), du RGPD).

B.34.3. L'exigence de licéité du traitement des données, énoncée à l'article 5, paragraphe 1, a), du RGPD, est détaillée dans l'article 6 du même règlement. L'article 6, paragraphe 1, dispose :

« Le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie :

- a) la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques;
- b) le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci;
- c) le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis;
- d) le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique;
- e) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement;
- f) le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant;

Le point f) du premier alinéa ne s'applique pas au traitement effectué par les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions ».

B.35. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, l'article 24^{ter}, § 4, alinéa 3, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, et l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 3, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, en ce qu'ils permettent au gestionnaire du réseau de distribution de traiter les informations issues des compteurs intelligents uniquement pour réaliser ses « missions légales ou réglementaires », n'autorisent pas le gestionnaire du réseau de distribution de traiter des données personnelles en dehors des hypothèses limitatives de l'article 6 du RGPD. En effet, en vertu de l'article 6, paragraphe 1, c), du RGPD, le traitement des données personnelles est licite s'il est nécessaire au respect d'une « obligation légale ». Ce renvoi « au respect d'une obligation légale » ne signifie pas que cette obligation doit nécessairement s'inscrire dans une « loi » au sens formel du terme, étant donné que le renvoi se situe dans une norme européenne. Ainsi, le renvoi à une « obligation légale » se borne à faire référence à toute obligation découlant d'une norme de l'ordre juridique de l'Union ou de l'État membre, comme le confirme l'article 6, paragraphe 3, du RGPD qui dispose que « le fondement du traitement visé au paragraphe 1, points c) et e), est défini par : a) le droit de l'Union; ou b) le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis ».

En conséquence, le fait que le gestionnaire de réseau peut, conformément à l'article 24^{ter}, § 4, alinéa 3, et à l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 3, précités, traiter des données personnelles pour réaliser ses missions légales ou réglementaires n'entraîne aucune violation de l'article 6, paragraphe 1, c), du RGPD.

Deuxième branche

B.36. Les parties requérantes estiment que la possibilité donnée au gestionnaire du réseau de distribution de conserver les données personnelles issues des compteurs intelligents au-delà du délai de conservation maximal de cinq ans, prévu par l'article 24^{ter}, § 4, alinéa 5, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, et l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 5, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, rend ineffectif le droit à l'effacement des données personnelles reconnu par l'article 17 du RGPD. Les parties requérantes ne comprennent pas ailleurs pas pourquoi deux délais différents - respectivement de dix et de cinq ans maximum - sont prévus dans les articles 24^{ter}, § 4, alinéa 5, et 18^{ter}, § 4, alinéa 5, précités.

B.37. L'article 24^{ter}, § 4, alinéa 5, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, et l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 5, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 règlent la conservation des données à caractère personnel par le gestionnaire du réseau de distribution. En vertu de cette disposition, les données personnelles fournies par les compteurs d'électricité ne peuvent être conservées que « le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ». En toute hypothèse, ce délai ne peut excéder dix ans en ce qui concerne les données issues des compteurs d'électricité intelligents (article 24^{ter}, § 4, alinéa 5, précité) et ne peut excéder cinq ans en ce qui concerne les données issues des compteurs de gaz intelligents (article 18^{ter}, § 4, alinéa 5, précité).

B.38.1. Dès lors que l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 5, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 prévoit qu'en toute hypothèse, la durée de conservation des données fournies par les compteurs de gaz intelligent ne peut excéder cinq ans, la critique des parties requérantes, en ce qu'elles allèguent un dépassement du délai de cinq ans, se fonde sur une prémisse erronée.

B.38.2. Pour le surplus, la circonstance que deux délais différents de conservation des données soient prévus pour, respectivement, les compteurs d'électricité intelligents et pour les compteurs de gaz intelligents n'est pas susceptible de méconnaître les dispositions invoquées dans le cadre de ce moyen.

B.38.3. La Cour doit dès lors uniquement examiner si, en ce qu'il fixe la durée de conservation des données personnelles issues d'un compteur d'électricité intelligent, l'article 24^{ter}, § 4, alinéa 5, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 est compatible avec les dispositions invoquées dans le moyen.

B.39.1. L'article 5, paragraphe 1, e), du RGPD consacre le principe de la limitation dans le temps relative à la conservation des données personnelles, plus précisément pendant une durée n'excédant pas celle qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Traduisant la même idée, l'article 17, paragraphe 1, a), du RGPD consacre le droit, pour la personne concernée, d'obtenir l'effacement des données à caractère personnel la concernant et l'obligation corrélative du responsable du traitement d'effacer ces données dans les meilleurs délais, lorsqu'elles ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière.

La possibilité pour la personne concernée d'obtenir l'effacement de ses données intervient dès lors, en principe, après l'écoulement du délai nécessaire à la réalisation des finalités de la collecte ou du traitement.

B.39.2. En permettant au gestionnaire du réseau de distribution de conserver des données personnelles issues des compteurs d'électricité intelligents au-delà d'une durée de cinq ans pour autant que cela soit nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, mais avec un délai maximal de dix ans, l'article 24^{ter}, § 4, alinéa 5, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 s'inscrit dans le droit fil tant de l'article 5, paragraphe 1, e), que de l'article 17, paragraphe 1, a), du RGPD.

En effet, la durée de conservation des données personnelles est strictement limitée au temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ce qui correspond à l'exigence de l'article 5, paragraphe 1, e), du RGPD. Au-delà de ce délai, le gestionnaire de réseau ne peut plus conserver ces données, et la personne concernée peut obtenir l'effacement des données à caractère personnel la concernant, conformément à l'article 17, paragraphe 1, a), du même règlement. En outre, la disposition attaquée prévoit un délai maximal absolu de dix ans.

Ainsi, dès lors que la durée de conservation des données personnelles est strictement limitée au temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, le droit à l'effacement ne peut pas s'exercer pendant ce délai strictement limité à la réalisation de ces finalités, sans que cela ne constitue une violation de l'article 5, paragraphe 1, e), ni de l'article 17, paragraphe 1, du RGPD.

Troisième branche

B.40. Les parties requérantes soutiennent que la notion de « société exploitante » figurant dans l'article 24^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et dans l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 est vague et incompatible avec le RGPD.

B.41.1. L'article 24^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 disposent :

« Le gestionnaire du réseau est, seul ou conjointement avec une ou plusieurs sociétés exploitantes selon les modalités définies en vertu du règlement technique, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents. En cette qualité, il veille à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables, à la sécurité du réseau intelligent et de la communication des données, ainsi qu'à la garantie de la protection de la vie privée des utilisateurs du réseau, notamment dans le traitement des données à caractère personnel ».

Cette disposition définit le responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents comme étant le gestionnaire du réseau de distribution, seul ou conjointement avec une ou plusieurs « sociétés exploitantes », selon les modalités définies en vertu du règlement technique.

Les règlements techniques sont adoptés, après approbation de BRUGEL, selon la procédure établie, respectivement, par l'article 9^{ter} de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et par l'article 9 de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004. Les règlements techniques sont publiés au *Moniteur belge* et sur le site internet de BRUGEL et du gestionnaire de réseau.

B.41.2. Les travaux préparatoires indiquent :

« Lorsque ce traitement est réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution seul ou conjointement avec ses filiales d'exploitation, dans les conditions fixées par le règlement technique, pour assurer ses missions d'intérêt général, le traitement reposera sur un traitement légitime au sens de l'article 5, b), c) et e), de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Lorsque ce traitement est réalisé par un tiers, le traitement devra reposer sur le consentement explicite du client final, conformément à l'article 5, a), de la loi du 8 décembre 1992. La pratique courante consistant à donner son ' consentement ' via une clause dans les conditions générales ne peut plus être retenue comme étant valable » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/1, pp. 21-22).

B.42.1. L'article 4, 7), du RGPD définit la notion de « responsable du traitement » comme suit :

« la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre ».

B.42.2. L'article 4, 8), du RGPD définit la notion de « sous-traitant » comme suit :

« La personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ».

B.42.3. L'article 26, intitulé « Responsables conjoints du traitement », du RGPD dispose :

« 1. Lorsque deux responsables du traitement ou plus déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement, ils sont les responsables conjoints du traitement. Les responsables conjoints du traitement définissent de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du présent règlement, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée, et leurs obligations respectives quant à la communication des informations visées aux articles 13 et 14, par voie d'accord entre eux, sauf si, et dans la mesure, où leurs obligations respectives sont définies par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel les responsables du traitement sont soumis. Un point de contact pour les personnes concernées peut être désigné dans l'accord.

2. L'accord visé au paragraphe 1 reflète dûment les rôles respectifs des responsables conjoints du traitement et leurs relations vis-à-vis des personnes concernées. Les grandes lignes de l'accord sont mises à la disposition de la personne concernée.

3. Indépendamment des termes de l'accord visé au paragraphe 1, la personne concernée peut exercer les droits que lui confère le présent règlement à l'égard de et contre chacun des responsables du traitement ».

B.43.1. La notion de « société exploitante » utilisée dans le texte des dispositions attaquées n'est pas nouvelle, mais se réfère à une notion qui existait déjà, avant l'adoption de l'ordonnance du 23 juillet 2018, dans les ordonnances du 19 juillet 2001 et du 1^{er} avril 2004, et qui permet d'éclairer la portée des dispositions attaquées.

Ainsi, l'article 9, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et l'article 7, § 2, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 prévoient que le gestionnaire du réseau de distribution « peut confier l'exploitation journalière de ses activités, en tout ou en partie, à une ou plusieurs sociétés exploitantes », aux conditions que ces articles définissent.

L'article 9, § 3, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, rétabli par l'article 6 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, ainsi que l'article 7, § 3, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, rétabli par l'article 57 de l'ordonnance du 23 juillet 2018, disposent par ailleurs :

« Lorsque des missions ont été déléguées à des sociétés exploitantes visées au § 2, le gestionnaire du réseau de distribution donne accès à Brugel aux comptes, factures et budget de ces sociétés dans les limites du contrôle qu'il exerce seul ou conjointement avec d'autres sur celles-ci; Brugel peut lui demander toute information nécessaire et pertinente sur les conditions d'exploitation ou d'exercice des obligations et missions déléguées ».

Les travaux préparatoires de l'ordonnance du 23 juillet 2018 exposent, en ce qui concerne les projets d'articles 6 et 57 :

« Ces articles concernent la délégation, par le GRD, de certaines de ses obligations et de ses missions à une ou plusieurs sociétés tierces. Une telle délégation est déjà autorisée par les ordonnances actuelles, moyennant le respect de conditions strictes, telles que l'existence d'un contrôle effectif du GRD sur l'exercice des obligations et missions déléguées. En ce qui concerne les obligations de service public, les ordonnances actuelles imposent que les modalités de la délégation par le gestionnaire du réseau de distribution soient soumises à l'approbation du Gouvernement après avis de Brugel.

Aujourd'hui, il paraît nécessaire d'adapter les garde-fous prévus par les ordonnances en cas de délégation à l'évolution actuelle du paysage du marché de l'énergie belge.

Le présent projet d'ordonnance offre la possibilité à Brugel d'exercer un contrôle sur l'exercice des activités déléguées par le GRD à une société d'exploitation tierce qu'il contrôle ou co-contrôle, telle la société Atrias au sein de laquelle les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs établissent ensemble les évolutions du [*Message Implementation Guide*] » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/1, pp. 11-12).

B.43.2. Il ressort de ce qui précède que, lorsque des missions du gestionnaire du réseau de distribution sont déléguées à une ou plusieurs sociétés exploitantes, cette délégation est encadrée de plusieurs conditions strictes et l'exercice des activités déléguées est soumis au contrôle de BRUGEL.

B.43.3. Si, en l'espèce, le gestionnaire du réseau de distribution délègue à une ou plusieurs sociétés exploitantes des activités relatives au traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents, les modalités selon lesquelles le gestionnaire de réseau exercera la responsabilité du traitement des données avec ces sociétés exploitantes, que ce soit au titre de sous-traitant ou de responsable conjoint au sens des dispositions du RGPD citées en B.42, devront être définies dans les règlements techniques, publiés au *Moniteur belge* et sur le site internet de BRUGEL et du gestionnaire de réseau.

B.43.4. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la notion de « société exploitante » employée dans l'article 24^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 et dans l'article 18^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 n'est ni vague, ni incompatible avec le RGPD.

Il est clair que la notion de « société exploitante » employée par les dispositions attaquées vise celle qui, le cas échéant, se voit confier une ou plusieurs activités relatives au traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents, conformément à l'article 9 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 ou à l'article 7 de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, mentionnés en B.43.1. Tant le gestionnaire du réseau de distribution que ces éventuelles sociétés exploitantes, qu'elles agissent en qualité de « sous-traitant » ou de « responsable conjoint », ne pourront traiter les données personnelles issues des compteurs intelligents que pour réaliser les missions légales ou réglementaires du gestionnaire du réseau de distribution, dans le respect des garanties établies par les articles 24^{ter}, § 4, et 18^{ter}, § 4, précités.

B.44. Il résulte de ce qui précède que le deuxième moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne le troisième moyen

B.45.1. Les parties requérantes prennent un troisième moyen de la violation de l'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution, de l'article 6, paragraphe 1, du Traité sur l'Union européenne, de l'article 35 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et des « principes de précaution et de *standstill* ».

B.45.2. Étant donné que les parties requérantes ne démontrent pas en quoi l'article 6, paragraphe 1, du Traité sur l'Union européenne et l'article 35 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lus en combinaison avec l'article 23 de la Constitution, seraient violés, la Cour limite son examen à la violation alléguée de l'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution.

Première branche

B.46. Les parties requérantes soutiennent, pour l'essentiel, que le déploiement des compteurs intelligents entraîne un recul significatif dans la protection du droit à un environnement sain, en ce que ces compteurs émettent des ondes électromagnétiques dont l'innocuité pour l'être humain ne peut être présumée. Les parties requérantes critiquent plus précisément l'article 24^{ter}, § 2, dernier alinéa, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, qui habilite le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à déterminer, « le cas échéant », les cas et modalités selon lesquels le gestionnaire du réseau de distribution prévoit des « solutions technologiques alternatives » à l'intérieur du domicile, pour toute personne qui se dit électrosensible et qui le demande; cette habilitation ne serait pas contraignante et s'exercerait selon des critères qui demeureraient entièrement flous. Les parties requérantes critiquent également le fait que l'article 18^{ter} de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, inséré par l'article 67, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, ne contient aucune disposition liée à l'électrosensibilité.

B.47. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

[...]

4^o le droit à la protection d'un environnement sain;

[...] ».

L'article 23 de la Constitution contient une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le degré de protection offert par la législation applicable, sans qu'existent pour ce faire des motifs d'intérêt général.

B.48.1. L'article 24^{ter}, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, inséré par l'article 24, attaqué, de l'ordonnance du 23 juillet 2018, dispose :

« Dans le cas des niches définies à l'art. 24^{ter}, § 1^{er}, nul ne peut refuser l'installation ou le maintien d'un compteur intelligent. Une fois un compteur installé, nul ne peut en demander la suppression.

[...]

Après une étude indépendante et comparative visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise, réalisée par un comité d'experts, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe le cas échéant les cas et les modalités selon lesquels le gestionnaire du réseau de distribution prévoit des solutions technologiques alternatives à l'intérieur des domiciles, pour toute personne qui se dit électrosensible et qui le demande ».

B.48.2.1. Le dernier alinéa de l'article 24^{ter}, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 est issu d'un amendement qui était ainsi justifié :

« Conformément à l'article 23 de la Constitution qui se consacre le droit à la protection de la santé, il est urgent que les pouvoirs publics se saisissent de la question de l'électrosensibilité. À cet égard, en vue d'acquérir une meilleure connaissance de cette pathologie, le Gouvernement doit commander une étude indépendante et comparative internationale visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise. En effet, si pour l'heure, il n'existe aucune donnée chiffrée concernant la Belgique, les pourcentages fournis par l'OMS permettent d'extrapoler que 1 % à 3 % de la population du Royaume est probablement concernée, soit entre 100.000 et 300.000 personnes.

À la lumière des constats qui seront posés par cette étude indépendante, le GRD devra, le cas échéant, prévoir la possibilité d'installer des filtres ou toute autre technologie permettant d'éviter la propagation des champs électromagnétiques émis par les compteurs intelligents à l'intérieur des domiciles, à l'exclusion des locaux d'immeubles à habitation multiples, pour toute personne déclarée médicalement électrosensible. Compte tenu des technologies électriques utilisées dans ces situations, les prosumers, les utilisateurs du réseau de distribution qui disposent d'un véhicule électrique, ceux qui consomment plus de 6.000 kWh par an ainsi que ceux qui disposent d'une unité de stockage ne pourront se prévaloir de cette exception » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2017-2018, A-664/2, p. 152).

B.48.2.2. La ministre a également précisé :

« Quant à l'impact des compteurs intelligents sur la santé, l'oratrice précise qu'il est en l'occurrence question d'une puissance d'émission inférieure à 200 mW. On sait par ailleurs, d'une part, que les organisations internationales recommandent de limiter l'exposition aux champs électromagnétiques à 41,2 V/m; d'autre part, qu'en Région de Bruxelles-Capitale, la norme d'exposition est fixée à 6 V/m, ce qui en fait la norme la plus stricte d'Europe; et enfin, que le professeur Dominique Belpomme, apologiste de l'électrosensibilité, préconise une limitation à 0,6 V/m. Or, le champ émis par un compteur intelligent n'est que de 0,25 V/m à 20 cm du compteur. À titre de comparaison, un GSM peut émettre jusqu'à 150 V/m. Ces données ont été confirmées par M. Jacques Vanderstraeten, membre du comité d'experts sur les ondes non ionisantes, lors de son audition par la commission, le 29 mai 2018. L'agence sanitaire française, dans un rapport de 2017, estimait peu probable que les compteurs intelligents, vu le faible niveau d'exposition, entraînent à court terme un effet sur la santé : les signaux qu'ils produisent sont en effet équivalents à la mise en route d'un appareil domestique courant, tel qu'une cafetière. L'oratrice en conclut que, en l'état actuel des connaissances, rien ne permet d'affirmer que les compteurs intelligents peuvent présenter un risque pour la santé.

La ministre précise en outre que le champ électrique généré par un compteur intelligent est de l'ordre d'1 V/m, contre 40 V/m pour un GSM à l'oreille, et que le rayonnement d'un tel compteur est de 0,007µT à 30 cm, contre 0,4µT à 30 cm pour une taque à induction » (*ibid.*, p. 31).

B.48.3. Il en ressort que l'article 24^{ter}, § 2, dernier alinéa, attaqué, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 impose la réalisation d'une étude indépendante et comparative menée par un groupe d'experts, dans un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 23 juillet 2018, et tend à instaurer, « le cas échéant », l'obligation du gestionnaire du réseau de distribution à prévoir des solutions alternatives - telles que l'installation de filtres - permettant de prendre en compte l'électrosensibilité.

B.49.1. À la différence des législateurs décrets wallon et flamand (voy. respectivement l'arrêt n° 144/2020 et l'affaire n° 7295), le législateur bruxellois n'a pas prévu que les personnes qui se prétendent électrosensibles peuvent bénéficier de solutions alternatives. Cela n'est possible que « le cas échéant », uniquement en ce qui concerne les compteurs d'électricité, après une étude indépendante et comparative, réalisée « dans un délai de trois ans », permettant d'objectiver le diagnostic d'électrosensibilité. Ces utilisateurs du réseau ne pourront pas - à tout le moins provisoirement - bénéficier d'une solution alternatives à l'installation d'un compteur intelligent.

B.49.2. L'exposition potentielle au rayonnement électromagnétique peut entraîner, en ce qui concerne la catégorie de personnes pour laquelle cette exposition présente un risque pour la santé, un recul significatif du degré de protection existant du droit à un environnement sain. Il peut être nécessaire, pour les personnes sensibles aux champs électromagnétiques, de limiter dès le début, et autant que possible, leur exposition à un tel rayonnement.

Ce recul significatif causé par les compteurs intelligents ne saurait être raisonnablement justifié, dès lors qu'on peut aisément éviter le rayonnement électromagnétique en prévoyant la possibilité d'une communication au moyen d'un câblage au lieu d'une communication sans fil.

B.49.3. Les articles attaqués, à savoir l'article 18^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, en ce qui concerne le compteur de gaz, et l'article 24^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001, en ce qui concerne le compteur d'électricité, violent, en conséquence, l'article 23, alinéa 3, 4^o, de la Constitution, en ce qu'ils ne prévoient pas un régime adéquat pour les personnes électrosensibles, soit en prévoyant, pour cette catégorie de personnes, une dérogation à l'installation obligatoire d'un compteur intelligent, soit en prévoyant, pour chaque utilisateur du réseau, la possibilité d'opter pour une communication au moyen d'un câblage au lieu d'une communication sans fil, soit en prévoyant une solution technologique alternative.

Il en résulte que, dans l'attente d'une intervention du législateur établissant ce régime adéquat protégeant les personnes électrosensibles, ces dernières peuvent refuser l'installation d'un compteur intelligent ou en demander la suppression.

B.50. Le troisième moyen, en sa première branche, est fondé dans la mesure indiquée en B.49.3.

Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner plus amplement la seconde branche du premier moyen.

Seconde branche

B.51. Les parties requérantes critiquent, le fait que l'ordonnance attaquée n'assure pas les utilisateurs du réseau contre le risque d'incendie qui émane des compteurs intelligents.

B.52. L'ordonnance attaquée ne fait pas obstacle à l'application des diverses normes contenant les exigences légales et réglementaires en matière de sécurité des produits et, en particulier, en matière de protection contre l'incendie, auxquelles les compteurs intelligents installés en Région de Bruxelles-Capitale doivent répondre.

En ce qu'il repose sur l'hypothèse d'une incompatibilité des compteurs intelligents avec ces normes ou sur celle d'une insuffisance de ces normes pour protéger les utilisateurs du réseau, le grief ne porte pas sur l'ordonnance qui fait l'objet du recours.

B.53. Le troisième moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 24^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001, inséré par l'article 24 de l'ordonnance du 23 juillet 2018 « modifiant l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale et l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires », et l'article 18^{ter}, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004, inséré par l'article 67 de l'ordonnance du 23 juillet 2018 précitée, en ce que ces dispositions ne prévoient pas un régime adéquat pour les personnes électrosensibles;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 17 décembre 2020.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2020/205708]

Uittreksel uit arrest nr. 162/2020 van 17 december 2020

Rolnummer 7147

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 23 juli 2018 « tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegensretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen », ingesteld door de vzw « Inter-Environnement Bruxelles » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en L. Lavrysen, en de rechters T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache en T. Detienne, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 maart 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 20 maart 2019, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 5^o en 6^o, 4, 2^o, 12, 1^o, c) en d), 24, 32, 1^o, b), 53, 55, 56, 3^o, 60, d) en e), 67, 75 en 84 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 juli 2018 « tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegensretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 september 2018, tweede editie) door de vzw « Inter-Environnement Bruxelles », de beroepsvereniging « Union des Naturopathes de Belgique », Anne Denis, Nathalie Erpelding en Gérald Hanotiaux, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Brusselmans, advocaat bij de balie van Waals-Brabant.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van verscheidene bepalingen van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 juli 2018 « tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegensretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen » (hierna : de ordonnantie van 23 juli 2018).

De bestreden bepalingen wijzigen, enerzijds, de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 19 juli 2001 « betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » (hierna : de ordonnantie van 19 juli 2001) en, anderzijds, de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 1 april 2004 « betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegensretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » (hierna : de ordonnantie van 1 april 2004).

B.1.2.1. De slimme elektriciteitsmeter wordt gedefinieerd in artikel 2, 21^{ter}, van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij het bestreden artikel 3, 5^o, van de ordonnantie van 23 juli 2018 :

« Een elektronisch systeem dat het stroomverbruik kan meten en informatie toevoegt die een klassieke meter niet verstrekt, en die gegevens kan overmaken en ontvangen door gebruik van een elektronische communicatievorm ».

De slimme elektriciteitsmeters zijn een van de elementen van een « slim net », als volgt gedefinieerd in artikel 2, 21^{quater}, van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij het bestreden artikel 3, 6^o, van de ordonnantie van 23 juli 2018 :

« Geavanceerd energienetwerk dat in het algemeen is samengesteld uit bidirectionele communicatiesystemen, slimme meters en systemen voor de opvolging en controle van de werking van het netwerk ».

B.1.2.2. De slimme gasmeter wordt als volgt gedefinieerd in artikel 3, 20^{bis}, van de ordonnantie van 1 april 2004, ingevoegd bij het bestreden artikel 55, 1^o, van de ordonnantie van 23 juli 2018 :

« Een elektronisch systeem dat het gasverbruik kan meten en informatie toevoegt die een klassieke meter niet verstrekt, en die gegevens kan overmaken en ontvangen door gebruik van een elektronische communicatievorm ».

De slimme gasmeters zijn een van de elementen van een « slim net », als volgt gedefinieerd in artikel 3, 20^{ter}, van de ordonnantie van 1 april 2004, ingevoegd bij het bestreden artikel 55, 2^o, van de ordonnantie van 23 juli 2018 :

« Geavanceerd energienetwerk dat in het algemeen is samengesteld uit bidirectionele communicatiesystemen, slimme meters en systemen voor de opvolging en controle van de werking van het netwerk ».

B.1.3. De slimme elektriciteitsmeters en gasmeters worden vanaf hun installatie of, in voorkomend geval, vanaf de activering van een communicerende functie uitgerust met functionaliteiten die hen onderscheiden van de klassieke elektriciteitsmeters en gasmeters, namelijk de analoge meters of elektronische meters, waarmee geen gegevens kunnen worden verzonden en ontvangen.

Artikel 24^{ter}, § 3, van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018, bepaalt :

« De slimme meter levert lokaal aan de netgebruiker informatie in realtime over de elektriciteit die hij afneemt of injecteert.

Deze informatie in realtime moet gemakkelijk geëxporteerd kunnen worden naar een informatietoepassing beschikbaar op de markt ongeacht of de meter in modus van actieve communicatie met de netbeheerder staat ».

Artikel 18^{ter}, § 3, van de ordonnantie van 1 april 2004, ingevoegd bij het bestreden artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, bepaalt :

« De slimme meter levert lokaal aan de netgebruiker informatie in real time over de elektriciteit die hij afneemt of injecteert. Deze informatie in real time moet gemakkelijk geëxporteerd kunnen worden naar een informatietoepassing beschikbaar op de markt ».

B.2.1. De zo uitgebreid mogelijke uitrol van slimme elektriciteitsmeters en gasmeters wordt opgelegd door het Unierecht en draagt bij tot de uitvoering van het energiebeleid van de Europese Unie.

Overeenkomstig artikel 1, § 2, van de ordonnantie van 23 juli 2018 zet die laatste immers vier Europese richtlijnen gedeeltelijk om.

B.2.2.1. De ordonnantie van 23 juli 2018 zet de richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 « betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG » (hierna : de richtlijn 2009/72/EG) gedeeltelijk om.

Artikel 3, lid 11, van die richtlijn bepaalt :

« Teneinde energie-efficiëntie te bevorderen bevelen de lidstaten, of indien de lidstaat hierin voorziet, de regulerende instanties, ten sterkste aan dat elektriciteitsbedrijven het gebruik van elektriciteit optimaliseren, bijvoorbeeld door het aanbieden van diensten op het gebied van energiebeheer of het ontwikkelen van innovatieve prijsformules, in voorkomend geval door de invoering van slimme metersystemen dan wel of slimme netwerken (smart grids) ».

B.2.2.2. Bijlage I (« Voorschriften inzake consumentenbescherming ») van dezelfde richtlijn bepaalt in punt 2 ervan :

« De lidstaten zorgen ervoor dat er slimme metersystemen worden ingevoerd die de actieve participatie van de consumenten aan de markt voor levering van elektriciteit ondersteunen. De invoering van dergelijke metersystemen kan worden onderworpen aan een economische evaluatie op lange termijn van de kosten en baten voor de markt en de individuele consument of aan een onderzoek ter bepaling van welke vorm van slim meten economisch haalbaar en kosteneffectief is en welke termijn haalbaar is voor de distributie ervan.

Een dergelijke evaluatie vindt uiterlijk plaats op 3 september 2012.

Onder voorbehoud van deze evaluatie stellen de lidstaten of de bevoegde autoriteit die zij aanwijzen, een tijdschema van maximaal 10 jaar op voor de invoering van slimme metersystemen.

Wanneer de ingebruikname van slimme meters positief wordt beoordeeld, wordt uiterlijk in 2020 minstens 80 % van de consumenten voorzien van deze slimme meetsystemen.

De lidstaten of de bevoegde autoriteit die zij aanwijzen waarborgen de interoperabiliteit van dergelijke metersystemen die op hun grondgebied worden ingevoerd en houden rekening met de toepassing van adequate normen en beste praktijken en het belang van de ontwikkeling van de interne markt voor elektriciteit ».

B.2.3.1. De ordonnantie van 23 juli 2018 zet ook de richtlijn 2009/73/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 « betreffende de gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG » (hierna : de Richtlijn 2009/73/EG) gedeeltelijk om.

Artikel 3, lid 8, van die richtlijn bepaalt :

« Teneinde energie-efficiëntie te bevorderen bevelen de lidstaten, of indien de lidstaat hierin voorziet, de regulerende instantie, ten sterkste aan dat aardgasbedrijven het gebruik van gas optimaliseren, bijvoorbeeld door het aanbieden van diensten op het gebied van energiebeheer of het ontwikkelen van innovatieve prijsformules, dan wel in voorkomend geval door de invoering van slimme metersystemen of slimme netwerken (smart grids) ».

B.2.3.2. Bijlage I (« Voorschriften inzake consumentenbescherming ») van dezelfde richtlijn bepaalt in punt 2 ervan :

« De lidstaten zorgen ervoor dat er slimme metersystemen worden ingevoerd die de actieve participatie van de consumenten aan de markt voor levering van gas ondersteunen. De invoering van dergelijke metersystemen kan worden onderworpen aan een economische evaluatie op de lange termijn van de kosten en baten voor de markt en de individuele consument of aan een onderzoek ter bepaling van welke vorm van slim meten economisch haalbaar en kosteneffectief is en welke termijn haalbaar is voor de distributie ervan.

Een dergelijke evaluatie vindt uiterlijk plaats op 3 september 2012.

Onder voorbehoud van deze evaluatie stellen de lidstaten of de bevoegde autoriteit die zij aanwijzen, een tijdschema op voor de invoering van slimme metersystemen.

De lidstaten of de bevoegde autoriteit die zij aanwijzen waarborgen de interoperabiliteit van deze metersystemen die op hun grondgebied worden ingevoerd en houden rekening met de toepassing van adequate normen en beste praktijken en het belang van de ontwikkeling van de interne markt voor aardgas ».

B.2.4.1. Het « intelligent meetsysteem » wordt gedefinieerd in artikel 2, 28), van de Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 « betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG (hierna : de Richtlijn 2012/27/EU). Het gaat om een :

« elektronisch systeem dat het energieverbruik kan meten, meer informatie levert dan een traditionele meter, en data kan doorgeven en ontvangen middels een vorm van elektronische communicatie ».

De definitie van het intelligent meetsysteem, die wordt gebruikt op Europees niveau, valt dus ruimschoots samen met die van de « slimme meter » in respectievelijk artikel 2, 21^{ter}, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en in artikel 3, 20^{bis}, van de ordonnantie van 1 april 2004.

B.2.4.2. De Europese Unie beschouwt de intelligente meetsystemen als een etappe op weg naar de oprichting van slimme netwerken.

Het « slim netwerk » wordt gedefinieerd als :

« een gemoderniseerd energienetwerk waaraan tweewegs digitale communicatie tussen de leverancier en de gebruiker, slimme bemetering en monitoring- en toezichtsystemen zijn toegevoegd » (punt 3, a), van de aanbeveling van de Commissie van 9 maart 2012 « inzake de voorbereiding van de uitrol van slimme metersystemen (2012/148/EU) » (hierna : aanbeveling 2012/148/EU) en punt 2, a), van de aanbeveling van de Commissie van 10 oktober 2014 « betreffende het model voor de privacyeffectbeoordeling van slimme netten en slimme metersystemen (2014/724/EU) » (hierna : de aanbeveling 2014/724/EU)).

De invoering van slimme netten « maken de belangrijkste onderdelen van het energiebeleid mede mogelijk ». De intelligente meetsystemen worden beschouwd als de « ruggengraat van het toekomstige koolstofvrije elektriciteitssysteem », en zijn « erkend als facilitator voor de omvorming van de energie-infrastructuur om grotere hoeveelheden variabele hernieuwbare energie op te kunnen nemen, de energie-efficiëntie te verbeteren en de leveringszekerheid te garanderen » (uittreksels uit de overwegingen 1 en 2 van de aanbeveling 2014/724/EU en overweging 1 van de aanbeveling 2012/148/EU).

B.2.4.3. Artikel 9 van de Richtlijn 2012/27/EU bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat eindafnemers van elektriciteit, aardgas, stadsverwarming, stadskoeling en warm water voor huishoudelijke doeleinden, voor zover dit technisch mogelijk en financieel redelijk is en voor zover dit in verhouding staat tot de potentiële energiebesparingen, tegen concurrerende prijzen de beschikking krijgen over individuele meters die het daadwerkelijke energieverbruik van de eindafnemer nauwkeurig weergeven en informatie geven over de werkelijke tijd van het verbruik.

Een dergelijke individuele meter tegen concurrerende prijzen wordt altijd ter beschikking gesteld wanneer :

a) een bestaande meter wordt vervangen, tenzij dit technisch onmogelijk is of niet kostenefficiënt in verhouding tot de geraamde potentiële besparingen op lange termijn;

b) een nieuwe aansluiting wordt gemaakt in een nieuw gebouw of ingeval van een ingrijpende renovatie overeenkomstig Richtlijn 2010/31/EU.

2. Indien, en voor zover, de lidstaten gebruikmaken van intelligente meetsystemen en slimme meters voor aardgas en/of elektriciteit invoeren in overeenstemming met de Richtlijnen 2009/72/EG en 2009/73/EG :

a) zorgen zij ervoor dat de meetsystemen de eindafnemer informatie verschaffen over de werkelijke tijd van het verbruik en dat de voor de eindafnemer beoogde energie-efficiëntie en voordelen ten volle in acht worden genomen bij het vastleggen van de minimumfuncties van de meters en de verplichtingen die aan marktdeelnemers worden opgelegd;

b) zorgen zij ervoor dat de slimme meters en het dataverkeer worden beveiligd, en dat de privacy van de eindafnemer wordt beschermd, in overeenstemming met de Uniewetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens en van de persoonlijke levenssfeer;

c) schrijven zij voor, in het geval van elektriciteit, dat de meterbeheerder op verzoek van de eindafnemer ervoor zorgt dat van de meter of meters de hoeveelheid elektriciteit kan worden afgelezen die bij de eindafnemer aan het net wordt geleverd;

d) zorgen zij ervoor dat, op verzoek van de eindafnemer, meetgegevens inzake de input en output van elektriciteit, in een gemakkelijk te begrijpen vorm die vergelijking van aanbiedingen op basis van gelijke criteria mogelijk maakt, beschikbaar worden gesteld aan de eindafnemer of aan een derde partij die namens de eindafnemer optreedt;

e) schrijven zij voor dat de afnemers bij de installatie van slimme meters het nodige advies en de nodige informatie krijgen, in het bijzonder over het volledige potentieel van die meters wat meterstandbeheer en controle van het energieverbruik betreft.

[...] ».

B.2.4.4. De bestreden ordonnantie van 23 juli 2018 zet de Richtlijn 2012/27/EU gedeeltelijk om.

B.2.5.1. Na de ordonnantie van 23 juli 2018 werd de Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 « betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU (herschikking) » (hierna : de richtlijn (EU) 2019/944) aangenomen.

Artikel 19 van die richtlijn bepaalt :

« 1. Teneinde energie-efficiëntie te bevorderen en eindafnemers meer zeggenschap te geven, bevelen de lidstaten, of [...] de regulerende instanties ten sterkste aan dat elektriciteitsbedrijven en andere marktdeelnemers het gebruik van elektriciteit optimaliseren, onder meer [...] door de invoering van interoperabele slimme-metersystemen, met name met energiebeheersystemen voor de consument en met slimme netwerken (*smart grids*), overeenkomstig de gegevensbeschermingsregels van de Unie.

2. De lidstaten zorgen ervoor dat er op hun grondgebied slimme-metersystemen worden ingevoerd die de actieve deelname van de afnemers aan de elektriciteitsmarkt ondersteunen. Voor de invoering van die systemen kan een kostenbatenbeoordeling worden gevraagd die overeenkomstig de in bijlage II vastgestelde beginselen wordt uitgevoerd.

[...]

4. De lidstaten die daadwerkelijk slimme-metersystemen invoeren, zorgen ervoor dat de eindafnemers op een transparante en niet-discriminerende wijze bijdragen aan de met de invoering verbonden kosten, en houden daarbij rekening met de baten die de invoering op lange termijn voor de gehele waardeketen oplevert. [...]

[...] ».

B.2.5.2. Bijlage II van die richtlijn (« Slimmetersystemen ») bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat op hun grondgebied slimme-metersystemen worden ingevoerd die kunnen worden onderworpen aan een economische evaluatie op lange termijn van de kosten en baten voor de markt en de individuele consument of aan een onderzoek om te bepalen welke vorm van slimme-metersystemen vanuit economisch standpunt redelijk en kosteneffectief is en welke termijn haalbaar is voor de distributie ervan.

2. Bij een dergelijke evaluatie wordt rekening gehouden met de methode voor een kosten-batenanalyse en de minimumfunctionaliteiten voor slimme-metersystemen voorzien in Aanbeveling van de Commissie 2012/148/EU, alsook met de beste beschikbare technieken om het hoogste niveau van cyberbeveiliging en gegevensbescherming te garanderen.

3. Onder voorbehoud van deze evaluatie stellen de lidstaten of, wanneer een lidstaat dit zo heeft bepaald, de aangewezen bevoegde instantie een tijdschema van maximaal tien jaar op voor de invoering van slimme-metersystemen. Indien de ingebruikname van slimme-metersystemen positief wordt beoordeeld, wordt minstens 80 % van de eindafnemers voorzien van slimme meters binnen zeven jaar vanaf de datum van de positieve beoordeling of uiterlijk in 2024 voor die lidstaten die met de systematische invoering van slimme-metersystemen zijn gestart vóór 4 juli 2019 ».

B.2.6.1. De bestreden ordonnantie van 23 juli 2018 zet ten slotte de Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 « betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen » (hierna : de Richtlijn 2014/94/EU) gedeeltelijk om.

B.2.6.2. Artikel 4, lid 7, van de Richtlijn 2014/94/EU bepaalt :

« Bij het opladen aan publiek toegankelijke oplaadpunten voor elektrische voertuigen wordt, voor zover dit technisch haalbaar en financieel gezien redelijk is, gebruikgemaakt van slimme metersystemen zoals gedefinieerd in artikel 2, lid 28, van Richtlijn 2012/27/EU, waarbij tevens de in artikel 9, lid 2, van genoemde richtlijn bedoelde eisen in acht worden genomen ».

Ten aanzien van de omvang van het beroep

B.3.1. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de Vlaamse Regering en de tussenkomende partij « Sibelga » voeren aan dat de grieven uitsluitend zijn gericht tegen de artikelen 24 en 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, zodat het beroep voor het overige niet ontvankelijk is.

B.3.2. In hun memorie van antwoord erkennen de verzoekende partijen dat de middelen zijn gericht tegen de artikelen 24 en 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, maar zijn zij van mening dat de andere bestreden bepalingen nauw verbonden zijn met die bepalingen.

B.4.1. Het Hof bepaalt het onderwerp van het beroep tot vernietiging op basis van de inhoud van het verzoekschrift en inzonderheid rekening houdend met de uiteenzetting van de middelen.

Het onderzoekt alleen de bestreden bepalingen waartegen een middel is gericht.

B.4.2. De in het verzoekschrift uiteengezette middelen zijn daadwerkelijk enkel gericht tegen de artikelen 24 en 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018.

Het Hof beperkt zijn onderzoek derhalve tot die bepalingen.

Ten aanzien van de ontoevankelijkheid

B.5. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering voert de ontoevankelijkheid van het beroep wegens ontstentenis van belang aan. Zij betwist allereerst het belang van de eerste en de tweede verzoekende partij, waarbij zij aanvoert dat de bestreden bepalingen hun maatschappelijk doel niet raken. Vervolgens betwist zij het belang van de derde en de vierde verzoekende partij, overwegende dat de elektrogevoeligheid geen erkende ziekte is en derhalve niet medisch kan worden aangetoond. Ten slotte zou het belang van de vijfde verzoekende partij, die niet verklaart elektrogevoelig te zijn, zich niet onderscheiden van dat van de meeste burgers.

B.6.1. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.6.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar statutair doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.7.1. Het beroep tot vernietiging is ingediend door een vereniging zonder winstoogmerk, een beroepsvereniging en drie natuurlijke personen.

B.7.2. Het statutair doel van de eerste verzoekende partij bestaat in « de oprichting van een kwalitatief leefmilieu in de stad voor de bewoners », hetgeen met name « de strijd tegen vervuiling en de milieuhinder, alsook de verbetering van het leefmilieu » en « de collectieve deelname van de burgers aan het definiëren en verdedigen van hun leefmilieu » impliceert, wat kan inhouden dat wordt nagedacht over de gegrondheid van de uitrol van slimme elektriciteitsmeters en gasmeters. De ordonnantie van 23 juli 2018 kan derhalve het statutair doel van de eerste verzoekende partij raken.

B.7.3. Daar de eerste verzoekende partij beschikt over een belang bij het beroep, dient niet te worden onderzocht of de andere verzoekende partijen eveneens belang erbij hebben in rechte op te treden.

B.7.4. Het beroep is ontoevankelijk.

Ten gronde

Wat betreft het eerste middel

B.8.1. De verzoekende partijen leiden een eerste middel af uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet, van artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, van de artikelen 2, 3, lid 3, tweede alinea, en 9 van het Verdrag betreffende de Europese Unie en van de artikelen 20 en 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.8.2. Uit het verzoekschrift blijkt dat het middel is gericht tegen artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018, in zoverre het een artikel 24^{ter}, § 1 en 2, invoegt in de ordonnantie van 19 juli 2001, en tegen artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, in zoverre het een artikel 18^{ter}, § 1 en 2, invoegt in de ordonnantie van 1 april 2004.

B.9.1. Volgens de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens geen autonome werking omdat het enkel geldt voor het « genot van de rechten en vrijheden » welke in het Verdrag zijn vermeld (EHRM, grote kamer, 19 februari 2013, *X en anderen t. Oostenrijk*, § 94).

De verzoekende partijen voeren geen andere bepalingen van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens aan, in samenhang gelezen met artikel 14 ervan. Het middel is dus ontoevankelijk in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 14 van dat Verdrag.

B.9.2. Bovendien tonen de verzoekende partijen niet aan hoe de artikelen 2, 3, lid 3, tweede alinea, en 9 van het Verdrag betreffende de Europese Unie zouden zijn geschonden. Daarentegen zetten de verzoekende partijen uiteen hoe artikel 23 van de Grondwet zou zijn geschonden.

B.10. Bijgevolg onderzoekt het Hof het middel enkel in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet in samenhang gelezen met de artikelen 20 en 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, die eveneens het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie inhouden.

Eerste onderdeel

B.11. De verzoekende partijen bekritisieren het feit dat de bestreden artikelen 24 en 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, zonder redelijke verantwoording een gedifferentieerde uitrol van slimme elektriciteits- en gasmeters organiseert, dat wil zeggen een uitrol die prioritair bepaalde categorieën van gebruikers van het elektriciteits- en gasnet beoogt, met uitsluiting van anderen.

Meer bepaald wordt het bestaan bekritiseerd van « prioritaire niches », alsook de mogelijkheid om, overeenkomstig de bestreden artikelen 24 en 67, nieuwe categorieën van eventuele begunstigden te bepalen, na een specifieke en transversale studie van de Reguleringscommissie voor energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BRUGEL), na een openbaar onderzoek en na een debat in het Parlement.

B.12.1. Het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018 herstelt artikel 24^{ter} van de ordonnantie van 19 juli 2001 als volgt :

« § 1. De distributienetbeheerder installeert geleidelijk slimme meters op het distributienet, overeenkomstig de volgende verplichte niches, rekening houdend met het algemeen belang en voor zover dat technisch haalbaar, financieel redelijk en evenredig is, gelet op de potentiële energiebesparingen :

1° als een meter vervangen wordt, tenzij dit technisch niet mogelijk of rendabel zou zijn, gelet op de geraamde potentiële besparingen op lange termijn;

2° als er een aansluiting wordt uitgevoerd in een nieuw of een ingrijpend gerenoveerd gebouw, zoals omschreven in richtlijn 2010/31/EU.

De distributienetbeheerder kan eveneens geleidelijk slimme meters op het distributienet installeren, overeenkomstig de volgende prioritaire niches vastgelegd in het investeringsplan waarvan sprake in artikel 12, rekening houdend met het algemeen belang en voor zover dat technisch haalbaar, financieel redelijk en evenredig is gelet op de potentiële energiebesparingen :

1° als de gebruiker van het distributienet beschikt over een elektrisch voertuig en dit laat weten aan de distributienetbeheerder; in dat geval wordt in het gebouw waarin hij woont een slimme meter geplaatst;

2° als de gebruiker van het distributienet een jaarlijks verbruik heeft van meer dan 6.000 kWh per jaar;

3° als de gebruiker van het distributienet beschikt over een opslageenheid die elektriciteit opnieuw in het distributienet kan injecteren, of over een warmtepomp;

4° als de eindafnemers hun flexibiliteit aanbieden via een aanbieder van flexibiliteit;

5° als een gebruiker van het distributienet het vraagt, tenzij dat niet technisch haalbaar of financieel redelijk en evenredig is gelet op de potentiële energiebesparingen;

6° als de gebruiker van het distributienet een prosumer is of elektriciteit opnieuw in het net kan injecteren.

Op voorwaarde dat een specifiek en transversaal onderzoek van Brugel de economische, energetische en sociale geschiktheid van de ontwikkeling van slimme meters aantoont voor elke niche bedoeld in artikel 24ter, lid 1 en 2, alsook, desgevallend, voor elke nieuwe categorie van eventuele begunstigden, en na debat in het Parlement, kan de Regering andere situaties bepalen waarin de distributienetbeheerder slimme meters installeert, evenals de installatiemodaliteiten ervoor.

Brugel legt dat onderzoek ter raadpleging voor aan het publiek.

§ 2. Voor de in art. 24ter, § 1, omschreven niches, mag niemand de installatie of het onderhoud van een slimme meter weigeren. Eenmaal een meter geplaatst is, mag niemand vragen deze weg te halen.

De distributienetbeheerder deelt twee maanden voor de installatiedatum aan de gebruiker van het net zijn voornemen mee om een slimme meter te installeren. Die mededeling gaat vergezeld van bewustmaking en informatie over de slimme meters. Daarin staan met name nadere informatie over de kwaliteitsnormen van het product, het elektromagnetisch zendvermogen van het product, de mogelijkheid om het al dan niet communicerend te maken en de bepalingen die de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband met de verwerking van persoonsgegevens waarborgen. De Regering bepaalt de inhoud van de uitvoeringsbepalingen van dit communicatie-instrument.

Voor de in § 1, eerste lid, 1° en 2° en tweede lid, 5° bedoelde eindafnemers, mag de netbeheerder geen persoonsgegevens verzamelen op afstand en enkel handelingen vanop afstand stellen na uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de voor het leveringspunt geïdentificeerde eindafnemer. Die verplichting wordt ook opgelegd als een nieuwe eindafnemer geïdentificeerd wordt op een leveringspunt, los van de keuze van de eerder op het leveringspunt geïdentificeerde eindafnemer. Zij is herroepbaar op gewoon verzoek van de netgebruiker. In beide gevallen heeft zijn wens gevolg binnen 15 werkdagen. Om de rechten van de verbruiker te waarborgen, kan de Regering de nadere regels bepalen inzake de wijze waarop de netgebruiker zijn wens inzake het delen van zijn persoonsgegevens meedeelt aan de netbeheerder.

Voor de in § 1, eerste lid, 1° tot 4°, en 6° bedoelde eindafnemers, kan de netbeheerder de persoonsgegevens op afstand verzamelen. Op grond van aan Brugel voorgelegde objectieve en niet discriminerende criteria, kan de netbeheerder handelingen op afstand stellen om de beveiligde werking van het net en de exploitatie ervan veilig te stellen. De eindafnemer kan zich echter verzetten tegen het verzamelen van persoonsgegevens op afstand, zijn wens heeft gevolg binnen 15 werkdagen. Om de rechten van de verbruiker te waarborgen, kan de Regering de nadere regels bepalen inzake de wijze waarop de netgebruiker zijn wens inzake het delen van zijn persoonsgegevens meedeelt aan de netbeheerder.

Na een onafhankelijk en vergelijkend onderzoek dat ertoe strekt een objectieve diagnose te stellen van de elektrogevoeligheid en de impact ervan op de volksgezondheid in het Brussels Gewest te bepalen en dat binnen drie jaar na de inwerkingtreding van de ordonnantie wordt uitgevoerd door een comité van deskundigen, stelt de Regering, in voorkomend geval, de gevallen en regels vast volgens welke de distributienetbeheerder alternatieve technologische oplossingen in de woningen aanbiedt aan eenieder die beweert elektrogevoelig te zijn en daartoe een aanvraag indient.

[...] ».

B.12.2. Het bestreden artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018 voegt een artikel 18ter in de ordonnantie van 1 april 2004 in, dat bepaalt :

« § 1. De netbeheerder kan progressief, rekening houdend met het algemeen belang en voor zover zulks technisch mogelijk, financieel redelijk en proportioneel is, slimme meters installeren op het distributienet, conform de volgende verplichte niches :

1° wanneer een bestaande meter wordt vervangen, tenzij zulks technisch niet mogelijk of rendabel is, gelet op de op lange termijn geraamde mogelijke besparingen;

2° wanneer wordt overgegaan tot de aansluiting in een nieuw gebouw of wanneer een gebouw zwaar gerenoveerd wordt, zoals bepaald in Richtlijn 2010/31/EU.

De beheerder kan ook intelligente meters installeren op het distributienet wanneer een gebruiker erom verzoekt, tenzij zulks technisch niet mogelijk, financieel niet redelijk en proportioneel is.

Op voorwaarde dat een specifiek en transversaal onderzoek van Brugel de economische, energetische en sociale geschiktheid van de ontwikkeling van slimme meters aantoont voor de in het eerste lid bedoelde gevallen, alsook, desgevallend, voor elke nieuwe categorie van eventuele begunstigden, en na debat in het Parlement, kan de Regering andere situaties bepalen waarin de distributienetbeheerder slimme meters installeert, evenals de installatiemodaliteiten ervoor. Brugel legt dat onderzoek ter raadpleging voor aan het publiek.

§ 2. In geval van de in artikel 18, § 1 bedoelde niches, mag niemand de installatie of het onderhoud van een slimme meter weigeren of vragen deze weg te halen.

De distributienetbeheerder deelt twee maanden voor de installatiedatum aan de gebruiker van het net zijn voornemen mee om een slimme meter te installeren. Die mededeling gaat vergezeld van bewustmaking en informatie over de slimme meters. Daarin staan met name nadere informatie over de kwaliteitsnormen van het product, het elektromagnetisch zendvermogen van het product, de mogelijkheid om het al dan niet communicerend te maken en de bepalingen die de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband met de verwerking van persoonsgegevens waarborgen. De Regering bepaalt de inhoud van de uitvoeringsbepalingen van dit communicatie-instrument.

Voor de in § 1, 1° en 2° bedoelde eindafnemers, mag de netbeheerder slechts persoonlijke gegevens vanop afstand verzamelen en vanop afstand handelingen stellen na uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de voor het leveringspunt geïdentificeerde eindafnemer. Die verplichting geldt ook wanneer een nieuwe eindafnemer wordt geïdentificeerd voor een leveringspunt, ongeacht de keuze van de voorheen voor het leveringspunt geïdentificeerde eindafnemer. Die verplichting kan worden herroepen op eenvoudig verzoek van de netwerkgebruiker. In elk geval, sorteert dat verzoek effect binnen 15 werkdagen. Om de rechten van de verbruiker te waarborgen, kan de regering de nadere regels vaststellen voor de mededeling, door de netwerkgebruiker, van zijn bereidheid om zijn persoonlijke gegevens met de netbeheerder te delen.

[...] ».

B.12.3.1. Luidens artikel 24ter, § 1, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en artikel 18ter, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004 installeren de distributienetbeheerders geleidelijk, rekening houdend met het algemeen belang en voor zover dat technisch haalbaar, financieel redelijk en evenredig is, gelet op de potentiële energiebesparingen, slimme elektriciteits- en gasmeters op het distributienet voor sommige categorieën of « niches » van netgebruikers.

B.12.3.2. Wat het elektriciteitsnet betreft, worden de categorieën of « niches » van gebruikers ten aanzien van wie de distributienetbeheerder geleidelijk slimme meters moet of kan installeren, bepaald in artikel 24ter, § 1, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001.

Het betreft enerzijds de « verplichte niches », die bestaan uit de netgebruikers :

- wier meter wordt vervangen, tenzij dat technisch niet mogelijk of niet rendabel zou zijn, gelet op de potentiële besparingen op lange termijn;
- voor wie een nieuwe aansluiting wordt uitgevoerd in een nieuw of ingrijpend gerenoveerd gebouw.

Voor die gebruikers gebeurt de installatie van een slimme elektriciteitsmeter stelselmatig geleidelijk (artikel 24ter, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001).

Het betreft anderzijds de « prioritaire niches », die bestaan uit de netgebruikers :

- die beschikken over een elektrisch voertuig en dit laten weten aan de distributienetbeheerder;
- wier jaarlijks verbruik meer bedraagt dan 6 000 kWh;
- die beschikken over een opslageenheid die elektriciteit opnieuw in het distributienet kan injecteren of over een warmtepomp;
- die, als eindafnemers, flexibiliteit aanbieden via een aanbieder van flexibiliteit;
- die daarom vragen, tenzij dat niet technisch haalbaar of niet rendabel zou zijn, gelet op de potentiële besparingen op lange termijn;
- die « prosumers » zijn of elektriciteit opnieuw in het net kunnen injecteren.

Voor die netgebruikers kan de distributienetbeheerder slimme elektriciteitsmeters geleidelijk op het net installeren (artikel 24ter, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001).

Met het oog op die geleidelijke installatie van slimme elektriciteitsmeters voor die gebruikers moet de distributienetbeheerder de « prioritaire niches » bedoeld in artikel 24ter, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 preciseren in het investeringsplan bedoeld in artikel 12 van dezelfde ordonnantie. Dat vijfjarig investeringsplan van de distributienetbeheerder wordt voorgelegd aan het toezicht en aan de controle van de Reguleringscommissie voor energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BRUGEL) en moet worden goedgekeurd door de Regering, krachtens artikel 12, § 3, van de ordonnantie van 19 juli 2001. Dat investeringsplan moet voorzien in « de staat van de studies, projecten en implementaties van slimme netten en slimme meters » en in de « voor de eventuele uitrol van deze meters prioritair geïdentificeerde niches » (artikel 12, § 1, derde lid, 8° en 9°, van de ordonnantie van 19 juli 2001, zoals gewijzigd bij artikel 12, 1°, c) en d), van de ordonnantie van 23 juli 2018).

B.12.3.3. Wat de gasmarkt betreft, kan de distributienetbeheerder geleidelijk slimme meters installeren voor de categorieën of « niches » van gebruikers bepaald in artikel 18ter, § 1, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 1 april 2004.

Het betreft enerzijds de « verplichte niches », die bestaan uit de netgebruikers :

- wier meter wordt vervangen, tenzij dat niet technisch mogelijk of niet rendabel is gelet op de potentiële besparingen op lange termijn;
- voor wie wordt overgegaan tot een nieuwe aansluiting in een nieuw gebouw of wanneer een gebouw ingrijpend gerenoveerd wordt.

Voor die gebruikers kan de installatie van een slimme gasmeter geleidelijk plaatshebben (artikel 18ter, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004).

Het betreft anderzijds de netgebruikers die vragen om de installatie van een slimme meter. Voor die netgebruikers kan de distributienetbeheerder eveneens slimme gasmeters installeren op het net, tenzij dat technisch niet mogelijk of niet rendabel is gelet op de potentiële besparingen op lange termijn (artikel 18ter, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 1 april 2004).

B.12.3.4. Naast die categorieën van gebruikers beoogd in respectievelijk de voormelde artikelen 24ter en 18ter kan de Regering, na debat in het Parlement, andere gevallen bepalen waarin de distributienetbeheerder slimme meters installeert, alsook de installatievoorwaarden ervan vaststellen.

Die bepaling van nieuwe categorieën van netgebruikers voor de installatie van slimme meters is slechts mogelijk na een specifiek en transversaal onderzoek door BRUGEL, onderworpen aan een openbare raadpleging, waaruit de economische, ecologische en sociale geschiktheid van de ontwikkeling van slimme meters blijkt voor de gevallen beoogd in respectievelijk artikel 24ter, § 1, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 of in artikel 18ter, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, alsook, in voorkomend geval, voor elke nieuwe categorie van eventuele begunstigen (artikel 24ter, § 1, derde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en artikel 18ter, § 1, derde lid, van de ordonnantie van 1 april 2004).

B.13. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.14.1. Wanneer een schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie wordt aangevoerd, moet in de regel worden gepreciseerd welke categorieën van personen met elkaar moeten worden vergeleken en in welk opzicht de bestreden bepalingen een verschil in behandeling teweegbrengen dat discriminerend zou zijn.

Die vereisten zijn ingegeven, onder meer, door de zorg om aan de andere partijen in het geding de mogelijkheid te bieden op de argumenten van de verzoekende partij te repliceren, waartoe een duidelijke en ondubbelzinnige uiteenzetting van de middelen onontbeerlijk is.

B.14.2. De verzoekende partijen identificeren niet de categorieën van personen die met elkaar moeten worden vergeleken en bekritisieren enkel de juistheid en de relevantie van de keuze van de Brusselse ordonnantiegever om te voorzien in een geleidelijke uitrol van slimme meters door de distributienetbeheerders.

B.14.3. Uit de proceduregeschriften blijkt evenwel dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de Waalse Regering en de Vlaamse Regering, alsook de tussenkomenende partij « Sibelga », hebben kunnen begrijpen dat de verzoekende partijen het verschil in behandeling in het geding brengen tussen, enerzijds, de netgebruikers die behoren tot een « verplichte niche » of een « prioritaire niche », of zelfs nieuwe categorieën die eventueel worden vastgesteld door de Regering, voor wie is voorzien in een geleidelijke installatie van de slimme meters en, anderzijds, de andere netgebruikers.

B.15. De distributienetgebruikers, ongeacht of ze al dan niet behoren tot de beoogde categorieën voor de geleidelijke installatie van slimme meters, zijn voldoende vergelijkbaar.

B.16. Ten aanzien van de doelstellingen die worden nagestreefd met de geleidelijke installatie van de slimme meters blijkt uit B.2.1 tot B.2.4 dat de Europese Unie aan de lidstaten de verplichting oplegt om « slimme metersystemen » uit te rollen voornamelijk om de energie-efficiëntie te bevorderen, door de netgebruikers de mogelijkheid te bieden actief deel te nemen aan de energiemarkt. De slimme elektriciteitsmeters stellen de netgebruikers immers in staat om hun elektriciteitsverbruik of zelfs hun elektriciteitsproductie met precisie te kennen, en met name de exacte momenten waarop dat verbruik of die productie plaatsvindt. Dankzij die gedetailleerde kennis kunnen de gebruikers hun verbruik aanpassen en streven naar een lager elektriciteitsverbruik.

Bovendien beoogt de Europese wetgever het aandeel van de hernieuwbare energiebronnen in de geproduceerde energie te verhogen, het elektriciteits- en gasverbruik te verminderen en de bevoorradingszekerheid te waarborgen, met name door een gedetailleerde kennis, door de distributienetbeheerder, van het verbruik en de injecties op het net dat hij beheert.

B.17. Het Hof stelt in dat verband vast dat de voordelen van een gesegmenteerde uitrol en van een geïntegreerde benadering van elektriciteit en gas teneinde de installatiekosten te optimaliseren, zijn onderzocht, zoals de Europese wetgever daartoe verzoekt in bijlage I van de Richtlijn 2009/72/EG, in bijlage I van de Richtlijn 2009/73/EG, in bijlage II van de Richtlijn (EU) 2019/944 en in de aanbeveling 2012/148/EU.

In de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 23 juli 2018 wordt overigens aangegeven dat die studie « is uitgevoerd en [...] in september 2012 aan de Europese Commissie [werd] overhandigd » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/1, p. 11).

B.18.1. Door, op basis van de studies verricht voor rekening van BRUGEL, te beslissen om de geleidelijke installatie van de slimme meters te organiseren streeft de Brusselse ordonnantiegever na de Europese doelstelling bestaande in het bevorderen van de energie-efficiëntie te bereiken, waarbij wordt gewaakt over een billijk evenwicht tussen de kosten van die geleidelijke installatie en de economische en andere baten voor de gemeenschap.

B.18.2. Wegens het technische karakter van de materie moet aan de Brusselse ordonnantiegever een ruime beoordelingsmarge worden verleend bij de keuze van de criteria om de netgebruikers van elkaar te onderscheiden naargelang zij al dan niet behoren tot de beoogde categorieën voor de geleidelijke installatie van slimme meters.

B.19.1. Zoals wordt aangegeven in de memorie van toelichting heeft de ordonnantie van 23 juli 2018 « tot doel bepaalde Europese voorschriften van toepassing op de energiemarkt zoals gedefinieerd in verschillende Richtlijnen, te integreren en een antwoord te geven op de huidige uitdagingen van de elektriciteits- en gasmarkten » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/1, p. 1) :

« Het gaat er eveneens om een kader te verstrekken voor de invoering van slimme meters. Deze nieuwe generatie meters moet beetje bij beetje geïnstalleerd worden en zal in de loop der tijd de elektromechanische technologie zoals die momenteel geïnstalleerd is volledig vervangen in het aanbod van meterfabrikanten. Deze zogenaamde ' intelligente ' technologie wordt door de Europese wetgeving ten zeerste ondersteund. Zo verplicht Richtlijn 2012/27/EU tot de plaatsing van slimme meters in nieuwbouw of constructies die zwaar verbouwd worden, en bepaalt Richtlijn 2014/94/EU, in de mate dat dit technisch mogelijk en economisch redelijk is, dat voor het opladen van elektrische voertuigen in de voor het publiek toegankelijke oplaadpunten een beroep gedaan moet worden op intelligente meetinstrumenten. Deze ' intelligentie ' biedt vele mogelijkheden, onder meer op het vlak van het dynamisch beheer van netwerken. Ze kan dus een kans vormen voor de kwaliteit van het beheer van het netwerk, met name in een context van ontwikkeling van gedecentraliseerde hernieuwbare elektrische productie en de toegang hiertoe. Om echter te garanderen dat alle marktspelers kunnen genieten van deze ontwikkeling, bijvoorbeeld vanuit het oogpunt van de gemaakte kosten, dienen de principes voor deze invoering vastgelegd te worden, onder meer de categorieën van prioritaire klanten. Daarnaast moet de invoering van deze technologie gebeuren met respect voor de wetgeving betreffende de bescherming van persoonsgegevens : daarom legt deze ordonnantie de functies vast van de meters en de principes voor het beheer en de verwerking van de door deze meters ingezamelde en meegedeelde gegevens. Hiervoor baseert deze ordonnantie zich op de aanbevelingen van de Privacycommissie.

Deze ordonnantie legt eveneens een kader vast voor de ontwikkeling van diensten die zouden kunnen voortvloeien uit de invoering van slimme meters : met name de flexibiliteitsdiensten. Deze flexibiliteit moet begrepen worden als de mogelijkheid van de klant om zijn afname of injectie van elektriciteit aan te passen bij wijze van antwoord op een extern signaal. Deze flexibiliteit kan tegemoetkomen aan de behoeften van de netbeheerders, met name in het kader van hun opdracht om de vraag en het aanbod op deze netten in evenwicht te brengen » (*ibid.*, p. 2).

B.19.2.1. Wat betreft de destijds ontworpen bestreden artikelen 24 en 67 van de ordonnantie van 23 juli 2008 vermeldt de parlementaire voorbereiding :

« Er wordt een nieuw artikel 24^{ter} ingevoerd in de ordonnantie elektriciteit, met als doel het toelaten en omkaderen van de progressieve installatie van slimme meters. Het nieuwe artikel 24^{ter} vervangt artikel 25^{vicies} van de ordonnantie elektriciteit, dat de installatie van elektronische meters vastlegde, die niet noodzakelijkerwijs dezelfde functies hadden als een slimme meter. Dit artikel 25^{vicies} wordt dus opgeheven.

Deze ordonnantie bepaalt dus de progressieve invoering van slimme meters in prioritaire niches, die gedefinieerd worden in het investeringsplan van de DNB, in functie van hun specifieke kenmerken op operationeel of milieuvlak of van hun potentiële flexibiliteit inzake productie of verbruik. Het gaat erom de gebruikerssegmenten te identificeren voor wie de installatie van slimme meters reële mogelijkheden zou bieden, zowel voor de individuele eindafnemer als voor de Brusselse markt in zijn geheel.

Daarnaast legt ze op het vlak van elektriciteit bepaalde situaties vast waarin deze meters systematisch geïnstalleerd worden, zoals de verplichting tot plaatsing bij de aansluiting van een nieuw gebouw (verplichting voortvloeiend uit Richtlijn 2012/27/EU).

Ook al is de installatie van slimme meters niet prioritair en zelfs louter hypothetisch voor gas, wordt alsnog een nieuw artikel 18^{ter} ingevoegd in de ordonnantie gas, om de mogelijkheid te behouden desgevallend ook slimme meters te ontplooiën voor gas. Maar hierin wordt geen enkele verplichte of systematische installatie voorgeschreven » (*ibid.*, pp. 20-21).

Er wordt eveneens gepreciseerd :

« Hoewel een dergelijke ontplooiing voor gas niet prioritair is, legt dit artikel in de ordonnantie gas deze mogelijkheid vast voor de distributienetbeheerder (maar in geen geval de verplichting) » (*ibid.*, p. 37).

B.19.2.2. Ten aanzien van de geleidelijke uitrol van de slimme meters, de economische opportuniteit ervan en de sociale bescherming heeft de Brusselse minister van Energie daaromtrent gepreciseerd :

« Momenteel beschikt de Brusselse Regering, hoewel er vandaag nog geen wettelijk kader bestaat betreffende de uitrol en het gebruik van slimme meters, reeds over de mogelijkheid om de uitrol van zulke meters toe te staan, namelijk via de goedkeuringsprocedure van het jaarlijks investeringsplan. In zijn investeringsplan 2018-2019 vroeg Sibelga om de installatie van 5.000 meters in 2018 onder de vorm van een proefproject, van 10.000 meters in 2019 en 2020 en van 35.000 meters vanaf 2021. Dit plan werd door de Regering goedgekeurd.

Sindsdien werd aan Sibelga gevraagd om deze planning te herzien, namelijk een uitrol van 40.000 meters tussen 2019 en 2022, met 35.000 meters die onder de verplichte categorieën vallen - de meters die geïnstalleerd worden in nieuwe gebouwen of gebouwen die zwaar gerenoveerd worden, de meters van prosumers en eigenaars van elektrische

voertuigen - en 5.000 meters in het kader van een proefproject. Dit herziene investeringsplan (plan 2019-2023) zal in september voorgesteld worden en ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd. Zoals u begrepen heeft zal de uitrol van intelligente meters zich tot en met 2022 dus ten minste beperken tot de categorieën die verplicht worden door de Europese wetgeving, alsook tot enkele duizenden meters in het kader van een proefproject dat de goede werking en de veiligheid van de algemene voorziening moet verzekeren.

Bijgevolg wil ik één ding duidelijk maken. De tekst die vandaag wordt voorgesteld, voorziet momenteel nog niet in een veralgemeende uitrol. Er wordt enkel een kader gecreëerd waarin de uitrol van de slimme meters zich moet afspelen, ongeacht de schaal ervan, waarover de bevoegde overheden moeten beslissen. De tekst stelt regels vast die de installatie van deze meters en hun werking in goede banen moeten leiden, meer bepaald regels voor de toepasbare tellingen. Deze regels moeten eerst en vooral dus voornamelijk een wettelijk kader scheppen voor de geïnstalleerde meters, namelijk :

- De meters waarop de wettelijke verplichtingen uit de Europese Richtlijn betreffende de Energie-efficiëntie betrekking hebben, namelijk ongeveer 4.000 à 5.000 slimme meters per jaar die met een vergunning in nieuwe en gerenoveerde gebouwen geïnstalleerd worden ;

- De meters die geïnstalleerd worden bij de prosumers - dit zijn de bewoners van gebouwen die uitgerust zijn met zonnepanelen, klanten die een elektrisch voertuig moeten opladen en grote klanten (namelijk zij die meer dan 6.000 kWh/jaar - kilowattuur per jaar verbruiken).

Er valt op te merken dat deze verbruikersprofielen er belang bij hebben om deel uit te maken van de flexibiliteitsmarkt die ontwikkeld wordt, en dat de netbeheerder door de plaatsing van slimme meters bij zijn klanten de risico's en de kosten van overbelasting op het net tot een minimum kan beperken.

Voor de andere klanten zal het in de ordonnantie bepaalde kader van toepassing zijn, zonder dat er in dit stadium bepaald wordt of de toekomst een globaal kader of een kader per sector vereist. Daarbij tekent de tekst de krijtlijnen uit waarbinnen desgevallend de slimme tellers in Brussel uitgerold zullen worden.

U heeft dus begrepen dat deze tekst zich niet uitspreekt over de noodzaak of de gepastheid om een uitrol van slimme tellers te bewerkstelligen die breder is dan de onderdelen die momenteel verplicht zijn. De tekst omkadert slechts de bestaande situatie en garandeert de veiligheid van deze voorziening voor alle Brusselse energieverbruikers » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/2, pp. 7-8).

B.19.2.3. De aan de Regering verleende machtiging om eventueel nieuwe categorieën vast te stellen, vloeit voort uit een amendement, dat als volgt is verantwoord :

« Gelet op de onzekere economische, energetische en sociale winst, gebeurt de plaatsing van slimme meters per niche. Een herziening of een verruiming van die verplichte of prioritaire niches is mogelijk na een specifiek en transversaal onderzoek van de regulator, dat de economische, energetische en sociale geschiktheid van de ontwikkeling van slimme meters aantoont voor elke niche en, desgevallend, voor elke nieuwe categorie van eventuele begunstigden, waarvan de resultaten zullen worden onderworpen aan een ruime openbare raadpleging, voor een tot het middenveld geopend debat in het Parlement.

Bijzondere aandacht zal worden geschonken aan de mogelijke economische en sociale impact op de residentiële sector. » (*ibid.*, pp. 145-146).

B.20.1. Uit hetgeen voorafgaat, blijkt dat de Brusselse ordonnantiegever, met het aannemen van de bestreden bepalingen, een wettelijk kader heeft willen creëren voor de geleidelijke uitrol van slimme meters, gesteund door de Europese Unie, teneinde de krijtlijnen uit te tekenen voor de uitrol van die meters en de veiligheid en de rechten van de betrokken netgebruikers te waarborgen.

De Brusselse ordonnantiegever kan bovendien niet worden verweten dat hij rekening heeft gehouden met het feit dat de productie van mechanische meters weldra zal worden stopgezet.

B.20.2.1. Artikel 25*vicies* van de ordonnantie van 19 juli 2001 - opgeheven bij artikel 34 van de ordonnantie van 23 juli 2018 -, alsook artikel 20*octiesdecies* van de ordonnantie van 1 april 2004 - opgeheven bij artikel 78 van de ordonnantie van 23 juli 2018 - voorzagen overigens reeds, voor zover dat technisch mogelijk, financieel redelijk en evenredig was gelet op de potentiële energiebesparingen, in de mogelijkheid om een elektronische meter te installeren voor iedere eindafnemer die daarom verzoekt, wanneer een bestaande meter wordt vervangen of wanneer wordt overgegaan tot een aansluiting in een nieuw of ingrijpend gerenoveerd gebouw.

B.20.2.2. Wat het gasnet betreft, blijkt uit de in B.19.2.1 aangehaalde parlementaire voorbereiding eveneens dat de Brusselse ordonnantiegever de installatie van dergelijke meters niet in de onmiddellijke toekomst overweegt, en dat de uitrol van de slimme meters slechts op programmatische wijze wordt georganiseerd, waarbij die uitrol niet prioritair, noch *a fortiori* verplicht is. Aldus beschikt de netbeheerder slechts over een mogelijkheid om in de toekomst dergelijke slimme meters geleidelijk te installeren, met inachtneming van het wettelijk kader dat is bepaald in artikel 18*ter* van de ordonnantie van 1 april 2004.

B.20.3.1. Allereerst vormen de bestreden artikelen 24 en 67, door te bepalen dat een slimme meter zal worden geïnstalleerd wanneer een meter wordt vervangen of wanneer wordt overgegaan tot een nieuwe aansluiting of in geval van een ingrijpende renovatie, slechts de omzetting van artikel 9, lid 1, tweede alinea, *a)* en *b)*, van de Richtlijn 2012/27/EU.

Die bepaling voorziet immers in twee hypothesen waarin « individuele meters die het daadwerkelijke energieverbruik van de eindafnemer nauwkeurig weergeven en informatie geven over de werkelijke tijd van het verbruik » - hetgeen de slimme meters beogen - altijd ter beschikking worden gesteld : wanneer een bestaande meter wordt vervangen, tenzij dat technisch onmogelijk is of niet kostenefficiënt is in verhouding tot de geraamde potentiële besparingen op lange termijn (artikel 9, lid 1, tweede alinea, *a)*); en wanneer een aansluiting wordt gemaakt in een nieuw gebouw of in geval van een ingrijpende renovatie (artikel 9, lid 1, tweede alinea, *b)*).

De « verplichte niches » bedoeld in de bestreden artikelen stemmen bijgevolg overeen met de categorieën bedoeld in de Richtlijn 2012/27/EU, die gedeeltelijk wordt omgezet door de ordonnantie van 23 juli 2018.

B.20.3.2. Het is overigens evident dat de Brusselse ordonnantiegever de installatie van een slimme meter bij de netgebruikers die daarom verzoeken, vermocht mogelijk te maken (artikel 24*ter*, § 1, tweede lid, 5°, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en artikel 18*ter*, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 1 april 2004). Het betreft overigens een recht van elke netgebruiker, bepaald in artikel 21 van de Richtlijn (EU) 2019/944.

B.20.3.3. Ten aanzien van de keuze van de netgebruikers die behoren tot de « prioritaire niches » bedoeld in artikel 24*ter*, § 1, tweede lid, 1° tot 4° en 6°, van de ordonnantie van 19 juli 2001, met het oog op een geleidelijke uitrol van slimme elektriciteitsmeters, is het redelijk verantwoord de gebruikers te beogen wier elektriciteitsverbruik aanzienlijk is, diegenen die beschikken over een elektrisch voertuig, diegenen die op het net een zekere hoeveelheid elektriciteit injecteren die zij produceren of die hun flexibiliteit op het net aanbieden.

Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding en uit de memorie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kunnen in eerste instantie die gebruikers voordelen halen, in termen van rationeel energiegebruik, uit een precieze kennis van hun elektriciteitsverbruik of -productie, die wordt beschouwd als een eerste stap in de richting van een betere beheersing en een vermindering van het elektriciteitsverbruik. De Brusselse ordonnantiegever vermocht dus te

vermoeden dat er een grotere acceptatiegraad zou zijn van de nieuwe technologie van de slimme meters bij die gebruikers. Bovendien is het redelijk te denken dat de aanvaarding van de slimme elektriciteitsmeters door die eerste gebruikers andere gebruikers ertoe kan aanzetten zich ook uit te rusten met een slimme elektriciteitsmeter. Bovendien gaat het om de netgebruikers die een aanzienlijke invloed hebben op de elektriciteitsstromen van het net wegens hun verbruik of hun productie, zodat het voor de distributienetbeheerders voordelig is die stromen te kennen met oog op de verwezenlijking van hun wettelijke opdracht van netbeheer.

B.20.3.4. De geleidelijke uitrol van slimme elektriciteitsmeters zal overigens alleen gebeuren bij de netgebruikers die behoren tot de « prioritaire niches » bedoeld in artikel 24^{ter}, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en die zijn geïdentificeerd in het vijfjarig investeringsplan van de distributienetbeheerder, plan dat onderworpen is aan het toezicht en de controle van BRUGEL, en aan de goedkeuring van de Regering, volgens de procedure die is geregeld bij artikel 12, § 3, van dezelfde ordonnantie.

Zoals wordt aangegeven in de parlementaire voorbereiding vermeld in B.19.2.2 zijn de eerste netgebruikers voor wie slimme elektriciteitsmeters geleidelijk zullen worden uitgerold, reeds geïdentificeerd en behoren zij tot de « niches » vastgesteld bij artikel 24^{ter}, § 1, van de ordonnantie van 19 juli 2001.

In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, valt de geleidelijke uitrol van de slimme elektriciteitsmeters dus niet onder de discretionaire beoordeling van de netbeheerder.

B.20.4. De machtiging die is verleend aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om in voorkomend geval nieuwe categorieën vast te stellen voor de geleidelijke uitrol van slimme meters, zoals die is bepaald in artikel 24^{ter}, § 1, derde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en in artikel 18^{ter}, § 1, derde lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, is, zoals is vermeld in B.19.2.3, verantwoord door de wil om de uitrol van slimme meters te laten evolueren volgens de energetische situatie in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en zij gaat gepaard met talrijke waarborgen.

Aldus kan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering eventuele nieuwe categorieën van gebruikers pas vaststellen na een specifiek en transversaal onderzoek van BRUGEL waarmee de economische, ecologische en sociale geschiktheid van de ontwikkeling van slimme meters wordt aangetoond voor de categorieën van gebruikers die reeds worden beoogd door de uitrol van de meters, alsook voor elke nieuwe categorie van eventuele begunstigen. Vervolgens is dat onderzoek onderworpen aan een openbare raadpleging. Ten slotte kunnen nieuwe categorieën pas worden bepaald na een debat in het Parlement.

B.21. Noch de keuze van de verplichte of prioritaire niches voor de uitrol van slimme meters, noch de aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verleende machtiging roepen onevenredige gevolgen in het leven.

De netgebruikers die niet worden beoogd door de prioritaire uitrol van slimme meters kunnen steeds om de plaatsing van een dergelijke meter verzoeken. Voor de netgebruikers die de plaatsing van een slimme meter opgelegd krijgen of die prioritair worden beoogd door de geleidelijke uitrol van de meters, heeft de Brusselse ordonnantiegever voorzien in mogelijkheden om af te wijken van de uitrol van die meters, wanneer dat technisch onmogelijk is, wanneer er geen redelijke en evenredige verhouding bestaat gelet op de potentiële energiebesparingen.

De uitvoering van het vijfjarig investeringsplan, waarin met name de staat van de slimme elektriciteitsmeters en de voor de eventuele uitrol van die meters geïdentificeerde « prioritaire niches » worden gedefinieerd, maakt het voorwerp uit van een toezicht en een evaluatie door BRUGEL (artikel 12, § 3, zesde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001).

B.22. Bijgevolg is de geleidelijke uitrol van slimme elektriciteitsmeters, zoals geregeld bij het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018 en de geleidelijke uitrol van slimme gasmeters, zoals geprogrammeerd bij het bestreden artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, niet zonder redelijke verantwoording.

B.23. Het eerste onderdeel van het eerste middel is niet gegrond.

Tweede onderdeel

B.24. De verzoekende partijen betogen dat artikel 24^{ter}, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018, en artikel 18^{ter}, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, ingevoegd bij het bestreden artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, de in het middel beoogde bepalingen schenden, doordat ze de netgebruiker verbieden zich te verzetten tegen de plaatsing van een slimme meter en de weghaling ervan te vragen, waarbij hij anders zijn recht op toegang tot het net niet kan uitoefenen.

B.25. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« Krachtens het nieuwe artikel 24^{ter}, § 2 en het nieuwe art. 18^{ter}, § 2 kan een eindafnemer de plaatsing van een slimme meter niet weigeren en evenmin vragen deze weg te halen. Deze bepaling heeft tot doel de progressieve invoering van slimme meters niet te belemmeren » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/1, p. 21).

B.26. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt dat ieder het recht heeft om een menswaardig leven te leiden. Daartoe waarborgen de onderscheiden wetgevers, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt niet wat die rechten, waarvan enkel het beginsel wordt uitgedrukt, impliceren, waarbij elke wetgever ermee is belast die rechten te waarborgen, overeenkomstig het tweede lid van dat artikel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten.

Artikel 23 van de Grondwet bevat een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat wordt geboden door de van toepassing zijnde wetgeving, in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.27. In de veronderstelling dat de bestreden bepaling afbreuk doet aan een van de bij artikel 23 van de Grondwet gewaarborgde grondrechten, recht dat niet door de verzoekende partijen in hun verzoekschriften is gespecificeerd, en zonder dat het noodzakelijk is te onderzoeken of die eventuele aantasting een aanzienlijke achteruitgang veroorzaakt in de door een dergelijk recht geboden bescherming, bestaan in elk geval motieven van algemeen belang die die achteruitgang verantwoorden.

Door de uitrol van slimme meters in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest te regelen, heeft de Brusselse ordonnantiegever immers rekening moeten houden met de op Europees niveau vastgestelde doelstelling die erin bestaat een uitgebreide uitrol van slimme meters te organiseren met het oog op energie-efficiëntie, met inachtneming van een evenwicht tussen kosten en baten van die uitrol voor de gemeenschap, zoals is vermeld in B.18. Om die doelstelling te bereiken, is het niet zonder redelijke verantwoording te bepalen dat de netgebruiker zich niet kan verzetten tegen de plaatsing van een slimme meter, noch de weghaling ervan mag vragen om een andere reden dan die welke verband houdt met de elektrogevoeligheid.

B.28. Artikel 24^{ter}, § 2, laatste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018, bepaalt :

« Na een onafhankelijk en vergelijkend onderzoek dat ertoe strekt een objectieve diagnose te stellen van de elektrogevoeligheid en de impact ervan op de volksgezondheid in het Brussels Gewest te bepalen en dat binnen drie jaar na de inwerkingtreding van de ordonnantie wordt uitgevoerd door een comité van deskundigen, stelt de Regering, in voorkomend geval, de gevallen en regels vast volgens welke de distributienetbeheerder alternatieve technologische oplossingen in de woningen aanbiedt aan eenieder die beweert elektrogevoelig te zijn en daartoe een aanvraag indient ».

Die bepaling is het onderwerp van het derde middel en wordt hierna verder onderzocht.

Wat betreft het tweede middel

B.29. De verzoekende partijen leiden een tweede middel af uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, van de artikelen 2, 3, lid 2, en 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, van de artikelen 7 en 8 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, van de artikelen 5, 6 en 13 van de Richtlijn 2002/58/EU van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2002 « betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de sector elektronische communicatie (Richtlijn betreffende privacy en elektronische communicatie) » en van de artikelen 5, 6, 7, 17, 18, 21, 22 en 32 van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 « betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) » (hierna : de AVG).

B.30.1. Uit het verzoekschrift blijkt dat het middel is gericht tegen artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018, in zoverre het een artikel 24^{ter}, § 4, invoegt in de ordonnantie van 19 juli 2001 en tegen artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, in zoverre het een artikel 18^{ter}, § 4, invoegt in de ordonnantie van 1 april 2004.

B.30.2. De verzoekende partijen zetten niet uiteen in welke zin het recht op eerbiediging van het privéleven zoals gewaarborgd bij artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en de artikelen 7 en 8 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, dat het recht omvat op de bescherming van persoonsgegevens, zou zijn geschonden op een andere wijze dan door een schending van de artikelen 5, 6 en 17 van de AVG.

B.30.3. Het Hof beperkt zijn toetsing van de bestreden bepalingen derhalve tot artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 5, 6 en 17 van de AVG.

Eerste onderdeel

B.31. De verzoekende partijen houden voor dat de bestreden bepalingen de distributienetbeheerder in staat stellen informatie te verwerken die afkomstig is van de slimme meters om zijn « wettelijke of reglementaire opdrachten » uit te voeren, terwijl de AVG in de mogelijkheid voorziet om die informatie op rechtmatige wijze te gebruiken uitsluitend om de inachtneming van een « wettelijke verplichting » te verzekeren. Het begrip « wettelijke verplichting » dat wordt gebruikt in de verordening zou minder ruim zijn dan dat van « wettelijke of reglementaire opdrachten » dat wordt gebruikt in de ordonnantie van 23 juli 2018.

B.32.1.1. Zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018 bepaalt artikel 24^{ter}, § 4, van de ordonnantie van 19 juli 2001 :

« De netbeheerder is, alleen of samen met één of meerdere uitbatingsbedrijven volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd krachtens het technisch reglement, verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens afkomstig van de slimme meters. In die hoedanigheid waakt hij erover dat de slimme meters conform de toepasselijke technische normen zijn, hij waakt eveneens over de veiligheid van het slimme net en de mededeling van gegevens, de waarborg op de bescherming van de privacy van de netgebruikers, met name bij de verwerking van persoonsgegevens.

De slimme meters en netten moeten zo ontworpen worden dat toevallige of ongeoorloofde vernietiging, toevallig verlies, verspreiding, bekendmaking, toegang tot en wijziging van persoonsgegevens vermeden wordt, vanaf het ontwerp.

De distributienetbeheerder kan de informatie beschikbaar op een slimme meter enkel verwerken om zijn wettelijke of reglementaire opdrachten uit te voeren, met name voor de ontwikkeling van het distributienet en voor de opsporing van en facturatie aan elektriciteitsverbruikers die geen factuur krijgen van een leverancier.

Enkel gepaste en relevante persoonsgegevens die beperkt zijn tot het strikt noodzakelijke met de in deze ordonnantie toegelaten doeleinden mogen ingezameld en verwerkt worden, voor de doeleinden waarvoor ze ingezameld werden. De Regering maakt een lijst op met deze primaire of afgeleide gegevens.

Persoonlijke gegevens mogen niet langer worden bewaard dan noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor ze werden verzameld. In ieder geval mag deze termijn niet langer duren dan tien jaar.

De persoonsgegevens worden anoniem gemaakt zodra hun individualisering niet meer noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor deze werden verzameld.

Zijn verboden, alle verwerkingen van persoonlijke meetgegevens voor de volgende doeleinden :

1° de handel in persoonlijke meetgegevens;

2° de handel in energie-informatie of -profielen die statistisch opgesteld werden op basis van persoonlijke meetgegevens, die periodiek opgenomen worden door de netbeheerder en waaruit het consumptiegedrag van de eindafnemer afgeleid kan worden;

3° het opstellen van ' zwarte lijsten ' van eindafnemers door de automatische verwerking van nominatieve informatie betreffende fraudeurs en slechte betalers ».

B.32.1.2. Zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018 bepaalt artikel 18^{ter}, § 4, van de ordonnantie van 1 april 2004 :

« De netbeheerder is, alleen of samen met één of meerdere uitbatingsbedrijven volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd krachtens het technisch reglement, verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens afgeleverd door de slimme meters. In die hoedanigheid waakt hij erover dat de slimme meters conform de toepasselijke technische normen zijn, hij waakt eveneens over de veiligheid van het slimme net en van de mededeling van gegevens, de waarborg op de bescherming van de privacy van de netgebruikers, met name bij de verwerking van persoonsgegevens.

De slimme meters en netten moeten zo ontworpen worden dat toevallige of ongeoorloofde vernietiging, toevallig verlies, verspreiding, bekendmaking, toegang tot en wijziging van persoonsgegevens vermeden wordt, vanaf het ontwerp.

De netbeheerder kan de informatie beschikbaar op een slimme meter enkel verwerken om zijn wettelijke of reglementaire opdrachten uit te voeren, met name voor de ontwikkeling van het distributienet en voor de opsporing van en facturatie aan elektriciteitsverbruikers die geen factuur krijgen van een leverancier.

Enkel gepaste en relevante persoonsgegevens die niet buitensporig zijn en beperkt tot het strikt noodzakelijke met het oog op de in deze ordonnantie toegelaten doeleinden mogen ingezameld en verwerkt worden voor de doelstelling waarvoor ze ingezameld werden. De Regering stelt een lijst vast met die primaire of afgeleide gegevens.

Persoonlijke gegevens mogen niet langer worden bewaard dan noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor ze werden verzameld. In ieder geval mag deze termijn niet langer duren dan vijf jaar.

De persoonsgegevens worden anoniem gemaakt zodra hun individualisering niet meer noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor deze werden verzameld.

Zijn verboden : alle verwerkingen van persoonlijke meetgegevens voor de volgende doeleinden :

- 1° de handel in persoonlijke meetgegevens;
- 2° de handel in energie-informatie of -profielen die statistisch opgesteld werden op basis van persoonlijke meetgegevens, die periodiek opgenomen worden door de netbeheerder en waaruit het consumptiegedrag van de eindafnemer afgeleid kan worden;
- 3° het opstellen van ' zwarte lijsten ' van eindafnemers door de automatische verwerking van nominatieve informatie betreffende fraudeurs en slechte betalers ».

B.32.2.1. Ten aanzien van het juridisch kader voor de installatie van slimme meters en de bescherming van persoonsgegevens afkomstig van die meters, wordt in de memorie van toelichting aangegeven :

« De opdrachten en verplichtingen van de distributienetbeheerders worden eveneens uiteengezet. Aangezien slimme meters toelaten meer metergegevens in te zamelen dan elektromechanische meters, wordt er daarnaast ook een nauw afgebakend kader opgesteld voor de bescherming, het beheer, het gebruik en de bewaring van deze gegevens. Bepaalde doeleinden - met name commerciële doeleinden of het aanleggen van bestanden - van de verwerking van persoonlijke meetgegevens worden eveneens uitgesloten. Tenslotte worden de informatievoorwaarden vastgelegd die de distributienetbeheerder moet naleven jegens de eindafnemer » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/1, pp. 6-7).

B.32.2.2. Er wordt eveneens gepreciseerd :

« [De] nieuwe artikelen 24^{ter} en 18^{ter} waarborgen vast om het recht op respect voor de privacy van iedere eindafnemer te garanderen, overeenkomstig de aanbevelingen van de Privacycommissie - (aanbeveling 04/2011). Deze waarborgen doen geen afbreuk aan de maatregelen die genomen moeten worden op basis van de regelgeving betreffende de bescherming van persoonsgegevens.

[...]

Slimme meters en netten laten echter toe meer metergegevens in te zamelen dan de klassieke elektromechanische meters, die, als ze betrekking hebben op natuurlijke personen, persoonsgegevens vormen in de zin van de privacywetgeving :

- de verbruiksstanden die toelaten het energieverbruik te berekenen;
- de gegevens die de kwaliteit van de aan de netgebruiker verstrekte elektriciteitstoevoer meten ; en
- de belastingscurve, bestaande uit de opmeting op gezette tijdstippen van het energieverbruik van de netgebruiker.

Zonder gedetailleerde informatie te verstrekken over het gebruik en de toestellen van de consumenten, laten slimme meters en netten dus wel toe meer persoonsgegevens van gevoelige aard te verwerken.

Als deze verwerking gebeurt door de distributienetbeheerder alleen of samen met zijn exploitatiefilialen, volgens de voorwaarden vastgelegd in het technisch reglement, om zijn opdrachten van algemeen belang uit te voeren, berust de verwerking op een legitieme verwerking in de zin van artikel 5, b), c) en e), van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Als deze verwerking gebeurt door een derde, moet ze berusten op de uitdrukkelijke instemming van de eindafnemer, overeenkomstig artikel 5, a), van de wet van 8 december 1992. De gangbare praktijk die erin bestaat ' in te stemmen ' via een clause in de algemene voorwaarden kan niet langer als geldig worden weerhouden.

Bij de activering van de intelligente meter informeert de distributienetbeheerder, enerzijds, de betrokken netgebruiker, door middel van een brochure over de mogelijkheden en gevolgen van de slimme meter en, anderzijds, stuurt hij een in te vullen formulier waarin het akkoord of het verzet van de gebruiker in verband met de communicatiefuncties van de meter staat. Het akkoord van de gebruiker wordt geacht verworven te zijn bij afwezigheid van communicatie van zijn verzet binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van dit formulier.

Rekening houdend met de noodzaak om onverwijd een juridisch kader te creëren voor de invoering van slimme meters op het Brussels grondgebied, tenminste voor elektriciteit, onder meer om een anarchistische ontwikkeling ervan te vermijden, en met de verplichting om deze meters in te voeren met respect voor de privacy, leek het verkieslijk deze invoering vanaf het begin gepaard te laten gaan met maatregelen die toelaten de bescherming van de persoonsgegevens van natuurlijke personen te waarborgen. Gelet op het feit dat het rationeel gebruik van energie en de elektriciteitsdistributie onder de bevoegdheden van de gewesten vallen, legt de Brusselse wetgever normen op die van toepassing zijn op slimme meters, waarvan sommige toelaten het respect voor de privacy te garanderen.

De bepalingen van deze ordonnantie moeten zich schikken naar de minimumvereisten van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Ze leggen de verantwoordelijke voor de verwerking vast, evenals de toegelaten en niet-toegelaten doeleinden en de duur van bewaring van de toegelaten gegevens.

Deze bepalingen steunen trouwens op reeds bestaande standaarden van lidstaten van de Europese Unie of standaarden erkend door de industrie en op de volgende aanbevelingen :

- de aanbeveling van de Europese Commissie van 9 maart 2012 inzake de voorbereiding van de uitrol van slimme metersystemen en meer bepaald titel III : ' Gemeenschappelijke minimale functionele eisen voor slimme metersystemen voor elektriciteit ' ;
- het advies van de Europese controleur voor gegevensbescherming over de aanbeveling van de Europese Commissie inzake de voorbereiding van de uitrol van slimme metersystemen;
- de adviezen van de werkgroep voor de bescherming van personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens ingevoerd door artikel 29 van Richtlijn 95/46/EG;
- de aanbeveling van de Europese Commissie van 10 oktober 2014 betreffende het impactanalysemodel voor de gegevensbescherming van slimme netten en slimme metersystemen; en
- aanbeveling nr. 04/2011 van de Privacycommissie over de na te leven beginselen bij slimme netten en slimme meters.

Overeenkomstig advies nr. 12/2011 van de werkgroep voor de bescherming van personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens ingevoerd door artikel 29 van Richtlijn 95/46/EG, moet de beveiliging van heel het slim net gegarandeerd worden door de distributienetbeheerder. Dit is het doel van de nieuwe artikelen 24^{ter}, § 4, en 18^{ter}, § 4, die aan de DNB [distributienetbeheerder] de taak toevertrouwen te waken over de conformiteit van de slimme meters met de toepasselijke technische normen en over de veiligheid van het slimme net.

Om zich te schikken naar titel I van de aanbeveling van de Europese Commissie van 9 maart 2012 betreffende ' Gegevensbescherming en -beveiliging ' en naar aanbeveling nr. 04/2011 van de Privacycommissie over de na te leven beginselen bij slimme netten en slimme meters, preciseren de nieuwe artikelen 24^{ter} en 18^{ter} daarnaast de modaliteiten voor de beveiliging en de beperking van de instelling van de slimme meters, om de bescherming van gegevens te garanderen.

Slimme meters moeten beschermd worden door de meest strikte meetnormen inzake veiligheid, om indringing of manipulatie van gegevens te vermijden, met name de essentiële vereisten voor de veiligheid van de informatie in het slim net. De relevante richtlijnen gepubliceerd door het Europees Agentschap voor netwerk- en informatiebeveiliging (ENISA) zouden eveneens mee in overweging genomen moeten worden, evenals de ' referentiemaatregelen voor de beveiliging van elke verwerking van persoonsgegevens ' beschikbaar op de website van de Privacycommissie.

Er moeten technische maatregelen in de slimme meters ingevoerd worden om de inzameling van meetgegevens met een frequentie van minder dan 15 minuten onmogelijk te maken.

Artikelen 53 en 83 van dit ontwerp van ordonnantie leggen de inconformiteitstelling op van de slimme meters die werden geïnstalleerd voor de inwerkingtreding van de maatregel, met de nieuwe bepalingen ter zake » (*ibid.*, pp. 21-23).

B.33. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de Brusselse ordonnantiegever, met de aanneming van de bestreden bepalingen, een juridisch kader heeft willen uitwerken om de door de slimme meters verwerkte persoonsgegevens te beschermen, met inachtneming van de reglementering inzake de bescherming van de persoonsgegevens, met inbegrip van de AVG.

Artikel 32^{undecies} van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij artikel 52 van de ordonnantie van 23 juli 2018, en artikel 27^{quinquies} van de ordonnantie van 1 april 2004, ingevoegd bij artikel 86 van de ordonnantie van 23 juli 2018, bepalen overigens :

« Alle vormen van verwerking van persoonsgegevens die plaatsvinden in uitvoering van deze ordonnantie moeten in overeenstemming zijn met de toepasselijke reglementering met betrekking tot de bescherming van persoonsgegevens ».

B.34.1. De AVG is van toepassing op de geheel of gedeeltelijk geautomatiseerde verwerking, alsmede op de verwerking van persoonsgegevens die in een bestand zijn opgenomen of die bestemd zijn om daarin te worden opgenomen (artikel 2, lid 1, van de genoemde verordening).

Met « verwerking » van gegevens wordt bedoeld : « een bewerking of een geheel van bewerkingen met betrekking tot persoonsgegevens van een geheel van persoonsgegevens, al dan niet uitgevoerd via geautomatiseerde procedés, zoals het verzamelen, vastleggen, ordenen, structureren, opslaan, bijwerken of wijzigen, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door middel van doorzending, verspreiden of op andere wijze ter beschikking stellen, aligneren of combineren, afschermen, wissen of vernietigen van gegevens » (artikel 4, 2), van de AVG).

« Persoonsgegevens » zijn « alle informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon (' de betrokkene '); als identificeerbaar wordt beschouwd een natuurlijke persoon die direct of indirect kan worden geïdentificeerd, met name aan de hand van een identificator zoals een naam, een identificatienummer, locatiegegevens, een online identificator of van een of meer elementen die kenmerkend zijn voor de fysieke, fysiologische, genetische, psychische, economische, culturele of sociale identiteit van die natuurlijke persoon » (artikel 4, 1), van de AVG).

B.34.2. Artikel 5 van de AVG legt de beginselen vast die van toepassing zijn op de verwerking van persoonsgegevens.

Persoonsgegevens moeten worden verwerkt op een wijze die ten aanzien van de betrokkene rechtmatig, behoorlijk en transparant is (artikel 5, lid 1, a), van de AVG). Zij moeten ook voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden worden verzameld en mogen vervolgens niet verder op een met die doeleinden onverenigbare wijze worden verwerkt (artikel 5, lid 1, b), van de AVG).

B.34.3. De vereiste van rechtmatigheid van de gegevensverwerking, vermeld in artikel 5, lid 1, a), van de AVG wordt omschreven in artikel 6 van dezelfde verordening. Artikel 6, lid 1, bepaalt :

« De verwerking is alleen rechtmatig indien en voor zover aan ten minste een van de onderstaande voorwaarden is voldaan :

a) de betrokkene heeft toestemming gegeven voor de verwerking van zijn persoonsgegevens voor een of meer specifieke doeleinden;

b) de verwerking is noodzakelijk voor de uitvoering van een overeenkomst waarbij de betrokkene partij is, of om op verzoek van de betrokkene vóór de sluiting van een overeenkomst maatregelen te nemen;

c) de verwerking is noodzakelijk om te voldoen aan een wettelijke verplichting die op de verwerkingsverantwoordelijke rust;

d) de verwerking is noodzakelijk om de vitale belangen van de betrokkene of van een andere natuurlijke persoon te beschermen;

e) de verwerking is noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang of van een taak in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is opgedragen;

f) de verwerking is noodzakelijk voor de behartiging van de gerechtvaardigde belangen van de verwerkingsverantwoordelijke of van een derde, behalve wanneer de belangen of de grondrechten en de fundamentele vrijheden van de betrokkene die tot bescherming van persoonsgegevens nopen, zwaarder wegen dan die belangen, met name wanneer de betrokkene een kind is.

De eerste alinea, punt f), geldt niet voor de verwerking door overheidsinstanties in het kader van de uitoefening van hun taken ».

B.35. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen betogen, staan artikel 24^{ter}, § 4, derde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en artikel 18^{ter}, § 4, derde lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, in zoverre zij de distributienetbeheerder toestaan informatie te verwerken van slimme elektriciteitsmeters uitsluitend om zijn « wettelijke of reglementaire opdrachten » uit te voeren, de distributienetbeheerder niet toe persoonsgegevens te verwerken buiten de limitatief opgesomde gevallen van artikel 6 van de AVG. Krachtens artikel 6, lid 1, c), van de AVG is de verwerking van persoonsgegevens immers rechtmatig indien ze noodzakelijk is om te voldoen aan een « wettelijke verplichting ». Die verwijzing « voldoen aan een wettelijke verplichting » betekent niet dat die verplichting noodzakelijkerwijze moet vervat zijn in een « wet » in de formele betekenis van het woord, aangezien de verwijzing

zich in een Europese norm bevindt. De verwijzing naar een « wettelijke verplichting » beperkt zich aldus ertoe te verwijzen naar elke verplichting die voortvloeit uit een norm van de rechtsorde van de Unie of van de lidstaat, zoals wordt bevestigd in artikel 6, lid 3, van de AVG, dat bepaalt dat « de rechtsgrond voor de in lid 1, punten c) en e), bedoelde verwerking moet worden vastgesteld bij: a) het Unierecht; of b) lidstatelijk recht dat op de verwerkingsverantwoordelijke van toepassing is ».

Het feit dat de netbeheerder, overeenkomstig het voormelde artikel 24ter, § 4, derde lid, en het voormelde artikel 18ter, § 4, derde lid, persoonsgegevens kan verwerken om zijn wettelijke of reglementaire opdrachten uit te voeren, brengt bijgevolg geen schending teweeg van artikel 6, lid 1, c), van de AVG.

Tweede onderdeel

B.36. De verzoekende partijen zijn van mening dat de aan de distributienetbeheerder gegeven mogelijkheid om persoonsgegevens afkomstig van slimme meters langer te bewaren dan de bewaartermijn van maximum vijf jaar, bedoeld in artikel 24ter, § 4, vijfde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001, en in artikel 18ter, § 4, vijfde lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, het recht op de gegevenswissing erkend in artikel 17 van de AVG onwerkzaam maakt. De verzoekende partijen begrijpen overigens niet waarom de voormelde artikelen 24ter, § 4, vijfde lid, en 18ter, § 4, vijfde lid, voorzien in twee verschillende termijnen, namelijk respectievelijk tien en vijf jaar maximum.

B.37. Artikel 24ter, § 4, vijfde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en artikel 18ter, § 4, vijfde lid, van de ordonnantie van 1 april 2004 regelen de bewaring van de persoonsgegevens door de distributienetbeheerder. Krachtens die bepaling mogen de persoonsgegevens afkomstig van de elektriciteitsmeters niet langer worden bewaard dan « noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor ze werden verzameld ». In elk geval kan die termijn niet langer duren dan tien jaar voor de gegevens afkomstig van slimme elektriciteitsmeters (voormeld artikel 24ter, § 4, vijfde lid), en niet meer dan vijf jaar voor de gegevens afkomstig van slimme gasmeters (voormeld artikel 18ter, § 4, vijfde lid).

B.38.1. Daar artikel 18ter, § 4, vijfde lid, van de ordonnantie van 1 april 2004 bepaalt dat de bewaartermijn wat betreft de gegevens afkomstig van de slimme gasmeters in elk geval niet meer mag bedragen dan vijf jaar, is de kritiek van de verzoekende partijen op een verkeerd uitgangspunt gebaseerd in zoverre die laatste een overschrijding van de termijn van vijf jaar aanvoeren.

B.38.2. Voor het overige kan het gegeven dat is voorzien in twee verschillende bewaartermijnen wat betreft de gegevens voor respectievelijk de slimme elektriciteitsmeters en de slimme gasmeters de bepalingen die in het kader van dat middel worden aangevoerd, niet schenden.

B.38.3. Het Hof moet derhalve alleen nagaan of artikel 24ter, § 4, vijfde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001, in zoverre het de bewaartermijn vaststelt van de persoonsgegevens afkomstig van een slimme elektriciteitsmeter, bestaanbaar is met de in het middel aangevoerde bepalingen.

B.39.1. Artikel 5, lid 1, e), van de AVG legt het beginsel van een beperking in de tijd met betrekking tot de bewaring van de persoonsgegevens vast, meer bepaald niet langer dan noodzakelijk is in het licht van de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt.

Artikel 17, lid 1, a), van de AVG, dat dezelfde idee vertolkt, legt het recht vast voor de betrokken persoon om de wissing van hem betreffende persoonsgegevens te verkrijgen, alsook de daarmee samenhangende verplichting voor de verwerkingsverantwoordelijke om die gegevens zonder onredelijke vertraging te wissen wanneer zij niet langer nodig zijn voor de doeleinden waarvoor zij zijn verzameld of anderszins verwerkt.

De mogelijkheid voor de betrokken persoon om te verkrijgen dat zijn gegevens worden gewist, doet zich dus in principe voor nadat de termijn is verlopen die nodig is voor het verwezenlijken van de doeleinden van de verzameling of de verwerking.

B.39.2. Door de distributienetbeheerder toe te staan persoonsgegevens afkomstig van slimme elektriciteitsmeters langer te bewaren dan vijf jaar op voorwaarde dat zulks nodig is voor het verwezenlijken van de doeleinden waarvoor zij zijn verzameld, maar met een maximumtermijn van tien jaar, ligt artikel 24ter, § 4, vijfde lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 in het verlengde van zowel artikel 5, lid 1, e), als artikel 17, lid 1, a), van de AVG.

De bewaartermijn van de persoonsgegevens is immers strikt beperkt tot de tijd die nodig is voor het verwezenlijken van de doeleinden waarvoor zij zijn verzameld, hetgeen overeenstemt met de vereiste van artikel 5, lid 1, e), van de AVG. Na die termijn kan de netbeheerder die gegevens niet meer bewaren en kan de betrokkene verkrijgen dat die persoonsgegevens met betrekking tot zijn persoon worden gewist, overeenkomstig artikel 17, lid 1, a), van dezelfde verordening. Bovendien voorziet de bestreden bepaling in een absolute maximumtermijn van tien jaar.

Daar de bewaartermijn van de persoonsgegevens strikt beperkt is tot de tijd die nodig is voor het verwezenlijken van de doeleinden waarvoor zij werden verzameld, kan het recht op de wissing aldus niet worden uitgeoefend gedurende die termijn die strikt beperkt is tot het verwezenlijken van die doeleinden zonder dat zulks een schending inhoudt van artikel 5, lid 1, e), noch van artikel 17, lid 1, van de AVG.

Derde onderdeel

B.40. De verzoekende partijen voeren aan dat het begrip « uitbatingsbedrijf » in artikel 24ter, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001, en in artikel 18ter, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004 vaag is en onbestaanbaar is met de AVG.

B.41.1. Artikel 24ter, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en artikel 18ter, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004 bepalen :

« De netbeheerder is, alleen of samen met één of meerdere uitbatingsbedrijven volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd krachtens het technisch reglement, verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens afkomstig van de slimme meters. In die hoedanigheid waakt hij erover dat de slimme meters conform de toepasselijke technische normen zijn, hij waakt eveneens over de veiligheid van het slimme net en de mededeling van gegevens, de waarborg op de bescherming van de privacy van de netgebruikers, met name bij de verwerking van persoonsgegevens ».

Die bepaling definieert de verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens afkomstig van de slimme meters als de distributienetbeheerder, alleen of samen met een of meer « uitbatingsbedrijven », volgens de regeling die is vastgelegd krachtens het technisch reglement.

De technische reglementen worden aangenomen, na goedkeuring van BRUGEL, volgens de procedure die respectievelijk is vastgesteld bij artikel 9ter van de ordonnantie van 19 juli 2001 en bij artikel 9 van de ordonnantie van 1 april 2004. De technische reglementen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van BRUGEL en van de netbeheerder.

B.41.2. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« Als deze verwerking gebeurt door de distributienetbeheerder alleen of samen met zijn exploitatiefilialen, volgens de voorwaarden vastgelegd in het technisch reglement, om zijn opdrachten van algemeen belang uit te voeren, berust de verwerking op een legitieme verwerking in de zin van artikel 5, b), c) en e), van de wet van 8 december 1992 tot

bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Als deze verwerking gebeurt door een derde, moet ze berusten op de uitdrukkelijke instemming van de eindafnemer, overeenkomstig artikel 5, a), van de wet van 8 december 1992. De gangbare praktijk die erin bestaat 'in te stemmen' via een clausule in de algemene voorwaarden kan niet langer als geldig worden weerhouden » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/1, pp. 21-22).

B.42.1. Artikel 4, 7), van de AVG definieert het begrip « verantwoordelijke voor de verwerking » als volgt :

« een natuurlijke persoon of rechtspersoon, een overheidsinstantie, een dienst of een ander orgaan die/dat, alleen of samen met anderen, het doel van en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens vaststelt; wanneer de doelstellingen van en de middelen voor deze verwerking in het Unierecht of het lidstatelijke recht worden vastgesteld, kan daarin worden bepaald wie de verwerkingsverantwoordelijke is of volgens welke criteria deze wordt aangewezen ».

B.42.2. Artikel 4, 8), van de AVG definieert het begrip « onderaannemer » als volgt :

« Een natuurlijke persoon of rechtspersoon, een overheidsinstantie, een dienst of een ander orgaan die/dat ten behoeve van de verwerkingsverantwoordelijke persoonsgegevens verwerkt ».

B.42.3. Artikel 26, met als titel « Gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken », van de AVG bepaalt :

« 1. Wanneer twee of meer verwerkingsverantwoordelijken gezamenlijk de doeleinden en middelen van de verwerking bepalen, zijn zij gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken. Zij stellen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden voor de nakoming van de verplichtingen uit hoofde van deze verordening vast, met name met betrekking tot de uitoefening van de rechten van de betrokkene en hun respectieve verplichtingen om de in de artikelen 13 en 14 bedoelde informatie te verstrekken, door middel van een onderlinge regeling, tenzij en voor zover de respectieve verantwoordelijkheden van de verwerkingsverantwoordelijken zijn vastgesteld bij een Unierechtelijke of lidstaatrechtelijke bepaling die op de verwerkingsverantwoordelijken van toepassing is. In de regeling kan een contactpunt voor betrokkenen worden aangewezen.

2. Uit de in lid 1 bedoelde regeling blijkt duidelijk welke rol de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken respectievelijk vervullen, en wat hun respectieve verhouding met de betrokkenen is. De wezenlijke inhoud van de regeling wordt aan de betrokkene beschikbaar gesteld.

3. Ongeacht de voorwaarden van de in lid 1 bedoelde regeling, kan de betrokkene zijn rechten uit hoofde van deze verordening met betrekking tot en jegens iedere verwerkingsverantwoordelijke uitoefenen ».

B.43.1. Het begrip « uitbatingsbedrijf » in de tekst van de bestreden bepalingen is niet nieuw, maar verwijst naar een begrip dat reeds vóór de aanneming van de ordonnantie van 23 juli 2018 bestond in de ordonnanties van 19 juli 2001 en van 1 april 2004, en dat toelaat de draagwijdte van de bestreden bepalingen te verduidelijken.

Aldus bepalen artikel 9, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en artikel 7, § 2, van de ordonnantie van 1 april 2004 dat de distributienetbeheerder « de dagelijkse uitbating van zijn activiteiten geheel of gedeeltelijk [kan] toevertrouwen aan één of meer uitbatingsbedrijven », onder de voorwaarden die in die artikelen worden gedefinieerd.

Artikel 9, § 3, van de ordonnantie van 19 juli 2001, hersteld bij artikel 6 van de ordonnantie van 23 juli 2018, evenals artikel 7, § 3, van de ordonnantie van 1 april 2004, hersteld bij artikel 57 van de ordonnantie van 23 juli 2018, bepaalt overigens :

« Als de opdrachten gedelegeerd werden aan uitbatingsbedrijven bedoeld in § 2, geeft de distributienetbeheerder aan Brugel toegang tot de rekeningen, facturen en het budget van deze bedrijven, binnen de grenzen van de controle die hij alleen of gezamenlijk met andere over hen uitoefent; Brugel mag hem alle noodzakelijke en relevante informatie vragen over de voorwaarden voor de uitbating of voor de uitvoering van de gedelegeerde verplichtingen en opdrachten ».

In de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 23 juli 2018 wordt, in verband met de ontworpen artikelen 6 en 57, uiteengezet :

« Deze artikelen hebben betrekking op de delegatie door de DNB van sommige van zijn verplichtingen en opdrachten aan een of meerdere derde bedrijven. De huidige ordonnanties laten een dergelijke delegatie reeds toe, mits de naleving van strikte voorwaarden, zoals het bestaan van daadwerkelijke controle van de DNB op de uitoefening van de gedelegeerde verplichtingen en opdrachten. Voor wat de openbaardienstverplichtingen betreft, leggen de huidige ordonnanties op dat de modaliteiten van de delegatie door de distributienetbeheerder goedgekeurd moeten worden door de Regering, na advies van Brugel.

Momenteel lijkt het nodig de waarborgen die de ordonnanties in geval van delegatie voorzien aan te passen aan de huidige evolutie van de Belgische energiemarkt.

Dit ontwerp van ordonnantie biedt Brugel de mogelijkheid controle uit te voeren op de uitoefening van de activiteiten die door de DNB aan een derde exploitatiemaatschappij werden gedelegeerd, die hij controleert of mee controleert, zoals de firma Atrias, binnen het kader waarvan de netbeheerders en de leveranciers samen de evoluties van de [*Message Implementation Guide*] vastleggen » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/1, pp. 11-12).

B.43.2. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat, wanneer de opdrachten van de distributienetbeheerder worden gedelegeerd aan een of meer uitbatingsbedrijven, die delegatie wordt gekoppeld aan meerdere strikte voorwaarden en de uitoefening van de gedelegeerde activiteiten wordt onderworpen aan de controle van BRUGEL.

B.43.3. Indien, te dezen, de distributienetbeheerder aan een of meer uitbatingsbedrijven activiteiten delegeert met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens afkomstig van slimme meters, dan zullen de voorwaarden waaronder de netbeheerder de verantwoordelijkheid zal uitoefenen voor de verwerking van de gegevens samen met die uitbatingsbedrijven, ongeacht of zij handelen als onderaannemer of als gezamenlijke verantwoordelijke in de zin van de bepalingen van de AVG aangehaald in B.42, moeten worden gedefinieerd in de technische reglementen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van BRUGEL en van de netbeheerder.

B.43.4. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, is het begrip « uitbatingsbedrijf » gebruikt in artikel 24^{ter}, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 en in artikel 18^{ter}, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, niet vaag, noch onverenigbaar met de AVG.

Het is duidelijk dat het begrip « uitbatingsbedrijf » gebruikt in de bestreden bepalingen, het bedrijf is dat, in voorkomend geval, een of meer activiteiten toevertrouwd krijgt met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens afkomstig van slimme meters, overeenkomstig artikel 9 van de ordonnantie van 19 juli 2001 of artikel 7 van de ordonnantie van 1 april 2004, vermeld in B.43.1. Zowel de distributienetbeheerder als die eventuele uitbatingsbedrijven [, ongeacht of zij handelen in de hoedanigheid van « onderaannemer » of « gezamenlijke verantwoordelijke » zullen enkel persoonsgegevens afkomstig van slimme meters kunnen verwerken om wettelijke of reglementaire opdrachten van de distributienetbeheerder uit te voeren, met inachtneming van de waarborgen vastgesteld bij de voormelde artikelen 24^{ter}, § 4, en 18^{ter}, § 4.

B.44. Uit wat voorafgaat, vloeit voort dat het tweede middel niet gegrond is.

Wat betreft het derde middel

B.45.1. De verzoekende partijen leiden een derde middel af uit de schending van artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet, van artikel 6, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, van artikel 35 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en van « het voorzorgsbeginsel en het *standstill*-beginsel ».

B.45.2. Aangezien de verzoekende partijen niet aantonen hoe artikel 6, lid 1, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en artikel 35 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie geschonden zouden zijn, in samenhang gelezen met artikel 23 van de Grondwet, beperkt het Hof zijn onderzoek tot de aangevoerde schending van artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet.

Eerste onderdeel

B.46. De verzoekende partijen voeren in essentie aan dat de uitrol van de slimme meters een aanzienlijke achteruitgang teweegbrengt in de bescherming van het recht op een gezond leefmilieu, in zoverre die meters elektromagnetische stralen uitzenden waarvan de onschadelijkheid voor de mens niet kan worden vermoed. De verzoekende partijen bekritisieren meer bepaald artikel 24^{ter}, § 2, laatste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018, dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ertoe machtigt « in voorkomend geval » te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden de distributienetbeheerder voorziet in « alternatieve technologische oplossingen » binnen de woning, voor iedere persoon die verklaart elektrogevoelig te zijn en die daarom verzoekt; die machtiging zou niet dwingend zijn en zou worden uitgeoefend volgens criteria die volkomen vaag blijven. De verzoekende partijen bekritisieren eveneens het feit dat artikel 18^{ter} van de ordonnantie van 1 april 2004, ingevoegd bij het bestreden artikel 67 van de ordonnantie van 23 juli 2018, geen enkele bepaling bevat met betrekking tot elektrogevoeligheid.

B.47. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

[...]

4^o het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu;

[...] ».

Artikel 23 van de Grondwet bevat een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat wordt geboden door de van toepassing zijnde wetgeving, in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.48.1. Artikel 24^{ter}, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 2001, ingevoegd bij het bestreden artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018, bepaalt :

« Voor de in art. 24^{ter}, § 1, omschreven niches, mag niemand de installatie of het onderhoud van een slimme meter weigeren. Eenmaal een meter geplaatst is, mag niemand vragen deze weg te halen.

[...]

Na een onafhankelijk en vergelijkend onderzoek dat ertoe strekt een objectieve diagnose te stellen van de elektrogevoeligheid en de impact ervan op de volksgezondheid in het Brussels Gewest te bepalen en dat binnen drie jaar na de inwerkingtreding van de ordonnantie wordt uitgevoerd door een comité van deskundigen, stelt de Regering, in voorkomend geval, de gevallen en regels vast volgens welke de distributienetbeheerder alternatieve technologische oplossingen in de woningen aanbiedt aan eenieder die beweert elektrogevoelig te zijn en daartoe een aanvraag indient ».

B.48.2.1. Het laatste lid van artikel 24^{ter}, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 2001 vloeit voort uit een amendement dat als volgt werd verantwoord :

« Overeenkomstig artikel 23 van de Grondwet, dat het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu bekrachtigt, moeten de overheden het probleem van de elektrogevoeligheid dringend aanpakken. In dat opzicht moet de regering, om meer inzicht in dat ziektebeeld te verwerven, een onafhankelijk en vergelijkend internationaal onderzoek laten uitvoeren dat ertoe strekt een objectieve diagnose te stellen van de elektrogevoeligheid en de impact ervan op de volksgezondheid in het Brussels Gewest te bepalen. Op dit ogenblik bestaan er immers nog geen cijfergegevens over België, maar op basis van de percentages die de WGO heeft verstrekt, kan men extrapoleren dat waarschijnlijk 1 tot 3 % van de bevolking van het Koninkrijk elektrogevoelig is, zijnde tussen 100.000 en 300.000 personen.

Rekening houdend met de bevindingen die het onafhankelijk onderzoek aan het licht zal brengen, zal de DNB, in voorkomend geval, moeten voorzien in de mogelijkheid om filters of andere technologische oplossingen te installeren die de verspreiding van de elektromagnetische velden voortgebracht door de slimme meters in de woningen, met uitsluiting van flatgebouwen, voorkomen voor eenieder die beweert elektrogevoelig te zijn. Rekening houdend met de elektrische technologieën die in die situaties worden gebruikt, kunnen de prosumers, de gebruikers van het distributienet die over een elektrisch voertuig beschikken, de afnemers die meer dan 6.000 kWh per jaar verbruiken en degenen die over een opslageenheid beschikken, geen aanspraak maken op die uitzondering » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2017-2018, A-664/2, p. 152).

B.48.2.2. De minister heeft eveneens gepreciseerd :

« Inzake de weerslag van de slimme meters op de gezondheid preciseert de spreker dat in dit geval sprake is van een emissiekracht die lager is dan 200 mW. Overigens is bekend dat enerzijds de internationale organisaties aanbevelen de blootstelling aan elektromagnetische velden te beperken tot 41,2 V/m ; dat anderzijds in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de blootstellingsnorm bepaald werd op 6 V/m, i.e. de striktste norm in heel Europa ; en tot slot dat professor Dominique Belpomme, de verdediger van elektrosensibiliteit, pleit voor een beperking tot 0,6 V/m. Het veld dat wordt voortgebracht door een slimme meter bedraagt echter enkel 0,25 V/m op 20 cm van de meter. Ter vergelijking, een GSM kan tot 150 V/m voortbrengen. Die gegevens werden bevestigd door de heer Jacques Vanderstraeten, lid van het comité van deskundigen over niet-ioniserende golven, tijdens zijn hoorzitting door de commissie op 29 mei 2018. Het Frans gezondheidsagentschap oordeelde in een verslag van 2017 dat het weinig waarschijnlijk is dat de slimme meters, gelet op het laag blootstellingsniveau, op korte termijn gevolgd hebben voor de gezondheid : de signalen die zij voortbrengen zijn immers evenwaardig met het in werking stellen van een huishoudelijk apparaat zoals een koffiezetmachine. De spreker leidt daaruit af dat voor zover wij nu weten, niets de mogelijkheid biedt te bevestigen dat de slimme meters een risico kunnen vormen voor de gezondheid.

De minister preciseerd bovendien dat het elektrisch veld dat wordt voortgebracht door een slimme meter ongeveer 1 V/m bedraagt, tegen 40 V/m voor een GSM aan het oor, en dat de straling van een dergelijke meter 0,007 µT op 30 cm bedraagt, i.v.m. 0,4 µT op 30 cm voor een inductieplaat » (*ibid.*, p. 31).

B.48.3. Hieruit vloeit voort dat het bestreden artikel 24ter, § 2, laatste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001 oplegt om een onafhankelijk en vergelijkend onderzoek te laten uitvoeren door een groep deskundigen, binnen een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van de ordonnantie van 23 juli 2018, en ertoe strekt de distributienetbeheerder « in voorkomend geval » ertoe te verplichten te voorzien in alternatieve oplossingen - zoals de installatie van filters - die het mogelijk maken rekening te houden met de elektrogevoeligheid.

B.49.1. Anders dan de Waalse en de Vlaamse decreetgever (zie respectievelijk arrest nr. 144/2020 en zaak nr. 7295), heeft de Brusselse ordonnantiegever niet erin voorzien dat de personen die verklaren elektrogevoelig te zijn, alternatieve oplossingen kunnen genieten. Dat is slechts « in voorkomend geval » mogelijk, enkel wat de elektriciteitsmeters betreft, na een onafhankelijk en vergelijkend onderzoek, « binnen een termijn van drie jaar », dat een objectieve diagnose van elektrogevoeligheid mogelijk maakt. Die netgebruikers zullen - minstens voorlopig - geen alternatief voor de installatie van een slimme meter kunnen genieten.

B.49.2. De mogelijke blootstelling aan elektromagnetische straling kan wat betreft de categorie van personen die daardoor een gezondheidsrisico lopen een aanzienlijke achteruitgang betekenen van het bestaande beschermingsniveau van het recht op een gezond leefmilieu. Voor personen die gevoelig zijn aan elektromagnetische velden kan het noodzakelijk zijn om de blootstelling aan dergelijke straling van bij aanvang zoveel mogelijk te beperken.

Voor die aanzienlijke achteruitgang, door toedoen van de slimme meters, bestaat geen redelijke verantwoording, nu de elektromagnetische straling eenvoudig kan worden vermeden door in de mogelijkheid te voorzien van een communicatie via bekabeling in plaats van een draadloze communicatie.

B.49.3. De bestreden artikelen 18ter, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, wat de gasmeter betreft, en 24ter, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 19 juli 2001, wat de elektriciteitsmeter betreft, schenden bijgevolg artikel 23, derde lid, 4^o, van de Grondwet doordat zij niet in een afdoende regeling voorzien voor de elektrogevoelige personen, hetzij door voor die categorie van personen in een afwijking te voorzien van de verplichte installatie van de slimme meter, hetzij door voor elke netgebruiker in de mogelijkheid te voorzien om te kiezen voor een communicatie via bekabeling in plaats van een draadloze communicatie, hetzij in een alternatieve technologische oplossing te voorzien.

Daaruit vloeit voort dat, in afwachting van een optreden van de wetgever waarbij die afdoende regeling die elektrogevoelige personen beschermt, wordt vastgesteld, die laatstgenoemden de installatie van een slimme meter kunnen weigeren of kunnen vragen hem weg te halen.

B.50. Het eerste onderdeel van het derde middel is gegrond in de in B.49.3 aangegeven mate.

Bijgevolg dient het tweede onderdeel van het eerste middel niet te worden onderzocht.

Tweede onderdeel

B.51. De verzoekende partijen bekritisieren het feit dat de bestreden ordonnantie de netgebruikers niet beschermt tegen het brandrisico dat uitgaat van de slimme meters.

B.52. De bestreden ordonnantie staat niet de toepassing in de weg van de verschillende normen houdende de wettelijke en reglementaire vereisten inzake de veiligheid van producten en, in het bijzonder, inzake de bescherming tegen brand, waaraan de in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest geïnstalleerde slimme meters moeten beantwoorden.

In zoverre de grief berust op de hypothese van een onbestaanbaarheid van de slimme meters met die normen of die van een ontoereikendheid van die normen om de netgebruikers te beschermen, heeft hij geen betrekking op de ordonnantie die het voorwerp uitmaakt van het beroep.

B.53. Het tweede onderdeel van het derde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 24ter, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 19 juli 2001, ingevoegd bij artikel 24 van de ordonnantie van 23 juli 2018 « tot wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegensretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen », en artikel 18ter, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 1 april 2004, ingevoegd bij artikel 67 van de voormelde ordonnantie van 23 juli 2018, in zoverre die bepalingen niet in een afdoende regeling voor de elektrogevoelige personen voorzien;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 17 december 2020.

De griffier,
F. Meersschant

De voorzitter,
F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2020/205708]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 162/2020 vom 17. Dezember 2020

Geschäftsverzeichnisnummer 7147

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. Juli 2018 « zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, der Ordonnanz vom 1. April 2004 über die Organisation des Gasmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, über die Straßen- und Wegegebühren in Bezug auf Gas und Elektrizität und zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt und der Ordonnanz vom 12. Dezember 1991 zur Schaffung von Haushaltsfonds », erhoben von der VoG « Inter-Environnement Bruxelles » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, und den Richtern T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache und T. Detienne, unter Assistenz des Kanzlers F. Meererschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 19. März 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 20. März 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 Nrn. 5 und 6, 4 Nr. 2, 12 Nr. 1 Buchstaben *c*) und *d*), 24, 32 Nr. 1 Buchstabe *b*), 53, 55, 56 Nr. 3, 60 Buchstaben *d*) und *e*), 67, 75 und 84 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. Juli 2018 « zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, der Ordonnanz vom 1. April 2004 über die Organisation des Gasmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, über die Straßen- und Wegebaugebühren in Bezug auf Gas und Elektrizität und zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt und der Ordonnanz vom 12. Dezember 1991 zur Schaffung von Haushaltsfonds » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. September 2018, zweite Ausgabe): die VoG « Inter-Environnement Bruxelles », der Berufsverband « Union des Naturopathes de Belgique », Anne Denis, Nathalie Erpelding und Gérald Hanotiaux, unterstützt und vertreten durch RA D. Brusselmans, in Wallonisch-Brabant zugelassen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung verschiedener Bestimmungen der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. Juli 2018 « zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, der Ordonnanz vom 1. April 2004 über die Organisation des Gasmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, über die Straßen- und Wegebaugebühren in Bezug auf Gas und Elektrizität und zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt und der Ordonnanz vom 12. Dezember 1991 zur Schaffung von Haushaltsfonds » (nachstehend: Ordonnanz vom 23. Juli 2018).

Mit den angefochtenen Bestimmungen werden einerseits die Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 19. Juli 2001 « über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt » (nachstehend: Ordonnanz vom 19. Juli 2001) und andererseits die Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 1. April 2004 « über die Organisation des Gasmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, über die Straßen- und Wegebaugebühren in Bezug auf Gas und Elektrizität und zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt » (nachstehend: Ordonnanz vom 1. April 2004) abgeändert.

B.1.2.1. Der intelligente Stromzähler ist in Artikel 2 Nr. 21ter der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 3 Nr. 5 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, definiert:

« Un système électronique qui peut mesurer la consommation d'électricité, en ajoutant des informations qu'un compteur classique ne fournit pas, et qui peut transmettre et recevoir des données en utilisant une forme de communication électronique ».

Intelligente Stromzähler sind einer der Bestandteile eines « intelligenten Netzes », das in Artikel 2 Nr. 21quater der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 3 Nr. 6 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, wie folgt definiert ist:

« Réseau d'énergie avancé généralement composé de systèmes de communication bidirectionnelle, de compteurs intelligents et de systèmes de suivi et de contrôle du fonctionnement du réseau ».

B.1.2.2. Der intelligente Gaszähler ist in Artikel 3 Nr. 20bis der Ordonnanz vom 1. April 2004, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 55 Nr. 1 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, definiert:

« Un système électronique qui peut mesurer la consommation de gaz, en ajoutant des informations qu'un compteur classique ne fournit pas, et qui peut transmettre et recevoir des données en utilisant une forme de communication électronique ».

Intelligente Gaszähler sind einer der Bestandteile eines « intelligenten Netzes », das in Artikel 3 Nr. 20ter der Ordonnanz vom 1. April 2004, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 55 Nr. 2 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, wie folgt definiert ist:

« Réseau d'énergie avancé généralement composé de systèmes de communication bidirectionnelle, de compteurs intelligents et de systèmes de suivi et de contrôle du fonctionnement du réseau ».

B.1.3. Intelligente Strom- und Gaszähler verfügen ab ihrer Einrichtung oder gegebenenfalls ab Aktivierung einer Kommunikationsfunktion über Funktionen, die sie von herkömmlichen Strom- und Gaszählern, das heißt von analogen oder elektronischen Zählern, die keine Daten übermitteln oder empfangen können, unterscheiden.

Artikel 24ter § 3 der Ordonnanz vom 19. Juli 2011, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmt:

« Le compteur intelligent fournit localement à l'utilisateur du réseau des informations instantanées sur l'électricité qu'il prélève ou qu'il injecte.

Ces informations instantanées doivent pouvoir être facilement exportées vers une application informatique disponible sur le marché, et ce que le compteur soit en mode de communication actif ou non avec le gestionnaire du réseau de distribution ».

Artikel 18ter § 3 der Ordonnanz vom 1. April 2004, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmt:

« Le compteur intelligent fournit localement à l'utilisateur du réseau des informations instantanées sur l'électricité qu'il prélève ou qu'il injecte. Ces informations instantanées doivent pouvoir être facilement exportées vers une application informatique disponible sur le marché ».

B.2.1. Ein möglichst breiter Einsatz von intelligenten Strom- und Gaszählern ist vom Recht der Europäischen Union vorgeschrieben und trägt zur Umsetzung der Energiepolitik der Europäischen Union bei.

Gemäß Artikel 1 § 2 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 setzt diese nämlich vier europäische Richtlinien teilweise um.

B.2.2.1. Die Ordonnanz vom 23. Juli 2018 setzt teilweise die Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 « über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG » (nachstehend: Richtlinie 2009/72/EG) um.

Artikel 3 Absatz 11 dieser Richtlinie bestimmt:

« Um die Energieeffizienz zu fördern, empfehlen die Mitgliedstaaten oder, wenn dies von einem Mitgliedstaat vorgesehen ist, die Regulierungsbehörden nachdrücklich, dass die Elektrizitätsunternehmen den Stromverbrauch optimieren, indem sie beispielsweise Energiemanagementdienstleistungen anbieten, neuartige Preismodelle entwickeln oder gegebenenfalls intelligente Messsysteme oder intelligente Netze einführen ».

B.2.2.2. Anhang I (« Maßnahmen zum Schutz der Kunden ») derselben Richtlinie bestimmt unter Nummer 2:

« Die Mitgliedstaaten gewährleisten, dass intelligente Messsysteme eingeführt werden, durch die die aktive Beteiligung der Verbraucher am Stromversorgungsmarkt unterstützt wird. Die Einführung dieser Messsysteme kann einer wirtschaftlichen Bewertung unterliegen, bei der alle langfristigen Kosten und Vorteile für den Markt und die einzelnen Verbraucher geprüft werden sowie untersucht wird, welche Art des intelligenten Messens wirtschaftlich vertretbar und kostengünstig ist und in welchem zeitlichen Rahmen die Einführung praktisch möglich ist.

Entsprechende Bewertungen finden bis 3. September 2012 statt.

Anhand dieser Bewertung erstellen die Mitgliedstaaten oder eine von ihnen benannte zuständige Behörde einen Zeitplan mit einem Planungsziel von 10 Jahren für die Einführung der intelligenten Messsysteme.

Wird die Einführung intelligenter Zähler positiv bewertet, so werden mindestens 80 % der Verbraucher bis 2020 mit intelligenten Messsystemen ausgestattet.

Die Mitgliedstaaten oder die von ihnen benannten zuständigen Behörden sorgen für die Interoperabilität der Messsysteme, die in ihrem Hoheitsgebiet eingesetzt werden, und tragen der Anwendung der entsprechenden Normen und bewährten Verfahren sowie der großen Bedeutung, die dem Ausbau des Elektrizitätsbinnenmarkts zukommt, gebührend Rechnung ».

B.2.3.1. Die Verordnung vom 23. Juli 2018 setzt auch teilweise die Richtlinie 2009/73/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 « über gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/55/EG » (nachstehend: Richtlinie 2009/73/EG) um.

Artikel 3 Absatz 8 dieser Richtlinie bestimmt:

« Um die Energieeffizienz zu fördern, empfehlen die Mitgliedstaaten oder, wenn ein Mitgliedstaat dies vorsieht, die Regulierungsbehörden nachdrücklich, dass die Erdgasunternehmen den Erdgasverbrauch optimieren, indem sie beispielsweise Energiemanagementdienstleistungen anbieten, neuartige Preismodelle entwickeln oder gegebenenfalls intelligente Messsysteme oder intelligente Netze einführen ».

B.2.3.2. Anhang I (« Maßnahmen zum Schutz der Kunden ») derselben Richtlinie bestimmt unter Nummer 2:

« Die Mitgliedstaaten sorgen dafür, dass intelligente Messsysteme eingeführt werden, durch die die aktive Beteiligung der Kunden am Gasversorgungsmarkt unterstützt wird. Die Einführung dieser Messsysteme kann einer wirtschaftlichen Bewertung unterliegen, bei der alle langfristigen Kosten und Vorteile für den Markt und die einzelnen Kunden geprüft werden sowie untersucht wird, welche Art des intelligenten Messens wirtschaftlich vertretbar und kostengünstig ist und in welchem zeitlichen Rahmen die Einführung praktisch möglich ist.

Diese Bewertung erfolgt bis 3. September 2012.

Anhand dieser Bewertung erstellen die Mitgliedstaaten oder die von ihnen benannten zuständigen Behörden einen Zeitplan für die Einführung intelligenter Messsysteme.

Die Mitgliedstaaten oder die von ihnen benannten zuständigen Behörden sorgen für die Interoperabilität der Messsysteme, die in ihrem Hoheitsgebiet eingesetzt werden sollen, und tragen der Anwendung geeigneter Normen und bewährter Verfahren sowie der großen Bedeutung, die dem Ausbau des Erdgasbinnenmarkts zukommt, gebührend Rechnung ».

B.2.4.1. Das « intelligente Verbrauchserfassungssystem » (« système intelligent de mesure ») ist durch Artikel 2 Nr. 28 der Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 « zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG » (nachstehend: Richtlinie 2012/27/EG) definiert. Es handelt sich um

« ein elektronisches System zur Messung des Energieverbrauchs, wobei mehr Informationen angezeigt werden als bei einem herkömmlichen Zähler, und Daten auf einem elektronischen Kommunikationsweg übertragen und empfangen werden können ».

Die auf europäischer Ebene verwendete Definition des intelligenten Messsystems stimmt also weitgehend mit der des « intelligenten Zählers » überein, die in Artikel 2 Nr. 21^{ter} der Verordnung vom 19. Juli 2001 und in Artikel 3 Nr. 20^{bis} der Verordnung vom 1. April 2004 enthalten ist.

B.2.4.2. Die Europäische Union betrachtet intelligente Messsysteme als einen Schritt zur Einführung von intelligenten Messnetzen.

Das « intelligente Netz » wird definiert als

« ein modernisiertes Energienetz, das um einen digitalen bidirektionalen Kommunikationskanal zwischen dem Versorgungsunternehmen und dem Verbraucher sowie um intelligente Mess-, Überwachungs- und Steuerungssysteme erweitert wurde » (Nummer 3 Buchstabe a der Empfehlung der Kommission vom 9. März 2012 « zu Vorbereitungen für die Einführung intelligenter Messsysteme (2012/148/EU) » (nachstehend: Empfehlung 2012/148/EU) und Nummer 2 Buchstabe a der Empfehlung der Kommission vom 10. Oktober 2014 « über das Muster für die Datenschutz-Folgenabschätzung für intelligente Netze und intelligente Messsysteme (2014/724/EU) » (nachstehend: Empfehlung 2014/724/EU)).

Die Einführung intelligenter Netze ist « eine Voraussetzung für die Umsetzung wichtiger energiepolitischer Maßnahmen ». Als « Rückgrat des künftigen CO₂-armen Stromsystems » gelten intelligente Messsysteme « als Faktor, der zum Umbau der Energieinfrastruktur im Hinblick auf die Einbeziehung eines höheren Anteils erneuerbarer Energien, die Verbesserung der Energieeffizienz und die Gewährleistung der Versorgungssicherheit beiträgt » (Auszüge aus den Erwägungsgründen 1 und 2 der Empfehlung 2014/724/EU und dem Erwägungsgrund 1 der Empfehlung 2012/148/EU).

B.2.4.3. Artikel 9 der Richtlinie 2012/27/EU bestimmt:

« 1. Soweit es technisch machbar, finanziell vertretbar und im Vergleich zu den potenziellen Energieeinsparungen verhältnismäßig ist, stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass alle Endkunden in den Bereichen Strom, Erdgas, Fernwärme, Fernkälte und Warmbrauchwasser individuelle Zähler zu wettbewerbsfähigen Preisen erhalten, die den tatsächlichen Energieverbrauch des Endkunden genau widerspiegeln und Informationen über die tatsächliche Nutzungszeit bereitstellen.

Ein solcher individueller Zähler zu einem wettbewerbsfähigen Preis ist stets bereitzustellen, wenn:

a) ein bestehender Zähler ersetzt wird, außer in Fällen, in denen dies technisch nicht machbar oder im Vergleich zu den langfristig geschätzten potenziellen Einsparungen nicht kostenwirksam ist;

b) neue Gebäude mit neuen Anschlüssen ausgestattet oder Gebäude größeren Renovierungen im Sinne der Richtlinie 2010/31/EU unterzogen werden.

2. Wenn und soweit Mitgliedstaaten intelligente Verbrauchserfassungssysteme und intelligente Zähler für den Erdgas- und/oder Stromverbrauch im Einklang mit den Richtlinien 2009/72/EG und 2009/73/EG einführen, gilt Folgendes:

a) Sie stellen sicher, dass die Verbrauchserfassungssysteme dem Endkunden Informationen über seine tatsächlichen Nutzungszeiten vermitteln und dass die Ziele der Energieeffizienz und der Vorteile für den Endkunden bei der Festlegung der Mindestfunktionen der Zähler und der den Marktteilnehmern auferlegten Verpflichtungen vollständig berücksichtigt werden.

b) Sie gewährleisten die Sicherheit der intelligenten Zähler und der Datenkommunikation sowie die Wahrung der Privatsphäre der Endkunden im Einklang mit den einschlägigen Rechtsvorschriften der Union über den Datenschutz und den Schutz der Privatsphäre.

c) Bei Elektrizität verlangen sie von den Messstellenbetreibern, auf Wunsch des Endkunden zu gewährleisten, dass der oder die Zähler den Strom erfassen können, der vom Grundstück des Endkunden ins Netz eingespeist wird.

d) Sie gewährleisten, dass, falls die Endkunden dies wünschen, ihnen oder einem im Auftrag des Endkunden handelnden Dritten Messdaten über ihre Stromeinspeisung und Stromentnahme in einem leicht verständlichen Format zur Verfügung gestellt werden, das es ermöglicht, Angebote unter gleichen Voraussetzungen zu vergleichen.

e) Sie verlangen, dass die Kunden zum Zeitpunkt des Einbaus intelligenter Zähler angemessen beraten und informiert werden, insbesondere über das volle Potenzial dieser Zähler im Hinblick auf die Handhabung der Zählerablesung und die Überwachung des Energieverbrauchs ».

B.2.4.4. Mit der angefochtenen Ordonnanz vom 23. Juli 2018 wird die Richtlinie 2012/27/EU teilweise umgesetzt.

B.2.5.1. Nach der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 wurde die Richtlinie (EU) 2019/944 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 « mit gemeinsamen Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 2012/27/EU (Neufassung) » (nachstehend: Richtlinie (EU) 2019/944) angenommen.

Artikel 19 dieser Richtlinie bestimmt:

« 1. Um die Energieeffizienz zu fördern und die Endkunden zu stärken, empfehlen die Mitgliedstaaten oder [...] die Regulierungsbehörden nachdrücklich, dass die Elektrizitätsunternehmen und die anderen Marktteilnehmer den Stromverbrauch optimieren, unter anderem indem sie [...] unter Wahrung der geltenden Datenschutzvorschriften der Union intelligente Messsysteme einführen, die insbesondere mit Energiemanagementsystemen für Verbraucher und intelligenten Netzen interoperabel sind.

2. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass in ihren Hoheitsgebieten intelligente Messsysteme eingeführt werden, durch die die aktive Beteiligung der Kunden am Elektrizitätsmarkt unterstützt wird. Diese Einführung kann einer Kosten-Nutzen-Analyse unterliegen, die gemäß den in Anhang II genannten Grundsätzen erfolgt.

[...]

4. Die Mitgliedstaaten, die die Einführung intelligenter Messsysteme vorantreiben, stellen sicher, dass die Endkunden unter Berücksichtigung der langfristigen Vorteile für die gesamte Versorgungskette in transparenter und diskriminierungsfreier Weise an den mit der Einführung verbundenen Kosten beteiligt werden. [...]

[...] ».

B.2.5.2. Anhang II dieser Richtlinie (« Intelligente Messsysteme ») bestimmt:

« 1. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass in ihren Hoheitsgebieten intelligente Messsysteme eingeführt werden, die einer wirtschaftlichen Bewertung unterliegen können, bei der alle langfristigen Kosten und Vorteile für den Markt und die einzelnen Kunden geprüft werden sowie untersucht wird, welche intelligenten Messsysteme wirtschaftlich vertretbar und kosteneffizient sind und in welchem zeitlichen Rahmen die Einführung praktisch möglich ist.

2. Diese Bewertung erfolgt unter Berücksichtigung der Methode für die Kosten-Nutzen-Analyse und der Mindestfunktionen intelligenter Messsysteme, die in der Empfehlung 2012/148/EU der Kommission festgelegt sind, sowie der besten verfügbaren Techniken, um ein Höchstmaß an Cybersicherheit und Datenschutz zu gewährleisten.

3. Anhand dieser Bewertung erstellen die Mitgliedstaaten bzw. — soweit die Mitgliedstaaten das vorsehen - erstellt die benannte zuständige Behörde einen Zeitplan mit einem Planungsziel von bis zu zehn Jahren für die Einführung der intelligenten Messsysteme. Wird die Einführung intelligenter Messsysteme positiv bewertet, so werden mindestens 80 % der Endkunden innerhalb von sieben Jahren ab der positiven Bewertung oder, im Fall der Mitgliedstaaten, die vor dem 4. Juli 2019 mit der systematischen Einführung intelligenter Messsysteme begonnen haben, bis 2024 mit intelligenten Messsystemen ausgestattet ».

B.2.6.1. Die angefochtene Ordonnanz vom 23. Juli 2018 setzt schließlich teilweise die Richtlinie 2014/94/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 « über den Aufbau der Infrastruktur für alternative Kraftstoffe » (nachstehend: Richtlinie 2014/94/EU) um.

B.2.6.2. Artikel 4 Absatz 7 der Richtlinie 2014/94/EU bestimmt:

« Sofern dies technisch möglich und wirtschaftlich vertretbar ist, kommen beim Aufladen von Elektrofahrzeugen an öffentlich zugänglichen Ladepunkten intelligente Verbrauchserfassungssysteme gemäß der Definition in Artikel 2 Nummer 28 der Richtlinie 2012/27/EU zum Einsatz, die die in deren Artikel 9 Absatz 2 festgelegten Anforderungen erfüllen ».

In Bezug auf den Umfang der Klage

B.3.1. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, die Flämische Regierung und die intervenierende Partei « Sibelga » führen an, dass die Beschwerdegründe ausschließlich gegen die Artikel 24 und 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 gerichtet seien, sodass die Klage im Übrigen unzulässig sei.

B.3.2. In ihrem Erwidierungsschriftsatz räumen die klagenden Parteien ein, dass die Klagegründe gegen die Artikel 24 und 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 gerichtet seien, vertreten aber die Auffassung, dass die anderen angefochtenen Bestimmungen eng mit diesen Bestimmungen zusammenhängen.

B.4.1. Der Gerichtshof bestimmt den Gegenstand der Nichtigkeitsklage auf der Grundlage des Inhalts der Klageschrift und insbesondere unter Berücksichtigung der Darlegung der Klagegründe.

Er prüft nur die angefochtenen Bestimmungen, gegen die sich ein Klagegrund richtet.

B.4.2. Die in der Klageschrift dargelegten Klagegründe sind in der Tat nur gegen die Artikel 24 und 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 gerichtet.

Der Gerichtshof beschränkt folglich seine Prüfung auf diese Bestimmungen.

In Bezug auf die Zulässigkeit

B.5. Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt macht die Unzulässigkeit der Klage wegen fehlenden Interesses geltend. Sie bestreitet in erster Linie das Interesse der zweiten und dritten klagenden Partei mit dem Argument, dass die angefochtenen Bestimmungen ihren Gesellschaftszweck nicht beeinflussen würden. Sie bestreitet sodann das Interesse der dritten und vierten klagenden Partei, weil sie der Auffassung ist, dass Elektrosensibilität keine anerkannte Krankheit sei und daher auch nicht ärztlich attestiert werden könne. Schließlich unterscheidet sich das Interesse der fünften klagenden Partei, die nicht anführt, elektrosensibel zu sein, nicht von demjenigen der Bürger im Allgemeinen.

B.6.1. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.6.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die sich nicht auf ihr persönliches Interesse beruft, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr satzungsmäßiger Zweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm ihren Zweck beeinträchtigen kann und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Zweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.7.1. Die Nichtigkeitsklage ist von einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, einem Berufsverband und drei natürlichen Personen erhoben worden.

B.7.2. Der satzungsmäßige Zweck der ersten klagenden Partei besteht in « der Schaffung eines hochwertigen Lebensumfeldes in der Stadt für die Einwohner », was insbesondere « die Bekämpfung von Verschmutzungen und Immissionen sowie die Verbesserung der Umwelt » und « die gemeinsame Beteiligung der Bürger an der Definition und Verteidigung ihrer Umwelt » beinhaltet, was ein Nachdenken über den Sinn des Einsatzes von intelligenten Strom- und Gaszählern umfassen kann. Die Ordonnanz vom 23. Juli 2018 kann folglich den satzungsmäßigen Zweck der ersten klagenden Partei beeinflussen.

B.7.3. Da die erste klagende Partei ein Interesse an der Klageerhebung hat, ist nicht zu prüfen, ob die anderen klagenden Parteien ebenfalls ein Interesse an der Klageerhebung haben.

B.7.4. Die Klage ist zulässig

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.8.1. Die klagenden Parteien leiten einen ersten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung, Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, die Artikel 2, 3 Absatz 3 Unterabsatz 2 und 9 des Vertrags über die Europäische Union und die Artikel 20 und 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union.

B.8.2. Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich der Klagegrund gegen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, insofern er einen Artikel 24ter §§ 1 und 2 in die Ordonnanz vom 19. Juli 2001 einfügt, und gegen Artikel 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, insofern er einen Artikel 18ter §§ 1 und 2 in die Ordonnanz vom 1. April 2004 einfügt, richtet.

B.9.1. Nach der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte kann Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht unabhängig gesehen werden, da er ausschließlich in Bezug auf die « Wahrnehmung der Rechte und Freiheiten » gilt, die in der Konvention anerkannt sind (EuGHMR, Große Kammer, 19. Februar 2013, X und andere gegen Österreich, § 94).

Die klagenden Parteien berufen sich nicht auf andere Bestimmungen der Europäischen Menschenrechtskonvention in Verbindung mit deren Artikel 14. Der Klagegrund ist somit unzulässig, insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 14 dieser Konvention abgeleitet ist.

B.9.2. Außerdem weisen die klagenden Parteien nicht nach, inwiefern die Artikel 2, 3 Absatz 3 Unterabsatz 2 und 9 des Vertrags über die Europäische Union verletzt würden. Hingegen beabsichtigen die klagenden Parteien nachzuweisen, inwiefern Artikel 23 der Verfassung verletzt würde.

B.10. Folglich prüft der Gerichtshof den Klagegrund nur insoweit, als er aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 20 und 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, die ebenfalls den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung gewährleisten, abgeleitet ist.

Erster Teil

B.11. Die klagenden Parteien bemängeln den Umstand, dass die angefochtenen Artikel 24 und 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 ohne vernünftige Rechtfertigung einen differenzierten Einsatz der intelligenten Strom- und Gaszähler regeln würden, das heißt einen Einsatz, der vorrangig auf bestimmte Benutzerkategorien des Strom- und Gasnetzes unter Ausschluss von anderen abziele.

Insbesondere wird das Bestehen von « prioritären Nischen » sowie die Möglichkeit bemängelt, gemäß den angefochtenen Artikeln 24 und 67 nach einer spezifischen Querschnittsstudie der Regulierungskommission für Energie in der Region Brüssel-Hauptstadt (BRUGEL) und nach einer öffentlichen Untersuchung und einer Parlamentsdebatte eventuelle neue Benutzerkategorien zu bestimmen.

B.12.1. Durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 wird Artikel 24ter der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 in der folgenden Fassung wieder aufgenommen:

« § 1^{er}. Tout en tenant compte de l'intérêt général et dans la mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, le gestionnaire du réseau de distribution installe progressivement des compteurs intelligents sur le réseau de distribution conformément aux niches obligatoires suivantes :

1° lorsqu'un compteur est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles estimées à long terme;

2° lorsqu'il est procédé à un raccordement dans un bâtiment neuf ou un bâtiment faisant l'objet de travaux de rénovation importants, tels que définis dans la Directive 2010/31/UE.

Tout en tenant compte de l'intérêt général et dans la mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, le gestionnaire du réseau de distribution peut installer également progressivement des compteurs intelligents sur le réseau de distribution conformément aux niches prioritaires suivantes et précisées dans le plan d'investissement visé à l'article 12 :

- 1° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution dispose d'un véhicule électrique et le signale au gestionnaire du réseau de distribution; en ce cas, un compteur intelligent est installé dans l'immeuble dans lequel il a son domicile;
- 2° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution a une consommation annuelle dépassant les 6.000 kWh par an;
- 3° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution dispose d'une unité de stockage susceptible de réinjecter de l'électricité sur le réseau de distribution ou d'une pompe à chaleur;
- 4° lorsque les clients finals offrent leur flexibilité via un opérateur de flexibilité;
- 5° lorsqu'un utilisateur du réseau de distribution le demande, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles;
- 6° lorsque l'utilisateur du réseau de distribution est prosumer ou peut réinjecter de l'électricité sur le réseau.

A la condition qu'une étude spécifique et transversale de Brugel démontre l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement de compteurs intelligents pour chaque niche visée à l'article 24^{ter}, alinéas 1^{er} et 2, ainsi que, le cas échéant, pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels, et après débat au Parlement, le Gouvernement peut déterminer d'autres cas dans lesquels le gestionnaire du réseau de distribution installe des compteurs intelligents ainsi que leurs modalités d'installation.

Brugel soumet cette étude à consultation publique.

§ 2. Dans le cas des niches définies à l'art. 24^{ter}, § 1^{er}, nul ne peut refuser l'installation ou le maintien d'un compteur intelligent. Une fois un compteur installé, nul ne peut en demander la suppression.

Le gestionnaire du réseau de distribution communique à l'utilisateur du réseau son intention d'installer un compteur intelligent deux mois avant la date de l'installation. Cette communication est accompagnée d'éléments de sensibilisation et d'information sur les compteurs intelligents. Il y est notamment précisé les normes de qualité du produit, la puissance de rayonnement électromagnétique du produit, la possibilité de les rendre ou non communicants et les dispositions garantissant la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le Gouvernement fixe le contenu des modalités d'application de ce dispositif de communication.

Pour les clients finals visés au § 1^{er}, alinéa 1, 1^o et 2^o, et alinéa 2, 5^o, le gestionnaire du réseau ne peut collecter des données personnelles à distance et poser des actes à distance qu'après en avoir eu l'autorisation expresse et écrite du client final identifié pour le point de fourniture. Cette obligation s'impose également lorsqu'un nouveau client final est identifié sur un point de fourniture, indépendamment du choix effectué par le client final précédemment identifié sur le point de fourniture. Elle est révoquée sur simple demande de l'utilisateur de réseau. Dans un cas comme dans l'autre, sa volonté prend effet endéans les 15 jours ouvrables. Pour garantir les droits du consommateur, le Gouvernement peut préciser les modalités de notification par l'utilisateur du réseau de sa volonté de partage de ses données personnelles au gestionnaire du réseau.

Pour les clients finals visés au § 1 alinéa 2, 1^o à 4^o, et 6^o, le gestionnaire du réseau peut collecter des données personnelles à distance. Sur la base de critères objectifs et non discriminatoires soumis à Brugel, le gestionnaire du réseau peut poser des actes à distance afin d'assurer le fonctionnement sécurisé du réseau et son exploitation. Le client final peut toutefois s'opposer à la collecte de données personnelles à distance. Sa volonté prend effet endéans les 15 jours ouvrables. Pour garantir les droits du consommateur, le Gouvernement peut préciser les modalités de notification par l'utilisateur du réseau de sa volonté de partage de ses données personnelles au gestionnaire du réseau.

Après une étude indépendante et comparative visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise, réalisée par un comité d'experts, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe le cas échéant les cas et les modalités selon lesquels le gestionnaire du réseau de distribution prévoit des solutions technologiques alternatives à l'intérieur des domiciles, pour toute personne qui se dit électrosensible et qui le demande.

[...] ».

B.12.2. Der angefochtene Artikel 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 fügt einen Artikel 18^{ter} in die Ordonnanz vom 1. April 2004 ein, der bestimmt:

« § 1. Tout en prenant compte de l'intérêt général et dans [la] mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu des économies d'énergie potentielles, le gestionnaire du réseau de distribution peut installer progressivement des compteurs intelligents sur le réseau de distribution conformément aux niches obligatoires suivantes :

- 1° lorsqu'un compteur existant est remplacé, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou rentable au regard des économies potentielles estimées à long terme;
- 2° lorsqu'il est procédé à un raccordement dans un bâtiment neuf ou qu'un bâtiment fait l'objet de travaux de rénovation importants, tels que définis dans la Directive 2010/31/UE.

Le gestionnaire peut installer également des compteurs intelligents sur le réseau de distribution lorsqu'un utilisateur le demande, à moins que cela ne soit pas techniquement possible ou financièrement raisonnable et proportionné.

À la condition qu'une étude spécifique et transversale de Brugel démontre l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement de compteurs intelligents dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} ainsi que, le cas échéant, pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels, et après débat au Parlement, le Gouvernement peut déterminer d'autres cas dans lesquels le gestionnaire du réseau de distribution installe des compteurs intelligents ainsi que leurs modalités d'installation. Brugel soumet cette étude à consultation publique.

§ 2. Dans le cas des niches définies à l'art. 18 § 1^{er}, nul ne peut refuser l'installation ou le maintien d'un compteur intelligent. Une fois le compteur installé, nul ne peut demander sa suppression.

Le gestionnaire du réseau de distribution communique à l'utilisateur du réseau son intention d'installer un compteur intelligent deux mois avant la date de l'installation. Cette communication est accompagnée d'éléments de sensibilisation et d'information sur les compteurs intelligents. Il y est notamment précisé les normes de qualité du produit, la puissance de rayonnement électromagnétique du produit, la possibilité de les rendre ou non communicants et les dispositions garantissant la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le Gouvernement fixe le contenu des modalités d'application de ce dispositif de communication.

Pour les clients finals visés au § 1^{er}, 1^o et 2^o, le gestionnaire du réseau ne peut collecter des données personnelles à distance et poser des actes à distance qu'après avoir eu l'autorisation expresse et écrite du client final identifié pour le point de fourniture. Cette obligation s'impose également lorsqu'un nouveau client final est identifié sur un point de

fourniture, indépendamment du choix effectué par le client final précédemment identifié sur le point de fourniture. Elle est révoquée sur simple demande de l'utilisateur du réseau. Dans un cas comme dans l'autre, sa volonté prend effet endéans les 15 jours ouvrables. Pour garantir les droits du consommateur, le Gouvernement peut préciser les modalités de notification par l'utilisateur du réseau de sa volonté de partage de ses données personnelles au gestionnaire du réseau.

[...]».

B.12.3.1. Nach Artikel 24ter § 1 Absätze 1 und 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 18ter § 1 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004 installieren die Verteilernetzbetreiber schrittweise, unter Berücksichtigung des Allgemeininteresses und soweit dies technisch machbar und im Hinblick auf potenzielle Energieeinsparungen finanziell vernünftig und angemessen ist, intelligente Strom- und Gaszähler im Netz für bestimmte Kategorien oder « Nischen » von Netzbenutzern.

B.12.3.2. Was das Stromnetz betrifft, werden die Kategorien oder « Nischen » von Benutzern, bei denen der Verteilernetzbetreiber schrittweise intelligente Zähler installieren muss oder kann, in Artikel 24ter § 1 Absätze 1 und 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 bestimmt.

Es handelt sich einerseits um « obligatorische Nischen », die aus Netzbenutzern bestehen,

- deren Zähler ersetzt wird, außer in Fällen, in denen dies technisch nicht machbar oder im Vergleich zu den langfristig potenziellen Einsparungen nicht kostenwirksam ist;

- für die ein neuer Anschluss in einem neuen Gebäude oder in einem Gebäude, das größeren Renovierungen unterzogen wird, eingerichtet wird.

Für diese Benutzer erfolgt die Einrichtung eines intelligenten Stromzählers systematisch schrittweise (Artikel 24ter § 1 Absatz 1 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001).

Es handelt sich andererseits um « prioritäre Nischen », die aus Netzbenutzern bestehen,

- die ein Elektrofahrzeug haben und dies dem Verteilernetzbetreiber mitteilen;

- deren Jahresverbrauch 6 000 kWh übertrifft;

- die eine Speichereinheit, mit der Strom in das Verteilernetz eingespeist werden kann, oder eine Wärmepumpe haben;

- die als Endverbraucher ihre Flexibilität über einen Anbieter von Flexibilitätsdiensten anbieten;

- die es beantragen, außer in Fällen, in denen dies technisch nicht machbar oder im Vergleich zu den langfristig potenziellen Einsparungen nicht kostenwirksam ist;

- die « Prosumer » sind oder Strom in das Netz einspeisen können.

Für diese Netzbenutzer kann der Verteilernetzbetreiber schrittweise intelligente Stromzähler in dem Netz einrichten (Artikel 24ter § 1 Absatz 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001).

Im Hinblick auf diese schrittweise Einrichtung von intelligenten Stromzählern für diese Benutzer muss der Verteilernetzbetreiber die in Artikel 24ter § 1 Absatz 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 erwähnten « prioritären Nischen » in dem in Artikel 12 derselben Ordonnanz erwähnten Investitionsplan angeben. Dieser Fünfjahres-Investitionsplan des Verteilernetzbetreibers unterliegt der Aufsicht und Kontrolle der Regulierungskommission für Energie in der Region Brüssel-Hauptstadt (BRUGEL) und muss nach Artikel 12 § 3 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 von der Regierung genehmigt werden. In diesem Investitionsplan müssen « der Stand der Studien, Projekte und Umsetzungen von intelligenten Netzen und intelligenten Zählern » und die « für den möglichen Einsatz dieser Zähler identifizierten prioritären Nischen » vorgesehen werden (Artikel 12 § 1 Absatz 3 Nrn. 8 und 9 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, abgeändert durch Artikel 12 Nr. 1 Buchstaben c) und d) der Ordonnanz vom 23. Juli 2018).

B.12.3.3. Was das Gasnetz betrifft, kann der Verteilernetzbetreiber schrittweise intelligente Zähler für die Kategorien oder « Nischen » von Benutzern installieren, die in Artikel 18ter § 1 Absätze 1 und 2 der Ordonnanz vom 1. April 2004 bestimmt sind.

Es handelt sich einerseits um « obligatorische Nischen », die aus Netzbenutzern bestehen,

- deren Zähler ersetzt wird, außer in Fällen, in denen dies technisch nicht machbar oder im Vergleich zu den langfristig potenziellen Einsparungen nicht kostenwirksam ist;

- für die ein neuer Anschluss in einem neuen Gebäude oder in einem Gebäude, das größeren Renovierungen unterzogen wird, eingerichtet wird.

Für diese Benutzer kann die Einrichtung eines intelligenten Gaszählers schrittweise erfolgen (Artikel 18ter § 1 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004).

Es handelt sich andererseits um Netzbenutzer, die die Einrichtung eines intelligenten Zählers beantragen. Für diese Netzbenutzer kann der Verteilernetzbetreiber ebenfalls intelligente Stromzähler im Netz einrichten, außer in Fällen, in denen dies technisch nicht machbar oder im Vergleich zu den langfristig potenziellen Einsparungen nicht kostenwirksam ist (Artikel 18ter § 1 Absatz 2 der Ordonnanz vom 1. April 2004).

B.12.3.4. Neben diesen Benutzerkategorien, die jeweils in den vorerwähnten Artikeln 24ter und 18ter erwähnt werden, kann die Regierung nach einer Parlamentsdebatte andere Fälle, in denen der Verteilernetzbetreiber intelligente Zähler einrichtet, sowie die Modalitäten ihrer Einrichtung bestimmen.

Diese Bestimmung von neuen Kategorien von Netzbenutzern für die Einrichtung von intelligenten Zählern darf erst nach einer spezifischen Querschnittstudie von BRUGEL erfolgen, die der öffentlichen Anhörung unterliegt und die die wirtschaftliche, ökologische und soziale Zweckmäßigkeit des Einsatzes von intelligenten Zählern für die jeweils in Artikel 24ter § 1 Absätze 1 und 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 oder in Artikel 18ter § 1 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004 erwähnten Fälle sowie gegebenenfalls für jede neue Kategorie von eventuellen Begünstigten zeigt (Artikel 24ter § 1 Absatz 3 der Ordonnanz vom 19. Juli 2011 und Artikel 18ter § 1 Absatz 3 der Ordonnanz vom 1. April 2004).

B.13. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.14.1. Wenn ein Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung angeführt wird, muss in der Regel präzisiert werden, welche Kategorien von Personen miteinander zu vergleichen sind und in welcher Hinsicht die angefochtenen Bestimmungen eine diskriminierende Ungleichbehandlung hervorrufen.

Diese Voraussetzungen sind unter anderem notwendig, um sicherzustellen, dass die anderen Verfahrensparteien die Möglichkeit erhalten, die Argumente der klagenden Partei zu erwidern, wofür eine klare und unzweideutige Darlegung der Klagegründe unentbehrlich ist.

B.14.2. Die klagenden Parteien geben die zu vergleichenden Personenkategorien nicht an und beanstanden nur die Richtigkeit und Relevanz der Entscheidung des Brüsseler Gesetzgebers, einen schrittweisen Einsatz der intelligenten Stromzähler durch die Verteilernetzbetreiber vorzusehen.

B.14.3. Aus den Verfahrensunterlagen geht jedoch hervor, dass die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, die Wallonische und die Flämische Regierung sowie die intervenierende Partei « Sibelga » verstanden haben, dass die klagenden Parteien den Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Netzbenutzern, die zu einer « obligatorischen Nische » oder einer « prioritären Nische » oder zu gegebenenfalls von der Regierung festgelegten neuen Kategorien gehören, für die eine schrittweise Einrichtung von intelligenten Zählern vorgesehen ist, und andererseits den anderen Netzbenutzern in Frage stellen.

B.15. Die Benutzer des Verteilernetzes, ob sie den Kategorien für die schrittweise Einrichtung von intelligenten Zählern angehören oder nicht, sind ausreichend vergleichbar.

B.16. Bezüglich der Zielsetzung, die mit der schrittweisen Einrichtung von intelligenten Zählern verfolgt wird, geht aus B.2.1 bis B.2.4 hervor, dass die Europäische Union es den Mitgliedstaaten auferlegt, « intelligente Messsysteme » hauptsächlich im Hinblick auf die Förderung der Energieeffizienz einzusetzen, indem den Netzbenutzern die Möglichkeit gegeben wird, aktiv am Energiemarkt mitzuwirken. Die intelligenten Zähler ermöglichen es den Netzbenutzern nämlich, genaue Kenntnis von ihrem Verbrauch oder sogar ihrer Energieerzeugung und insbesondere des exakten Zeitpunkts, zu dem dieser Verbrauch oder diese Erzeugung stattgefunden hat, zu haben. Durch diese detaillierte Kenntnis können die Benutzer ihren Verbrauch anpassen und eine Senkung ihres Energieverbrauchs anstreben.

Zudem strebt der europäische Gesetzgeber an, insbesondere dadurch, dass der Verteilernetzbetreiber den Verbrauch und die Stromeinspeisungen in das von ihm betriebene Netz genau kennt, den Anteil der erneuerbaren Energiequellen an der erzeugten Energie zu erhöhen, den Strom- und Gasverbrauch zu senken und die Versorgungssicherheit zu gewährleisten.

B.17. Der Gerichtshof stellt diesbezüglich fest, dass die Vorteile eines Einsatzes nach Segmenten und eines Gesamtkonzeptes für die Strom- und Gasversorgung, um die Kosten für die Einrichtung zu optimieren, entsprechend der Aufforderung des europäischen Gesetzgebers in Anhang I der Richtlinie 2009/72/EG, Anhang I der Richtlinie 2009/73/EG, Anhang II der Richtlinie (EU) 2019/944 und in der Empfehlung 2012/148/EU untersucht wurden.

In den Vorarbeiten zur Ordonnanz vom 23. Juli 2018 heißt es außerdem, dass diese Studie « stattgefunden und der Europäischen Kommission im September 2012 übergeben worden ist » (*Parl. Dok.*, Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/1, S. 11).

B.18.1. Mit der Entscheidung, auf der Grundlage der für BRUGEL durchgeführten Studien die schrittweise Einrichtung von intelligenten Zählern zu regeln, verfolgt der Brüsseler Gesetzgeber das europäische Ziel, die Energieeffizienz zu fördern und dabei zugleich dafür zu sorgen, dass ein billiges Gleichgewicht zwischen den Kosten für diese Einrichtung und den wirtschaftlichen und anderen Vorteilen für die Allgemeinheit gewährleistet ist.

B.18.2. Aufgrund der technisch komplexen Materie ist dem Brüsseler Gesetzgeber ein breiter Ermessensspielraum bei der Wahl der Kriterien für die Unterscheidung der Netzbenutzer danach, ob sie den Kategorien für die schrittweise Einrichtung von intelligenten Zählern angehören oder nicht, zuzugestehen.

B.19.1. Wie in der Begründung angegeben, sollen mit der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 « bestimmte auf die Energiemärkte anwendbaren europäischen Vorschriften wie sie in mehreren Richtlinien festgelegt sind, einbezogen werden und den aktuellen Herausforderungen des Strom- und Gasmarktes Rechnung getragen werden » (*Parl. Dok.*, Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/1, S. 1):

« Il s'agit [égale]ment de poser un cadre pour le déploiement des compteurs intelligents. Cette nouvelle génération de compteur est appelée à être installée petit à petit et, au fil du temps, remplacera complètement la technologie électromécanique, actuellement installée, dans l'offre des fabricants de compteurs. Cette technologie dite 'intelligente', est très soutenue par la législation européenne. Ainsi, la Directive 2012/27/UE impose le placement de compteurs intelligents dans les constructions neuves ou faisant l'objet de rénovations importantes et la Directive 2014/94/UE prévoit, dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement raisonnable, que les opérations de recharge des véhicules électriques aux points de recharge ouverts au public doivent faire appel à des systèmes intelligents de mesure. Cette 'intelligence' est porteuse de nombreuses possibilités relatives notamment à la gestion dynamique des réseaux. Elle peut donc constituer une opportunité pour la qualité de la gestion du réseau, notamment dans un contexte de développement de la production électrique renouvelable décentralisée, et de l'accès à celui-ci. Néanmoins, afin d'assurer que ce déploiement bénéficie à l'ensemble des acteurs du marché, par exemple du point de vue des coûts exposés, il y a lieu de définir les principes de ce déploiement : notamment, les catégories de clientèles prioritaires. En outre, le déploiement de cette technologie doit s'opérer dans le respect de la législation sur la protection des données à caractère personnel : c'est pourquoi la présente ordonnance définit les fonctionnalités des compteurs, ainsi que les principes qui s'imposent à la gestion et au traitement des données récoltées et communiquées par ces compteurs. La présente ordonnance se base à cet égard sur les recommandations de la Commission Vie Privée.

La présente ordonnance fixe également un cadre pour le développement des services qui pourraient découler du déploiement des compteurs intelligents : notamment, les services de flexibilité. Cette flexibilité doit être entendue comme la capacité d'un client d'adapter son prélèvement ou son injection d'électricité en réponse à un signal extérieur. Cette flexibilité peut répondre à des besoins des gestionnaires de réseaux, notamment dans le cadre de leur mission d'équilibrage de l'offre et de la demande sur ces réseaux » (ebenda, S. 2).

B.19.2.1. In Bezug auf die Entwürfe der angefochtenen Artikel 24 und 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 heißt es in den Vorarbeiten:

« Il est inséré un nouvel article 24^{ter} dans l'ordonnance électricité qui a pour objet d'autoriser et d'encadrer le déploiement progressif des compteurs intelligents. L'article 24^{ter} nouveau remplace l'article 25^{vicies} de l'ordonnance électricité qui prévoyait le déploiement de compteurs électroniques qui n'avaient pas nécessairement toutes les fonctionnalités d'un compteur intelligent. Cet article 25^{vicies} est donc abrogé.

La présente ordonnance prévoit un déploiement progressif des compteurs intelligents par niches prioritaires, lesquelles sont définies dans le plan d'investissement du GRD en fonction de leurs caractéristiques spécifiques en termes opérationnels, environnemental ou de potentiels de flexibilité en production ou en consommation. Il s'agit d'identifier les segments des utilisateurs pour lesquels l'installation de compteurs intelligents présenterait de réelles opportunités soit pour le client final pris individuellement soit pour le marché bruxellois dans son ensemble.

Elle prévoit par ailleurs, en électricité, certains cas où l'installation de tels compteurs est systématique : telle l'obligation de placement lors du raccordement d'un bâtiment neuf (obligation issue de la Directive 2012/27/EU).

Même si le déploiement de compteurs intelligents n'est pas prioritaire voire reste hypothétique en gaz, un nouvel article 18^{ter} est inséré dans l'ordonnance gaz pour prévoir la possibilité de déployer des compteurs intelligents le cas échéant aussi en gaz. Mais aucune installation obligatoire ou systématique n'est ici prescrite » (ebenda, SS. 20-21).

Es wird weiterhin erläutert:

« Même si un tel déploiement n'est pas prioritaire en gaz, cet article consacre dans l'ordonnance gaz la possibilité pour le gestionnaire du réseau de distribution (mais en aucun cas l'obligation) de déployer des compteurs intelligents » (ebenda, S. 37).

B.19.2.2. Was den schrittweisen Einsatz von intelligenten Zählern, ihre wirtschaftliche Zweckmäßigkeit und den sozialen Schutz betrifft, hat die Brüsseler Ministerin für Energie diesbezüglich präzisiert:

« À l'heure actuelle déjà, et alors qu'il n'existe à ce jour aucun cadre légal relatif au déploiement et à l'utilisation des compteurs intelligents, le Gouvernement bruxellois a le pouvoir d'autoriser le déploiement des compteurs via la procédure d'approbation du plan d'investissements annuel. Dans son plan d'investissements 2018-2019, Sibelga demandait l'installation de 5.000 compteurs en 2018 sous format d'un projet pilote, 10.000 compteurs en 2019 et 2020 et 35.000 compteurs à partir de 2021. Ce plan a été approuvé par le Gouvernement.

Depuis, Sibelga a été amenée à revoir ce calendrier à savoir un déploiement de 40.000 compteurs entre 2019 à 2022 à savoir 35.000 compteurs relevant des catégories obligatoires - les compteurs installés dans les bâtiments neufs ou ayant subi une rénovation lourde, les compteurs des prosumers et des propriétaires de véhicules électriques et 5.000 compteurs réalisés dans le cadre d'un pilote. Ce plan d'investissement revu (plan 2019-2023) sera introduit en septembre et est soumis à la procédure d'approbation par le Gouvernement. Comme vous le comprenez donc, le déploiement de compteurs intelligents se cantonnera bien d'ici à l'horizon 2022 au moins à un déploiement visant les seules niches rendues obligatoires par la législation européenne ainsi qu'un groupe de quelques milliers de compteurs dans le cadre de la réalisation d'un projet pilote visant à assurer le bon fonctionnement du dispositif général ainsi qu'à en assurer la sécurité.

Je tiens en conséquent à préciser une chose. Le texte présenté aujourd'hui ne prévoit pas de déploiement généralisé à l'heure actuelle. Il vise simplement à établir un cadre dans lequel doit s'inscrire le déploiement des compteurs intelligents, quelle que soit son ampleur décidée par les autorités compétentes. Il établit les règles qui doivent régir l'installation de ces compteurs, leur fonctionnement, les règles de comptages applicables notamment. Ces règles visent donc en priorité à apporter un cadre légal aux compteurs installés de manière prioritaire à savoir :

- Ceux qui relèvent des obligations légales découlant de la directive européenne relative à l'Efficacité énergétique, soit les environnements 4 à 5.000 compteurs intelligents installés par an dans les immeubles neufs et rénovés avec permis;
- Ceux installés chez les prosumers - c'est-à-dire les occupants de bâtiments équipés de panneaux photovoltaïques, les clients alimentant un véhicule électrique et les gros clients (à savoir ceux qui consomment plus de 6.000 kWh/an - kilowattheures par an).

Il est à noter que ces profils de consommateurs ont un intérêt à participer au marché de la flexibilité en cours de développement et que, par ailleurs, la pose de compteurs intelligents chez ces clients permettra au gestionnaire du réseau de minimiser les risques et les coûts de congestion sur son réseau.

Pour les autres clients, sans déterminer à ce stade si un équipement global ou par niche se révélera pertinent à l'avenir, le cadre défini dans l'ordonnance sera applicable. En cela, le présent texte pose les balises au sein desquelles devront se déployer, le cas échéant, les compteurs intelligents à Bruxelles.

Vous l'avez donc compris, le texte ici ne vise pas à statuer sur la nécessité ou l'opportunité de procéder à un déploiement plus large des compteurs intelligents au-delà des niches à ce jour obligatoires, mais bien à encadrer la situation existante et à garantir la sécurité de ce dispositif pour l'ensemble des consommateurs d'énergie bruxellois » (Parl. Dok., Parlement der Region Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/2, SS. 7-8).

B.19.2.3. Die Ermächtigung der Regierung, gegebenenfalls neue Kategorien zu bestimmen, stammt aus einem Abänderungsantrag, der folgendermaßen gerechtfertigt wurde:

« Compte tenu de l'incertitude en matière de gains économiques, énergétiques et sociaux, le déploiement de compteurs intelligents se fait par niche. Une révision ou un élargissement de ces niches prioritaires pourra advenir après une étude spécifique et transversale du régulateur démontrant l'opportunité économique, environnementale et sociale du développement de compteurs intelligents pour chaque niche ainsi que, le cas échéant, pour chaque nouvelle catégorie de bénéficiaires éventuels et dont les résultats seront soumis à une large consultation publique avant la tenue d'un débat ouvert à la société civile au Parlement.

Une attention particulière sera portée à l'impact économique et social potentiel pour le secteur résidentiel » (ebenda, SS. 145-146).

B.20.1. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass der Brüsseler Gesetzgeber mit der Annahme der angefochtenen Bestimmungen einen gesetzlichen Rahmen für den schrittweisen Einsatz von intelligenten Zählern, den die Europäische Union befürwortet, schaffen wollte, um für diesen Einsatz Leitplanken festzulegen und die Sicherheit und Rechte der Benutzer der betroffenen Netze zu gewährleisten.

Es kann zudem dem Brüsseler Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, dass er die baldige Einstellung der Produktion von mechanischen Zählern berücksichtigt hat.

B.20.2.1. Artikel 25*vicies* der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 - aufgehoben durch Artikel 34 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 - sowie Artikel 20*octiesdecies* der Ordonnanz vom 1. April 2004 - aufgehoben durch Artikel 78 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 - sahen außerdem, soweit dies technisch machbar und im Hinblick auf potenzielle Energieeinsparungen finanziell vernünftig und angemessen ist, bereits die Möglichkeit der Einrichtung eines elektronischen Zählers für jeden Endverbraucher, der dies beantragt, vor, wenn ein bestehender Zähler ersetzt wird oder wenn neue Gebäude mit Anschlüssen ausgestattet oder Gebäude größeren Renovierungen unterzogen werden.

B.20.2.2. Was das Gasnetz betrifft, geht aus den in B.19.2.1 zitierten Vorarbeiten ebenfalls hervor, dass der Brüsseler Gesetzgeber die Einrichtung solcher Zähler nicht in unmittelbarer Zukunft plant und dass der Einsatz von intelligenten Zählern nur programmatisch geregelt wird, da dieser Einsatz nicht prioritär und erst recht nicht obligatorisch ist. Daher verfügt der Netzbetreiber nur über die Möglichkeit, solche intelligenten Zähler unter Einhaltung des in Artikel 18*ter* der Ordonnanz vom 1. April 2004 festgelegten gesetzlichen Rahmens in der Zukunft schrittweise zu installieren.

B.20.3.1. Zunächst stellen die angefochtenen Artikel 24 und 67, indem sie vorsehen, dass ein intelligenter Zähler installiert wird, wenn ein Zähler ersetzt wird oder wenn ein neuer Anschluss oder größere Renovierungsarbeiten vorgenommen werden, nur die Umsetzung von Artikel 9 Absatz 1 Unterabsatz 2 Buchstaben a und b der Richtlinie 2012/27/EU dar.

Diese Bestimmung sieht nämlich zwei Fälle vor, in denen « individuelle Zähler [...], die den tatsächlichen Energieverbrauch des Endkunden genau widerspiegeln und Informationen über die tatsächliche Nutzungszeit bereitstellen » - womit intelligente Zähler gemeint sind - stets bereitstellen sind: wenn ein bestehender Zähler ersetzt wird, außer in Fällen, in denen dies technisch nicht machbar oder im Vergleich zu den langfristig geschätzten potenziellen Einsparungen nicht kostenwirksam ist (Artikel 9 Absatz 1 Unterabsatz 2 Buchstabe a) und wenn neue Gebäude mit Anschlüssen ausgestattet oder Gebäude größeren Renovierungen unterzogen werden (Artikel 9 Absatz 2 Unterabsatz 2 Buchstabe b).

Die « obligatorischen Nischen », die in den angefochtenen Artikeln erwähnt sind, entsprechen daher den Kategorien, die in der Richtlinie 2012/27/EU, die die Ordonnanz vom 23. Juli 2018 teilweise umsetzt, erwähnt sind.

B.20.3.2. Es ist außerdem offensichtlich, dass der Brüsseler Gesetzgeber die Einrichtung eines intelligenten Zählers bei den Netzbenutzern, die es beantragen, erlauben konnte (Artikel 24ter § 1 Absatz 2 Nr. 5 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 18ter § 1 Absatz 2 der Ordonnanz vom 1. April 2004). Es handelt sich im Übrigen um einen Anspruch jedes Netzbenutzers, der in Artikel 21 der Richtlinie (EU) 2019/944 verankert ist.

B.20.3.3. In Bezug auf die Auswahl der Netzbenutzer, die zu den « prioritären Nischen » gehören, auf die sich Artikel 24ter § 1 Absatz 2 Nr. 1 bis 4 und 6 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 im Hinblick auf einen schrittweisen Einsatz von intelligenten Stromzählern bezieht, ist es vernünftig gerechtfertigt, auf die Benutzer abzielen, deren Stromverbrauch hoch ist, die ein Elektrofahrzeug laden, die in das Netz eine bestimmte Menge von ihnen erzeugten Strom einspeisen oder die ihre Flexibilität für das Netz anbieten.

Wie aus den Vorarbeiten und dem Schriftsatz der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt hervorgeht, können diese Benutzer hinsichtlich einer rationellen Energienutzung am ehesten Vorteile aus einer genauen Kenntnis ihres Verbrauchs oder ihrer Stromerzeugung ziehen, die als ein erster Schritt hin zu einer besseren Kontrolle und einer Senkung des Stromverbrauchs angesehen wird. Der Brüsseler Gesetzgeber konnte daher eine höhere Akzeptanz der neuen Technologie der intelligenten Zähler bei diesen Benutzern annehmen. Außerdem besteht durchaus Grund zu der Annahme, dass die Akzeptanz gegenüber intelligenten Stromzählern bei diesen ersten Benutzern andere Benutzer dazu veranlassen kann, sich auch mit einem intelligenten Stromzähler auszustatten. Zudem handelt es sich um Netzbenutzer, die aufgrund ihres Verbrauches oder ihrer Erzeugung einen erheblichen Einfluss auf die Stromflüsse des Netzes haben, sodass es für die Verteilernetzbetreiber vorteilhaft ist, diese Flüsse zu kennen, um ihren gesetzlichen Auftrag des Netzbetriebs zu erfüllen.

B.20.3.4. Der schrittweise Einsatz von intelligenten Stromzählern wird außerdem nur bei Netzbenutzern durchgeführt, die zu den in Artikel 24ter § 1 Absatz 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 erwähnten « prioritären Nischen » gehören und im Fünfjahres-Investitionsplan des Verteilernetzbetreibers festgelegt sind, der der Aufsicht und Kontrolle von BRUGEL und der Genehmigung der Regierung nach dem in Artikel 12 § 3 derselben Ordonnanz geregelten Verfahren unterliegt.

Wie es in den in B.19.2.2 zitierten Vorarbeiten heißt, sind die ersten Netzbenutzer, die von dem schrittweisen Einsatz von intelligenten Stromzählern betroffen sind, bereits festgelegt und gehören zu den in Artikel 24ter § 1 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 festgelegten « Nischen ».

Im Gegensatz zum Vortrag der klagenden Parteien liegt der schrittweise Einsatz der intelligenten Stromzähler somit nicht im Ermessen des Netzbetreibers.

B.20.4 Was die Ermächtigung betrifft, die der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt erteilt wird, gegebenenfalls neue Kategorien für den schrittweisen Einsatz von intelligenten Zählern zu bestimmen, die durch Artikel 24ter § 1 Absatz 3 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 18ter § 1 Absatz 3 der Ordonnanz vom 1. April 2004 vorgesehen ist, ist diese, wie in B.19.2.3 erwähnt, durch das Bestreben gerechtfertigt, den Einsatz von intelligenten Zählern in Abhängigkeit von der Energiesituation in der Region Brüssel-Hauptstadt weiterzuentwickeln, und ist mit zahlreichen Garantien versehen.

So kann die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt etwaige neue Benutzerkategorien nur nach einer spezifischen Querschnittsstudie von BRUGEL bestimmen, die die wirtschaftliche, ökologische und soziale Zweckmäßigkeit des Einsatzes von intelligenten Zählern für die bereits von dem Einsatz betroffenen Benutzerkategorien sowie für jede neue Kategorie von eventuellen Begünstigten zeigt. Sodann unterliegt diese Studie der öffentlichen Anhörung. Schließlich darf die Bestimmung von neuen Kategorien erst nach einer Parlamentsdebatte erfolgen.

B.21. Weder die Auswahl der obligatorischen oder prioritären Nischen für den Einsatz von intelligenten Zählern noch die Ermächtigung der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt haben unverhältnismäßige Folgen.

Die Netzbenutzer, die nicht von dem prioritären Einsatz von intelligenten Zählern betroffen sind, können jederzeit das Anbringen eines solchen Zählers beantragen. In Bezug auf die Netzbenutzer, denen das Anbringen eines intelligenten Zählers auferlegt wird oder die vorrangig von dem schrittweisen Einsatz betroffen sind, hat der Brüsseler Gesetzgeber Möglichkeiten, im Fall der technischen Unmöglichkeit, dies im Hinblick auf potenzielle Energieeinsparungen fehlenden vernünftigen und angemessenen Verhältnisses von dem Einsatz abzuweichen, vorgesehen.

Schließlich unterliegt die Umsetzung des Fünfjahres-Investitionsplans, in dem insbesondere der Stand der intelligenten Stromzähler und die prioritären Nischen, die für den eventuellen Einsatz dieser Zähler identifiziert wurden, festgelegt werden, der Aufsicht und Bewertung durch BRUGEL (Artikel 12 § 3 Absatz 6 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001).

B.22. Folglich entbehren der schrittweise Einsatz von intelligenten Stromzählern, wie er durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 geregelt ist, und der schrittweise Einsatz von intelligenten Gaszählern, wie er durch den angefochtenen Artikel 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 geplant ist, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.23. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist unbegründet.

Zweiter Teil

B.24. Die klagenden Parteien führen an, dass Artikel 24ter § 2 Absatz 1 der Ordonnanz vom 19. Juli 2011, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, und Artikel 18ter § 2 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2014, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 57 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, gegen die im Klagegrund erwähnten Bestimmungen verstießen, insofern sie es dem Netzbenutzer untersagten, dem Anbringen eines intelligenten Stromzählers zu widersprechen und dessen Beseitigung zu verlangen, ohne Gefahr zu laufen, sein Recht auf Zugang zum Netz nicht mehr ausüben zu können.

B.25. In den Vorarbeiten heißt es:

« En vertu du nouvel article 24ter, § 2 et du nouvel art. 18ter, § 2, un client final ne peut pas refuser le placement d'un compteur intelligent ou en demander la suppression. Cette disposition a pour objectif de ne pas entraver le déploiement progressif des compteurs intelligents » (*Parl. Dok.*, Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/1, S. 21).

B.26. Artikel 23 der Verfassung bestimmt, dass jeder das Recht hat, ein menschenwürdiges Leben zu führen. Zu diesem Zweck gewährleisten die jeweiligen Gesetzgeber unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmen die Bedingungen für ihre Ausübung. Artikel 23 der Verfassung bestimmt nicht, was diese Rechte beinhalten, die lediglich als Grundsatz festgehalten werden, wobei es dem jeweiligen Gesetzgeber obliegt, diese Rechte gemäß Absatz 2 dieses Artikels unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen zu garantieren.

Artikel 23 der Verfassung enthält eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe gibt, die mit dem Allgemeininteresse zusammenhängen.

B.27. Selbst wenn die angefochtene Bestimmung gegen eines der durch Artikel 23 der Verfassung gewährleisteten Grundrechte verstoßen würde - wobei das Recht von den klagenden Parteien in ihrer Klageschrift nicht genauer angegeben wurde -, und ohne dass es notwendig wäre zu prüfen, ob dieser eventuelle Verstoß zu einem erheblichen Rückschritt für den durch ein solches Recht gebotenen Schutz führt, existieren auf jeden Fall Gründe des Allgemeininteresses, die diesen Rückschritt rechtfertigen.

Bei der Regelung des Einsatzes von intelligenten Stromzählern in der Region Brüssel-Hauptstadt musste der Brüsseler Gesetzgeber nämlich das auf europäischer Ebene festgelegte Ziel, einen breiten Einsatz von intelligenten Zählern zu regeln, um, wie in B.18 erwähnt, eine bessere Energieeffizienz unter Wahrung eines Gleichgewichts zwischen den Kosten und den Gewinnen dieses Einsatzes zu erreichen, berücksichtigen. Um dieses Ziel zu erreichen, entbehrt es nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, wenn vorgesehen wird, dass der Netzbenutzer dem Anbringen eines intelligenten Stromzählern weder widersprechen, noch dessen Entfernung aus einem anderen Grund als einer Elektrosensibilität verlangen kann.

B.28. Artikel 24ter § 2 letzter Absatz der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmt:

« Après une étude indépendante et comparative visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise, réalisée par un comité d'experts, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe le cas échéant les cas et les modalités selon lesquels le gestionnaire du réseau de distribution prévoit des solutions technologiques alternatives à l'intérieur des domiciles, pour toute personne qui se dit électrosensible et qui le demande ».

Diese Bestimmung ist Gegenstand des dritten Klagegrunds und wird nachstehend genauer geprüft.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.29. Die klagenden Parteien leiten einen zweiten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung, Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, die Artikel 2, 3 Absatz 2 und 6 des Vertrags über die Europäische Union, die Artikel 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, die Artikel 5, 6 und 13 der Richtlinie 2002/58/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Juli 2002 « über die Verarbeitung personenbezogener Daten und den Schutz der Privatsphäre in der elektronischen Kommunikation (Datenschutzrichtlinie für elektronische Kommunikation) » und die Artikel 5, 6, 7, 17, 18, 21, 22 und 32 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 « zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) » (nachstehend: Datenschutz-Grundverordnung).

B.30.1. Aus der Klageschrift geht hervor, dass der Klagegrund gegen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 gerichtet ist, insofern er einen Artikel 24ter § 4 in die Ordonnanz vom 19. Juli 2001 einfügt, und gegen Artikel 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, insofern er einen Artikel 18ter § 4 in die Ordonnanz vom 1. April 2004 einfügt.

B.30.2. Die klagenden Parteien legen nicht dar, inwiefern ein Verstoß gegen das Recht auf Achtung des Privatlebens, das in Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und in den Artikeln 7 und 8 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union verankert ist und das Recht auf den Schutz personenbezogener Daten umfasst, auf andere Weise als durch einen Verstoß gegen die Artikel 5, 6 und 17 der Datenschutz-Grundverordnung vorliegen würde.

B.30.3. Folglich beschränkt der Gerichtshof seine Prüfung auf die angefochtenen Bestimmungen anhand von Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 5, 6 und 17 der Datenschutz-Grundverordnung.

Erster Teil

B.31. Die klagenden Parteien führen an, dass es die angefochtenen Bestimmungen dem Verteilernetzbetreiber erlauben würden, die von intelligenten Stromzählern stammenden Informationen zur Durchführung « seiner gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Aufgaben » (« missions légales ou réglementaires ») zu verarbeiten, während die Datenschutz-Grundverordnung die Möglichkeit vorsehe, diese Informationen rechtmäßig nur zu verwenden, um die Einhaltung einer « rechtlichen Verpflichtung » (« obligation légale ») zu gewährleisten. Der Begriff der « rechtlichen Verpflichtung » in der Verordnung sei weniger weit gefasst als der der « gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Aufgaben », der in der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 verwendet werde.

B.32.1.1. Artikel 24ter § 4 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmt:

« Le gestionnaire du réseau est, seul ou conjointement avec une ou plusieurs sociétés exploitantes selon les modalités définies en vertu du règlement technique, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents. En cette qualité, il veille à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables, à la sécurité du réseau intelligent et de la communication des données, ainsi qu'à la garantie de la protection de la vie privée des utilisateurs du réseau, notamment dans le traitement des données à caractère personnel.

Les compteurs et réseaux intelligents doivent être conçus de manière à éviter la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, la divulgation, la diffusion, l'accès et la modification des données à caractère personnel dès la conception.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut traiter les informations disponibles sur un compteur intelligent que pour réaliser ses missions légales ou réglementaires, notamment pour le développement du réseau de distribution ainsi que la détection et la facturation des consommations d'électricité non facturées par un fournisseur.

Ne seront collectées et traitées que les données à caractère personnel adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités autorisées par la présente ordonnance et pour lesquelles elles ont été collectées. Le Gouvernement établit une liste de ces données, primaires ou dérivées.

Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées que le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées. En tout état de cause ce délai ne pourra excéder dix ans.

Les données à caractère personnel sont rendues anonymes dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Sont interdits, tous traitements de données de comptage à caractère personnel ayant les finalités suivantes :

1° le commerce de données de comptage à caractère personnel;

2° le commerce d'informations ou profils énergétiques établis statistiquement à partir des données de comptage à caractère personnel mesurées périodiquement par le gestionnaire du réseau qui permettent de déduire les comportements de consommation du client final;

3° l'établissement de 'listes noires' des clients finals par un traitement automatisé d'informations nominatives concernant les fraudeurs et mauvais payeurs ».

B.32.1.2. Artikel 18ter § 4 der Ordonnanz vom 1. April 2004, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmt:

« Le gestionnaire du réseau est, seul ou conjointement avec une ou plusieurs sociétés exploitantes selon les modalités définies en vertu du règlement technique, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents. En cette qualité, il veille à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables, à la sécurité du réseau intelligent et de la communication des données, ainsi qu'à la garantie de la protection de la vie privée des utilisateurs du réseau, notamment dans le traitement des données à caractère personnel.

Les compteurs et réseaux intelligents doivent être conçus de manière à éviter la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, la divulgation, la diffusion, l'accès et la modification des données à caractère personnel dès la conception.

Le gestionnaire du réseau de distribution ne peut traiter les informations disponibles sur un compteur intelligent que pour réaliser ses missions légales ou réglementaires, notamment pour le développement du réseau de distribution ainsi que la détection et la facturation des consommations d'électricité non facturées par un fournisseur.

Ne seront collectées et traitées que les données à caractère personnel adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités autorisées par la présente ordonnance et pour lesquelles elles ont été collectées. Le Gouvernement établit une liste de ces données, primaires ou dérivées.

Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées que le temps nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées. En tout état de cause ce délai ne pourra excéder cinq ans.

Les données à caractère personnel sont rendues anonymes dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Sont interdits, tous traitements de données de comptage à caractère personnel ayant les finalités suivantes :

1° le commerce de données de comptage à caractère personnel;

2° le commerce d'informations ou profils énergétiques établis statistiquement à partir des données de comptage à caractère personnel mesurées périodiquement par le gestionnaire du réseau qui permettent de déduire les comportements de consommation du client final;

3° l'établissement de 'listes noires' des clients finals par un traitement automatisé d'informations nominatives concernant les fraudeurs et mauvais payeurs ».

B.32.2.1. In Bezug auf den rechtlichen Rahmen für die Einrichtung von intelligenten Zählern und den Schutz der von diesen Zählern stammenden personenbezogenen Daten heißt es in der Begründung:

« Les missions et obligations du gestionnaire de réseau de distribution sont également explicitées. En outre, dans la mesure où les compteurs intelligents permettent de collecter davantage de données de comptage que les compteurs électromécaniques, un cadre strict pour la protection, la gestion, l'utilisation et la conservation de ces données est également établi. Certaines finalités - notamment commerciales ou de 'fichage' - de traitement des données de comptage à caractère personnel sont également exclues. Enfin, il est prévu les conditions d'information que le gestionnaire du réseau de distribution devra respecter vis-à-vis du client final » (*Parl. Dok.*, Parlement der Région Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/1, S. 7).

B.32.2.2. Es wird weiterhin erläutert:

« [Les] articles 24ter et 18ter nouveaux prévoient des garde-fous en vue de garantir le droit au respect de la vie privée à chaque client final, conformément aux recommandations de la Commission vie privée - (recommandation 04/2011). Ces garde-fous ne portent pas préjudice aux mesures qui doivent être prises en vertu de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

[...]

Or, les compteurs et réseaux intelligents permettent de collecter davantage de données de comptage que les compteurs électromécaniques classiques, qui, lorsqu'elles se rapportent à des personnes physiques, constituent des données à caractère personnel, au sens de la législation relative à la vie privée :

- les index de consommation qui permettent de calculer la consommation d'énergie;
- les données mesurant la qualité de l'alimentation énergétique fournie à l'utilisateur du réseau; et
- la courbe de charge constituée d'un relevé à intervalles réguliers de la consommation énergétique de l'utilisateur du réseau.

Sans révéler des informations fines sur les usages et les appareils des consommateurs, les compteurs et réseaux intelligents permettent donc le traitement d'un nombre accru de données à caractère personnel, de nature sensible.

Lorsque ce traitement est réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution seul ou conjointement avec ses filiales d'exploitation, dans les conditions fixées par le règlement technique, pour assurer ses missions d'intérêt général, le traitement reposera sur un traitement légitime au sens de l'article 5, b), c) et e), de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Lorsque ce traitement est réalisé par un tiers, le traitement devra reposer sur le consentement explicite du client final, conformément à l'article 5, a), de la loi du 8 décembre 1992. La pratique courante consistant à donner son 'consentement' via une clause dans les conditions générales ne peut plus être retenue comme étant valable.

Lors de l'activation du compteur intelligent, le gestionnaire du réseau de distribution, d'une part, informe, au moyen d'un dépliant, l'utilisateur concerné du réseau du fonctionnement, des fonctionnalités et des conséquences du compteur intelligent et, d'autre part, lui transmet un formulaire à remplir indiquant l'accord ou l'opposition de l'utilisateur à l'activation des fonctionnalités communicantes du compteur. L'accord de l'utilisateur est réputé acquis en l'absence de communication de son opposition dans les trente jours suivant la réception de ce formulaire.

Compte tenu de la nécessité de créer sans tarder un cadre juridique pour le déploiement des compteurs intelligents, en électricité du moins, sur le territoire bruxellois, notamment pour éviter un développement anarchique de ceux-ci, et de l'impératif que le déploiement de ces compteurs se fasse dans le respect de la vie privée, il a semblé préférable d'accompagner dès le départ ce déploiement par des mesures permettant d'assurer la protection des données à caractère personnel des personnes physiques. Etant donné que l'utilisation rationnelle de l'énergie et la distribution de l'électricité et du gaz ressortent de la compétence des Régions, le législateur bruxellois impose des normes applicables aux compteurs intelligents, dont certaines permettent de garantir le respect de la vie privée.

Les dispositions de la présente ordonnance doivent se conformer aux exigences minimales de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Elles déterminent le responsable du traitement, les finalités autorisées, les finalités non autorisées ainsi que la durée de conservation des données admises.

Ces dispositions s'alignent par ailleurs sur les standards existants déjà au sein des États membres de l'Union européenne ou reconnus par l'industrie ainsi que des recommandations suivantes :

- les recommandations de la Commission européenne du 9 mars 2012 relative à la préparation de l'introduction des systèmes intelligents de mesure, et plus particulièrement son titre III : ' Exigences fonctionnelles minimales communes applicables aux systèmes intelligents de mesure de l'électricité ' ;
- l'avis du Contrôleur européen de la protection des données sur la recommandation de la Commission relative à la préparation de l'introduction des systèmes intelligents de mesure;
- les avis du groupe de travail sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel institué par l'article 29 de la Directive 95/46/CE;
- la recommandation de la Commission européenne du 10 octobre 2014 concernant le modèle d'analyse d'impact sur la protection des données des réseaux intelligents et des systèmes intelligents de mesure; et
- la recommandation n° 04/2011 de la Commission de la vie privée quant aux principes à respecter pour les réseaux et compteurs intelligents.

Conformément à l'avis n° 12/2011 du groupe de travail sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel institué par l'article 29 de la Directive 95/46/CE, la sécurisation de l'ensemble du réseau intelligent doit être assurée par le gestionnaire du réseau de distribution. Tel est l'objet des articles 24^{ter} nouveau, § 4, et 18^{ter} nouveau, § 4, lesquels confient au GRD [gestionnaire du réseau de distribution] la tâche de veiller à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables et à la sécurité du réseau intelligent.

Afin de se conformer au titre I de la recommandation de la Commission européenne du 9 mars 2012 relatif aux ' Considérations relatives à la protection et à la sécurité des données ' et à la Recommandation n° 04/2011 de la Commission de la protection de la vie privée quant aux principes à respecter pour les smart grids et smart meters, les articles 24^{ter} et 18^{ter} nouveaux, § 4, précisent en outre les modalités de la sécurisation et de la limitation du paramétrage des compteurs intelligents afin d'assurer la protection des données.

Les compteurs intelligents doivent être protégés par les normes de mesures les plus élevées en matière de sécurité pour éviter les intrusions ou manipulations des données, notamment les exigences essentielles pour la sécurité des informations dans le réseau intelligent. Les lignes directrices pertinentes publiées par l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA) devraient également être prises en compte ainsi que les ' mesures de référence en matière de sécurité applicables à tout traitement de données à caractère personnel ' disponibles sur le site Internet de la Commission de protection de la vie Privée.

Des mesures techniques devront être mises en œuvre dans les compteurs intelligents afin que la collecte des données de comptage à une fréquence inférieure à quinze minutes soit rendue impossible.

Les articles 53 et 83 du présent projet d'ordonnance imposent la mise en conformité des compteurs intelligents qui ont été mis en place avant son entrée en vigueur, avec les nouvelles dispositions en la matière » (ebenda, SS. 21-23).

B.33. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass der Brüsseler Gesetzgeber durch die Annahme der angefochtenen Bestimmungen einen rechtlichen Rahmen zum Schutz der von den intelligenten Zählern verarbeiteten personenbezogenen Daten unter Einhaltung der Rechtsvorschriften zum Schutz personenbezogener Daten, einschließlich der Datenschutz-Grundverordnung, ausarbeiten wollte.

Artikel 32^{undecies} der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, eingefügt durch Artikel 52 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, und Artikel 27^{quinquies} der Ordonnanz vom 1. April 2004, eingefügt durch Artikel 86 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmen außerdem:

« Tous les traitements de données à caractère personnel qui ont lieu en exécution de cette ordonnance doivent se conformer à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ».

B.34.1. Die Datenschutz-Grundverordnung gilt für die ganz oder teilweise automatisierte Verarbeitung personenbezogener Daten sowie für die nichtautomatisierte Verarbeitung personenbezogener Daten, die in einem Dateisystem gespeichert sind oder gespeichert werden sollen (Artikel 2 Absatz 1 dieser Verordnung).

Die « Verarbeitung » von Daten bezieht sich auf « jeden mit oder ohne Hilfe automatisierter Verfahren ausgeführten Vorgang oder jede solche Vorgangsreihe im Zusammenhang mit personenbezogenen Daten wie das Erheben, das Erfassen, die Organisation, das Ordnen, die Speicherung, die Anpassung oder Veränderung, das Auslesen, das Abfragen, die Verwendung, die Offenlegung durch Übermittlung, Verbreitung oder eine andere Form der Bereitstellung, den Abgleich oder die Verknüpfung, die Einschränkung, das Löschen oder die Vernichtung » (Artikel 4 Nummer 2 der Datenschutz-Grundverordnung).

« Personenbezogene Daten » sind « alle Informationen, die sich auf eine identifizierte oder identifizierbare natürliche Person » (nachstehend: « betroffene Person ») beziehen; als « identifizierbar » wird eine natürliche Person angesehen, die direkt oder indirekt, insbesondere mittels Zuordnung zu einer Kennung wie einem Namen, zu einer Kennnummer, zu Standortdaten, zu einer Online-Kennung oder zu einem oder mehreren besonderen Merkmalen, die Ausdruck der physischen, physiologischen, genetischen, psychischen, wirtschaftlichen, kulturellen oder sozialen Identität dieser natürlichen Person sind, identifiziert werden kann (Artikel 4 Nummer 1 der Datenschutz-Grundverordnung).

B.34.2. Artikel 5 der Datenschutz-Grundverordnung legt die auf die Verarbeitung personenbezogener Daten anwendbaren Grundsätze fest.

Personenbezogene Daten müssen auf rechtmäßige Weise, nach Treu und Glauben und in einer für die betroffene Person nachvollziehbaren Weise verarbeitet werden (Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a der Datenschutz-Grundverordnung). Sie müssen außerdem für festgelegte, eindeutige und legitime Zwecke erhoben werden und dürfen nicht in einer mit diesen Zwecken nicht zu vereinbarenden Weise weiterverarbeitet werden (Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe b der Datenschutz-Grundverordnung).

B.34.3. Das in Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a der Datenschutz-Grundverordnung enthaltene Erfordernis der Rechtmäßigkeit der Datenverarbeitung wird in Artikel 6 derselben Verordnung näher ausgeführt. Artikel 6 Absatz 1 bestimmt:

« Die Verarbeitung ist nur rechtmäßig, wenn mindestens eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt ist:

- a) Die betroffene Person hat ihre Einwilligung zu der Verarbeitung der sie betreffenden personenbezogenen Daten für einen oder mehrere bestimmte Zwecke gegeben;
- b) die Verarbeitung ist für die Erfüllung eines Vertrags, dessen Vertragspartei die betroffene Person ist, oder zur Durchführung vorvertraglicher Maßnahmen erforderlich, die auf Anfrage der betroffenen Person erfolgen;
- c) die Verarbeitung ist zur Erfüllung einer rechtlichen Verpflichtung erforderlich, der der Verantwortliche unterliegt;
- d) die Verarbeitung ist erforderlich, um lebenswichtige Interessen der betroffenen Person oder einer anderen natürlichen Person zu schützen;
- e) die Verarbeitung ist für die Wahrnehmung einer Aufgabe erforderlich, die im öffentlichen Interesse liegt oder in Ausübung öffentlicher Gewalt erfolgt, die dem Verantwortlichen übertragen wurde;

f) die Verarbeitung ist zur Wahrung der berechtigten Interessen des Verantwortlichen oder eines Dritten erforderlich, sofern nicht die Interessen oder Grundrechte und Grundfreiheiten der betroffenen Person, die den Schutz personenbezogener Daten erfordern, überwiegen, insbesondere dann, wenn es sich bei der betroffenen Person um ein Kind handelt.

Unterabsatz 1 Buchstabe f gilt nicht für die von Behörden in Erfüllung ihrer Aufgaben vorgenommene Verarbeitung ».

B.35. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien ausführen, ermächtigen Artikel 24ter § 4 Absatz 3 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 18ter § 4 Absatz 3 der Ordonnanz vom 1. April 2004, indem sie es dem Verteilernetzbetreiber erlauben, die von intelligenten Zählern stammenden Informationen ausschließlich zur Durchführung seiner « gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Aufgaben » zu verarbeiten, den Verteilernetzbetreiber nicht, personenbezogene Daten außerhalb der in Artikel 6 der Datenschutz-Grundverordnung abschließend aufgeführten Fälle zu verarbeiten. Nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe c der Datenschutz-Grundverordnung ist die Verarbeitung von personenbezogenen Daten nämlich rechtmäßig, wenn sie zur Erfüllung einer « rechtlichen Verpflichtung » erforderlich ist. Dieser Verweis auf die « Erfüllung einer rechtlichen Verpflichtung » bedeutet nicht, dass diese Verpflichtung notwendigerweise im Rahmen eines « Gesetzes » im formellen Sinne des Begriffs erfolgen muss, da der Verweis in einer europäischen Vorschrift enthalten ist. Der Verweis auf eine « rechtliche Verpflichtung » verweist lediglich auf eine Verpflichtung, die sich aus einer Vorschrift der Rechtsordnung der Union oder des Mitgliedstaates ergibt, wie Artikel 6 Absatz 3 derselben Verordnung bestätigt, der bestimmt, dass « die Rechtsgrundlage für die Verarbeitungen gemäß Absatz 1 Buchstaben c und e [...] festgelegt [wird] durch: a) Unionsrecht oder b) das Recht der Mitgliedstaaten, dem der Verantwortliche unterliegt ».

Folglich hat der Umstand, dass der Netzbetreiber gemäß den vorerwähnten Artikeln 24ter § 4 Absatz 3 und 18ter § 4 Absatz 3 personenbezogene Daten zur Durchführung seiner gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Aufgaben verarbeiten kann, keinen Verstoß gegen Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe c der Datenschutz-Grundverordnung zur Folge.

Zweiter Teil

B.36. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die dem Verteilernetzbetreiber eingeräumte Möglichkeit, vom intelligenten Stromzähler stammende personenbezogene Daten über die maximale Speicherdauer von fünf Jahren hinaus zu behalten, die in Artikel 24ter § 4 Absatz 5 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und in Artikel 18ter § 4 Absatz 5 der Ordonnanz vom 1. April 2004 vorgesehen ist, das Recht auf die Löschung personenbezogener Daten nach Artikel 17 der Datenschutz-Grundverordnung unwirksam mache. Die klagenden Parteien verstehen zudem nicht, warum zwei verschiedene Fristen - jeweils von höchstens zehn und fünf Jahren - in den vorerwähnten Artikeln 24ter § 4 Absatz 5 und 18ter § 4 Absatz 5 vorgesehen sind.

B.37. Artikel 24ter § 4 Absatz 5 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 18ter § 4 Absatz 5 der Ordonnanz vom 1. April 2011 regeln die Speicherung von personenbezogenen Daten durch den Verteilernetzbetreiber. Aufgrund dieser Bestimmungen dürfen die von den Stromzählern stammenden personenbezogenen Daten nur « so lange gespeichert werden, wie dies zur Erfüllung des Zwecks, zu dem sie gesammelt wurden, nötig ist ». In jedem Fall darf diese Frist in Bezug auf die von intelligenten Stromzählern stammenden personenbezogenen Daten zehn Jahre nicht übersteigen (vorerwählter Artikel 24ter § 4 Absatz 5) und darf in Bezug auf die von intelligenten Gaszählern stammenden Daten fünf Jahre nicht übersteigen (vorerwählter Artikel 18ter § 4 Absatz 5).

B.38.1. Da Artikel 18ter § 4 Absatz 5 der Ordonnanz vom 1. April 2004 vorsieht, dass die Speicherdauer der von intelligenten Gaszählern stammenden Daten in jedem Fall fünf Jahre nicht übersteigen darf, geht die Kritik der klagenden Parteien, insofern sie ein Überschreiten der Frist von fünf Jahren anführen, von einer falschen Prämisse aus.

B.38.2. Im Übrigen können durch den Umstand, dass zwei verschiedene Fristen für die Datenspeicherung jeweils für intelligente Stromzähler und für intelligente Gaszähler vorgesehen sind, die im Rahmen dieses Klagegrunds geltend gemachten Bestimmungen nicht missachtet werden.

B.38.3. Der Gerichtshof muss daher nur prüfen, ob Artikel 24ter § 4 Absatz 5 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, insofern er die Speicherdauer der von einem intelligenten Stromzähler stammenden personenbezogenen Daten vorsieht, mit den im Klagegrund geltend gemachten Bestimmungen vereinbar ist.

B.39.1. In Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe e der Datenschutz-Grundverordnung ist der Grundsatz einer zeitlichen Begrenzung der Speicherung von personenbezogenen Daten verankert, und zwar nur so lange wie es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist.

In demselben Sinne sind in Artikel 17 Absatz 1 Buchstabe a derselben Verordnung das Recht der betroffenen Person, die Löschung der sie betreffenden personenbezogenen Daten zu verlangen, und die entsprechende Verpflichtung des Verantwortlichen, diese Daten unverzüglich zu löschen, wenn sie für die Zwecke, für die sie erhoben oder auf sonstige Weise verarbeitet wurden, nicht mehr notwendig sind, verankert.

Die Möglichkeit der betroffenen Person, die Löschung ihrer Daten zu erwirken, besteht somit grundsätzlich nach Ablauf der für die Erfüllung der Zwecke der Erhebung oder der Verarbeitung notwendigen Frist.

B.39.2. Indem es Artikel 24ter § 4 Absatz 5 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 dem Verteilernetzbetreiber erlaubt, die von den intelligenten Stromzählern stammenden personenbezogenen Daten länger als fünf Jahre, sofern dies für die Erfüllung der Zwecke, zu denen sie erhoben wurden, notwendig ist, aber höchstens zehn Jahre zu speichern, knüpft er nahtlos sowohl an Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe e als auch Artikel 17 Absatz 1 Buchstabe a der Datenschutz-Grundverordnung an.

Die Speicherdauer für personenbezogene Daten ist nämlich strikt auf die Zeit begrenzt, die für die Erfüllung der Zwecke, für die sie erhoben wurden, notwendig ist, was dem Erfordernis von Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe e der Datenschutz-Grundverordnung entspricht. Über diese Frist hinaus darf der Netzbetreiber diese Daten nicht mehr speichern und die betroffene Person kann die Löschung dieser sie betreffenden personenbezogenen Daten gemäß Artikel 17 Absatz 1 Buchstabe a derselben Verordnung erwirken. Zudem ist in der angefochtenen Bestimmung eine absolute Höchstfrist von zehn Jahren vorgesehen.

Da die Speicherdauer von personenbezogenen Daten strikt auf die Zeit begrenzt ist, die für die Erfüllung der Zwecke, für die sie erhoben wurden, notwendig ist, kann das Recht auf Löschung daher während dieser strikt auf die Erfüllung dieser Zwecke begrenzten Zeit nicht ausgeübt werden, ohne dass dies einen Verstoß gegen Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe e oder gegen Artikel 17 Absatz 1 der Datenschutz-Grundverordnung darstellt.

Dritter Teil

B.40. Die klagenden Parteien führen an, dass der Begriff « Betreibergesellschaft », der in Artikel 24ter § 4 Absatz 1 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und in Artikel 18ter § 4 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004 enthalten ist, vage und mit der Datenschutz-Grundverordnung unvereinbar sei.

B.41.1. Artikel 24^{ter} § 4 Absatz 1 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 18^{ter} § 4 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004 bestimmen:

« Le gestionnaire du réseau est, seul ou conjointement avec une ou plusieurs sociétés exploitantes selon les modalités définies en vertu du règlement technique, responsable du traitement des données à caractère personnel fournies par les compteurs intelligents. En cette qualité, il veille à la conformité des compteurs intelligents aux normes techniques applicables, à la sécurité du réseau intelligent et de la communication des données, ainsi qu'à la garantie de la protection de la vie privée des utilisateurs du réseau, notamment dans le traitement des données à caractère personnel ».

In dieser Bestimmung wird der Verantwortliche für die Verarbeitung der von den intelligenten Zählern stammenden personenbezogenen Daten als der Verteilernetzbetreiber allein oder gemeinsam mit einer oder mehreren « Betreibergesellschaften » gemäß den aufgrund der technischen Regelung festgelegten Modalitäten definiert.

Die technischen Regelungen werden nach Genehmigung durch BRUGEL nach dem Verfahren angenommen, das jeweils durch Artikel 9^{ter} der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 9 der Ordonnanz vom 1. April 2004 festgelegt ist. Die technischen Regelungen werden im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Internetseite von BRUGEL und von dem Netzbetreiber veröffentlicht.

B.41.2. In den Vorarbeiten heißt es:

« Lorsque ce traitement est réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution seul ou conjointement avec ses filiales d'exploitation, dans les conditions fixées par le règlement technique, pour assurer ses missions d'intérêt général, le traitement reposera sur un traitement légitime au sens de l'article 5, b), c) et e), de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Lorsque ce traitement est réalisé par un tiers, le traitement devra reposer sur le consentement explicite du client final, conformément à l'article 5, a), de la loi du 8 décembre 1992. La pratique courante consistant à donner son 'consentement' via une clause dans les conditions générales ne peut plus être retenue comme étant valable » (*Parl. Dok.*, Parlement der Region Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/1, SS. 21-22).

B.42.1. In Artikel 4 Nr. 7 der Datenschutz-Grundverordnung ist der Begriff des « Verantwortlichen » wie folgt definiert:

« die natürliche oder juristische Person, Behörde, Einrichtung oder andere Stelle, die allein oder gemeinsam mit anderen über die Zwecke und Mittel der Verarbeitung von personenbezogenen Daten entscheidet; sind die Zwecke und Mittel dieser Verarbeitung durch das Unionsrecht oder das Recht der Mitgliedstaaten vorgegeben, so kann der Verantwortliche beziehungsweise können die bestimmten Kriterien seiner Benennung nach dem Unionsrecht oder dem Recht der Mitgliedstaaten vorgesehen werden ».

B.42.2. Artikel 4 Nummer 8 der Datenschutz-Grundverordnung definiert den Begriff « Auftragsverarbeiter » (« sous-traitant ») wie folgt:

« eine natürliche oder juristische Person, Behörde, Einrichtung oder andere Stelle, die personenbezogene Daten im Auftrag des Verantwortlichen verarbeitet ».

B.42.3. Artikel 28 - mit der Überschrift « Gemeinsam für die Verarbeitung Verantwortliche » - der Datenschutz-Grundverordnung bestimmt:

« 1. Legen zwei oder mehr Verantwortliche gemeinsam die Zwecke der und die Mittel zur Verarbeitung fest, so sind sie gemeinsam Verantwortliche. Sie legen in einer Vereinbarung in transparenter Form fest, wer von ihnen welche Verpflichtung gemäß dieser Verordnung erfüllt, insbesondere was die Wahrnehmung der Rechte der betroffenen Person angeht, und wer welchen Informationspflichten gemäß den Artikeln 13 und 14 nachkommt, sofern und soweit die jeweiligen Aufgaben der Verantwortlichen nicht durch Rechtsvorschriften der Union oder der Mitgliedstaaten, denen die Verantwortlichen unterliegen, festgelegt sind. In der Vereinbarung kann eine Anlaufstelle für die betroffenen Personen angegeben werden.

2. Die Vereinbarung gemäß Absatz 1 muss die jeweiligen tatsächlichen Funktionen und Beziehungen der gemeinsam Verantwortlichen gegenüber betroffenen Personen gebührend widerspiegeln. Das wesentliche der Vereinbarung wird der betroffenen Person zur Verfügung gestellt.

3. Ungeachtet der Einzelheiten der Vereinbarung gemäß Absatz 1 kann die betroffene Person ihre Rechte im Rahmen dieser Verordnung bei und gegenüber jedem einzelnen der Verantwortlichen geltend machen ».

B.43.1. Der im Text der angefochtenen Bestimmungen verwendete Begriff « Betreibergesellschaft » ist nicht neu, sondern bezieht sich auf einen Begriff, der bereits vor der Annahme der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 in den Ordonnanzen vom 19. Juli 2001 und vom 1. April 2004 existierte und der Aufschluss über die Tragweite der angefochtenen Bestimmungen geben kann.

So sehen Artikel 9 § 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 7 § 2 der Ordonnanz vom 1. April 2004 vor, dass der Verteilernetzbetreiber « mit dem täglichen Betrieb seiner Tätigkeiten ganz oder teilweise eine oder mehrere Betreibergesellschaften beauftragen kann », zu den Bedingungen, die in diesen Artikeln festgelegt sind.

Artikel 9 § 3 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, wieder eingeführt durch Artikel 6 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, und Artikel 7 § 3 der Ordonnanz vom 1. April 2004, wieder eingeführt durch Artikel 57 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmen außerdem:

« Lorsque des missions ont été déléguées à des sociétés exploitantes visées au § 2, le gestionnaire du réseau de distribution donne accès à Brugel aux comptes, factures et budget de ces sociétés dans les limites du contrôle qu'il exerce seul ou conjointement avec d'autres sur celles-ci; Brugel peut lui demander toute information nécessaire et pertinente sur les conditions d'exploitation ou d'exercice des obligations et missions déléguées ».

In den Vorarbeiten zur Ordonnanz vom 23. Juli 2018 ist in Bezug auf die Entwürfe der Artikel 6 und 57 dargelegt:

« Ces articles concernent la délégation, par le GRD, de certaines de ses obligations et de ses missions à une ou plusieurs sociétés tierces. Une telle délégation est déjà autorisée par les ordonnances actuelles, moyennant le respect de conditions strictes, telles que l'existence d'un contrôle effectif du GRD sur l'exercice des obligations et missions déléguées. En ce qui concerne les obligations de service public, les ordonnances actuelles imposent que les modalités de la délégation par le gestionnaire du réseau de distribution soient soumises à l'approbation du Gouvernement après avis de Brugel.

Aujourd'hui, il paraît nécessaire d'adapter les garde-fous prévus par les ordonnances en cas de délégation à l'évolution actuelle du paysage du marché de l'énergie belge.

Le présent projet d'ordonnance offre la possibilité à Brugel d'exercer un contrôle sur l'exercice des activités déléguées par le GRD à une société d'exploitation tierce qu'il contrôle ou co-contrôle, telle la société Atrias au sein de laquelle les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs établissent ensemble les évolutions du *[Message Implementation Guide]* » (*Parl. Dok.*, Parlement der Region Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/1, SS. 11-12).

B.43.2. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass bei einer Übertragung der Aufgaben des Verteilernetzbetreibers an eine oder mehrere Betreibergesellschaften für die Übertragung mehrere strikte Bedingungen gelten und die Ausübung der übertragenen Tätigkeiten der Kontrolle von BRUGEL unterworfen ist.

B.43.3. Wenn im vorliegenden Fall der Verteilernetzbetreiber einer oder mehreren Betreibergesellschaften Tätigkeiten in Bezug auf die Verarbeitung von von intelligenten Zählern stammenden personenbezogenen Daten überträgt, müssen die Modalitäten, nach denen der Netzbetreiber die Verantwortung für die Datenverarbeitung mit diesen Betreibergesellschaften, ob als Auftragsverarbeiter oder als gemeinsam Verantwortlicher im Sinne der in B.42 zitierten Bestimmungen der Datenschutz-Grundverordnung, trägt, in den technischen Regelungen festgelegt sein, die im Belgischen Staatsblatt und auf der Internetseite von BRUGEL und von dem Netzbetreiber veröffentlicht werden.

B.43.4. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, ist der Begriff « Betreibergesellschaft » in Artikel 24ter § 4 Absatz 1 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 und Artikel 18ter § 4 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004 weder vage noch mit der Datenschutz-Grundverordnung unvereinbar.

Es ist eindeutig, dass die in den angefochtenen Bestimmungen verwendete « Betreibergesellschaft » diejenige meint, die gegebenenfalls mit einer oder mehreren Tätigkeiten in Bezug auf die Verarbeitung von von intelligenten Zählern stammenden personenbezogenen Daten gemäß den in B.43.1 erwähnten Artikeln 9 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 oder 7 der Ordonnanz vom 1. April 2004 beauftragt wird. Sowohl der Verteilernetzbetreiber als auch diese eventuellen Betreibergesellschaften, unabhängig davon, ob sie als « Auftragsverarbeiter » oder als « gemeinsam Verantwortlicher » handeln, dürfen die von intelligenten Zählern stammenden personenbezogenen Daten nur zur Erfüllung der gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Aufgaben des Verteilernetzbetreibers unter Einhaltung der von den vorerwähnten Artikeln 24ter § 4 und 18ter § 4 festgelegten Garantien verarbeiten.

B.44. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass der zweite Klagegrund unbegründet ist.

In Bezug auf den dritten Klagegrund

B.45.1. Die klagenden Parteien leiten einen dritten Klagegrund ab aus einem Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung, Artikel 6 Absatz 1 des Vertrags über die Europäische Union, Artikel 35 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und gegen das « Vorsorgeprinzip » und den « Stillhaltegrundsatz ».

B.45.2. Da die klagenden Parteien nicht nachweisen, inwiefern gegen Artikel 6 Absatz 1 des Vertrags über die Europäische Union und Artikel 35 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union in Verbindung mit Artikel 23 der Verfassung verstoßen würde, beschränkt der Gerichtshof seine Prüfung auf den behaupteten Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung.

Erster Teil

B.46. Die klagenden Parteien führen im Wesentlichen an, dass der Einsatz von intelligenten Stromzählern einen erheblichen Rückschritt beim Schutz des Rechts auf eine gesunde Umwelt zur Folge habe, insofern diese Zähler elektromagnetische Wellen aussendeten, deren Unschädlichkeit für den Menschen nicht vermutet werden könne. Die klagenden Parteien bemängeln insbesondere Artikel 24ter § 2 letzter Absatz der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, der die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt ermächtigt, « gegebenenfalls » die Fälle und die Modalitäten, nach denen der Verteilernetzbetreiber « alternative technische Lösungen » in der Wohnung für jede Person vorsieht, die angibt, elektrosensibel zu sein, und die es beantragt, zu bestimmen; diese Ermächtigung sei nicht zwingend und werde nach Kriterien ausgeübt, die völlig unklar blieben. Die klagenden Parteien bemängeln ebenfalls den Umstand, dass Artikel 18ter der Ordonnanz vom 1. April 2004, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 67 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, keine Bestimmung im Zusammenhang mit der Elektrosensibilität enthalte.

B.47 Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

[...]

4. das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt,

[...] ».

Artikel 23 der Verfassung enthält eine Stillhalteverpflichtung, die verhindert, dass der zuständige Gesetzgeber das Schutzniveau, das durch die geltenden Rechtsvorschriften geboten wird, in erheblichem Maße verringert, ohne dass es hierfür Gründe gibt, die mit dem Allgemeininteresse zusammenhängen

B.48.1. Artikel 34ter § 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018, bestimmt:

« Dans le cas des niches définies à l'art. 24ter, § 1^{er}, nul ne peut refuser l'installation ou le maintien d'un compteur intelligent. Une fois un compteur installé, nul ne peut en demander la suppression.

[...]

Après une étude indépendante et comparative visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise, réalisée par un comité d'experts, dans un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe le cas échéant les cas et les modalités selon lesquels le gestionnaire du réseau de distribution prévoit des solutions technologiques alternatives à l'intérieur des domiciles, pour toute personne qui se dit électrosensible et qui le demande ».

B.48.2.1. Der letzte Absatz von Artikel 24ter § 2 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 stammt aus einem Abänderungsantrag, der folgendermaßen gerechtfertigt wurde:

« Conformément à l'article 23 de la Constitution qui se consacre le droit à la protection de la santé, il est urgent que les pouvoirs publics se saisissent de la question de l'électrosensibilité.

À cet égard, en vue d'acquérir une meilleure connaissance de cette pathologie, le Gouvernement doit commander une étude indépendante et comparative internationale visant à dégager un diagnostic objectif de l'électrosensibilité et à définir son impact sur le plan sanitaire en Région bruxelloise. En effet, si pour l'heure, il n'existe aucune donnée chiffrée concernant la Belgique, les pourcentages fournis par l'OMS permettent d'extrapoler que 1 % à 3 % de la population du Royaume est probablement concernée, soit entre 100.000 et 300.000 personnes.

À la lumière des constats qui seront posés par cette étude indépendante, le GRD devra, le cas échéant, prévoir la possibilité d'installer des filtres ou toute autre technologie permettant d'éviter la propagation des champs électromagnétiques émis par les compteurs intelligents à l'intérieur des domiciles, à l'exclusion des locaux d'immeubles à habitation multiples, pour toute personne déclarée médicalement électrosensible. Compte tenu des technologies électriques utilisées dans ces situations, les prosumers, les utilisateurs du réseau de distribution qui disposent d'un véhicule électrique, ceux qui consomment plus de 6.000 kWh par an ainsi que ceux qui disposent d'une unité de stockage ne pourront se prévaloir de cette exception » (*Parl. Dok.*, Parlement der Region Brüssel-Hauptstadt, 2017-2018, A-664/2, S. 152).

B.48.2.2. Die Ministerin hat ebenfalls präzisiert:

« Quant à l'impact des compteurs intelligents sur la santé, l'oratrice précise qu'il est en l'occurrence question d'une puissance d'émission inférieure à 200 mW. On sait par ailleurs, d'une part, que les organisations internationales recommandent de limiter l'exposition aux champs électromagnétiques à 41,2 V/m; d'autre part, qu'en Région de Bruxelles-Capitale, la norme d'exposition est fixée à 6 V/m, ce qui en fait la norme la plus stricte d'Europe; et enfin, que le professeur Dominique Belpomme, apologiste de l'électrosensibilité, préconise une limitation à 0,6 V/m. Or, le champ émis par un compteur intelligent n'est que de 0,25 V/m à 20 cm du compteur. À titre de comparaison, un GSM peut émettre jusqu'à 150 V/m. Ces données ont été confirmées par M. Jacques Vanderstraeten, membre du comité d'experts sur les ondes non ionisantes, lors de son audition par la commission, le 29 mai 2018. L'agence sanitaire française, dans un rapport de 2017, estimait peu probable que les compteurs intelligents, vu le faible niveau d'exposition, entraînent à court terme un effet sur la santé : les signaux qu'ils produisent sont en effet équivalents à la mise en route d'un appareil domestique courant, tel qu'une cafetière. L'oratrice en conclut que, en l'état actuel des connaissances, rien ne permet d'affirmer que les compteurs intelligents peuvent présenter un risque pour la santé.

La ministre précise en outre que le champ électrique généré par un compteur intelligent est de l'ordre d'1 V/m, contre 40 V/m pour un GSM à l'oreille, et que le rayonnement d'un tel compteur est de 0,007 µT à 30 cm, contre 0,4 µT à 30 cm pour une taque à induction » (ebenda, S. 31).

B.48.3. Daraus ergibt sich, dass der angefochtene Artikel 24ter § 2 letzter Absatz der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 die Durchführung einer unabhängigen und vergleichenden Studie durch eine Expertengruppe innerhalb von drei Jahren ab dem Inkrafttreten der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 vorschreibt und darauf abzielt, « gegebenenfalls » die Verpflichtung des Verteilernetzbetreibers einzuführen, alternative Lösungen - wie die Installation von Filtern - vorzusehen, mit denen eine Elektrosensibilität berücksichtigt werden kann.

B.49.1. Im Unterschied zu den wallonischen und flämischen Dekretgebern (siehe jeweils den Entscheid Nr. 144/2020 und die Rechtssache Nr. 7295) hat der Brüsseler Gesetzgeber nicht vorgesehen, dass die Personen, die geltend machen, elektrosensibel zu sein, in den Genuss von alternativen Lösungen kommen können. Dies ist nur « gegebenenfalls » ausschließlich in Bezug auf Stromzähler nach einer unabhängigen und vergleichenden Studie, die « innerhalb von drei Jahren » durchgeführt wird und mit der die Diagnose der Elektrosensibilität objektiviert werden kann, möglich. Diese Netzbenutzer können nicht - zumindest vorläufig - in den Genuss einer Alternative zur Einrichtung eines intelligenten Zählers kommen.

B.49.2. Die potenzielle Exposition gegenüber einer elektromagnetischen Strahlung kann für die Personenkategorie, für die diese Exposition eine Gesundheitsgefahr darstellt, einen erheblichen Rückschritt im bestehenden Schutzniveau des Rechts auf eine gesunde Umwelt zur Folge haben. Es kann erforderlich sein, für Personen, die sensibel auf elektromagnetische Felder reagieren, von Beginn an und soweit wie möglich ihre Exposition gegenüber einer solchen Strahlung zu begrenzen.

Dieser durch die intelligenten Zähler verursachte erhebliche Rückschritt kann nicht vernünftig gerechtfertigt werden, da man die elektromagnetische Strahlung leicht vermeiden kann, indem man die Möglichkeit einer Kommunikation mithilfe eines Kabels anstelle einer drahtlosen Kommunikation vorsieht.

B.49.3. Die angefochtenen Artikel, das heißt Artikel 18ter § 2 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004, was den Gaszähler betrifft, und Artikel 24ter § 2 Absatz 1 der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 was den Stromzähler betrifft, verstoßen folglich gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 4 der Verfassung, insofern sie keine angemessene Regelung für elektrosensible Personen vorsehen, entweder indem darin für diese Personenkategorie eine Ausnahme von der obligatorischen Einrichtung eines intelligenten Zählers vorgesehen wird oder indem für jeden Netzbenutzer die Möglichkeit vorgesehen wird, sich für eine Kommunikation mithilfe eines Kabels anstelle einer drahtlosen Kommunikation zu entscheiden, oder indem eine alternative technische Lösung vorgesehen wird.

Daraus ergibt sich, dass in Erwartung eines Auftretens des Gesetzgebers zur Festlegung dieser angemessenen Regelung zum Schutz elektrosensibler Personen diese das Anbringen eines intelligenten Zählers verweigern beziehungsweise dessen Entfernung verlangen können.

B.50. Der erste Teil des dritten Klagegrunds ist in dem in B.49.3 angegebenen Maße begründet.

Daher bedarf der zweite Teil des ersten Klagegrunds keiner weiteren Prüfung.

Zweiter Teil

B.51. Die klagenden Parteien bemängeln den Umstand, dass die angefochtene Ordonnanz die Netzbenutzer nicht gegen die Brandgefahr, die von den intelligenten Stromzählern ausgehe, absichere.

B.52. Die angefochtene Ordonnanz stellt kein Hindernis für die Anwendung der verschiedenen Normen dar, die die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Erfordernisse im Bereich der Produktsicherheit und insbesondere im Bereich des Brandschutzes enthalten, denen die in der Region Brüssel-Hauptstadt installierten intelligenten Stromzähler genügen müssen.

Insoweit der Beschwerdegrund auf der Annahme einer Unvereinbarkeit der intelligenten Stromzähler mit diesen Normen oder der Annahme einer Unzulänglichkeit dieser Normen, um die Netzbenutzer zu schützen, beruht, bezieht er sich nicht auf die Ordonnanz, die Gegenstand der Klage ist.

B.53. Der zweite Teil des dritten Klagegrunds ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 24ter § 2 Absatz 1 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 19. Juli 2001, eingefügt durch Artikel 24 der Ordonnanz vom 23. Juli 2018 « zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, der Ordonnanz vom 1. April 2004 über die Organisation des Gasmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt, über die Straßen- und Wegebaugebühren in Bezug auf Gas und Elektrizität und zur Abänderung der Ordonnanz vom 19. Juli 2001 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes in der Region Brüssel-Hauptstadt und der Ordonnanz vom 12. Dezember 1991 zur Schaffung von Haushaltsfonds », und Artikel 18ter § 2 Absatz 1 der Ordonnanz vom 1. April 2004, eingefügt durch Artikel 67 der vorerwähnten Ordonnanz vom 23. Juli 2018, insofern diese Bestimmungen keine angemessene Regelung für elektrosensible Personen vorsehen, für nichtig;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 17. Dezember 2020.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
F. Daoût